

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER - FACULTÉ DE DROIT

LE BANQUIER AGENT DU FISC

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 13 Janvier 1934, à 15 heures

PAR

Jean LYON

LICENCIÉ EN DROIT

LAURÉAT DES FACULTÉS DE DROIT

DE STRASBOURG ET DE MONTPELLIER

SECRÉTAIRE AU SECRÉTARIAT LÉGISLATIF

DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

MEMBRES DU JURY :

Président : M. MOYE.

Assesseurs } M. DE NESMES-DESMARETS.
 } M. COURTIN.

PARIS

LES PRESSES MODERNES

7, RUE DU BEAUJOLAIS (PALAIS-ROYAL)

1934

LE BANQUIER
AGENT DU FISC

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER - FACULTÉ DE DROIT

LE BANQUIER AGENT DU FISC

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 13 Janvier 1934, à 15 heures

PAR

Jean LYON

LICENCIÉ EN DROIT

LAURÉAT DES FACULTÉS DE DROIT

DE STRASBOURG ET DE MONTPELLIER

SECRÉTAIRE AU SECRÉTARIAT LÉGISLATIF

DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

MEMBRES DU JURY :

Président : M. MOYE.

Assesseurs { M. DE NESMES-DESMARETS.
M. COURTIN.

PARIS

LES PRESSES MODERNES

7, RUE DU BEAUJOLAIS (PALAIS-ROYAL)

1934

FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

MM.

MOYE, Doyen honoraire, professeur de Droit International Public.

MORIN, Doyen, professeur de Droit Civil.

BECQUÉ, Assesseur, professeur de Droit Civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit Administratif.

ROCHE-AGUSSOL, professeur d'Economie Politique.

BOSC, professeur de Procédure Civile.

VIALLETON, professeur de Droit Civil.

GUENOUN, professeur de Droit Romain.

COURTIN, professeur d'Economie politique.

DUPEYROUX, professeur de Droit constitutionnel.

LÉGAL, professeur de Droit criminel.

DEMONTES, professeur de Droit Commercial.

PETRAU-GAY, Chargé de Cours d'Histoire du Droit.

DIJOL, Chargé de Cours de Capacité.

DONAT, Secrétaire.

ROCHETTE et DUBOIS, Secrétaires honoraires.

Jury :

M. MOYE, *Président.*

MM. DE NESMES-DESMARETS
COURTIN *Assesseurs*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MA MÈRE,

A MON PÈRE,

A ceux qui me sont chers.

INTRODUCTION

« Un Banquier est un commerçant qui fait toutes les opérations de crédit et rend tous les services ayant pour objet les opérations de compte, de caisse et de mouvement de capitaux » (1).

Dans cette définition, Courcelle-Seneuil prend pour base, en des termes volontairement généraux, les différentes branches d'activité qui sont l'apanage de la profession de Banquier.

En vérité c'est une multitude d'opérations qui est ainsi visée ; il suffira pour s'en rendre compte de citer, sans vouloir pour cela entrer dans les détails : la garde des fonds et valeurs, les avances sur titres ou à découvert, l'escompte et le crédit sous ses formes les plus diverses, l'émission et le service des titres, le paiement des coupons, les opérations de change et de bourse, la location de coffres-forts, etc..., etc...

Par ailleurs la politique du Banquier change du tout au tout, selon qu'il se spécialise dans telle ou telle branche d'activité qui, en conséquence, se développe au détriment des autres : Nous faisons allusion aux différences qui existent entre les banques de circulation, les banques de dépôt, les banques d'affaire, etc...

Quoiqu'il en soit, par le fait même de sa profession, tout banquier intervient, ne serait-ce qu'incidemment, dans chacune des opérations si habilement condensées

(1) Courcelle-Seneuil : Les opérations de banque.

dans la définition du grand économiste. Aussi bien, cette définition nous a-t-elle paru comme le cadre naturel de nos développements, comme le chantier même sur lequel le législateur a édifié son imposant échafaudage fiscal.

★
★

Mais si, à ce point de vue, cette citation aide à notre travail, elle présente, en raison même de sa généralité et de son objectivité, un danger que nous voulons, avant tout, éviter.

Tel un peintre qui, avant de fixer sur sa toile encore blanche un coin particulier de la nature, s'imprègne profondément du paysage général qu'il a devant les yeux, nous voulons, en tête de ce travail, donner du Banquier une idée autre que celle, purement objective, des opérations traitées par lui ; nous voulons éviter que de l'étude qui va suivre puisse se dégager une conception étroite (peut-être même défavorable) de la profession de Banquier. C'est dans ce but qu'il nous paraît indispensable de souligner l'importance du rôle économique joué par ce commerçant.

« Le Banquier, nous dit Courcelle-Seneuil, est jusqu'à un certain point le censeur, le modérateur et, à l'occasion, le promoteur de la production » (1). Et plus loin : « C'est lui qui est généralement chargé de trouver un placement aux capitaux, c'est-à-dire d'établir les conditions de l'alliance entre le capital et le travail ».

Mais là n'est pas le seul et véritable rôle du Banquier : arbitre du mouvement des capitaux, le Banquier est avant tout un agent de crédit industriel et commercial :

« Chaque dollar-or des Etats-Unis permet aujour-

(1) Courcelle-Seneuil : op. cit.

d'hui, grâce à la Banque un crédit de seize dollars » (1). Tel est le frappant résultat que M. François Marsal nous donne comme exemple : Sa portée n'échappera à personne, si l'on veut bien observer que « crédit » est synonyme de « confiance ».

Certes, des événements récents ont montré l'existence de banquiers spéculateurs qui « au lieu de pousser les capitaux vers le travail, de les y appuyer, de les y maintenir, les attirent vers le jeu et l'agiotage » (2). Mais il y a un remède à ce mal et ce remède pourrait peut-être bien résider en un dédoublement du rôle de l'Etat, tel que nous allons l'étudier plus loin.

Pour l'instant et afin de laisser à cette importante question le caractère d'un simple avant-propos, qu'il nous soit permis d'insister sur ce rôle particulièrement bienfaisant et créateur du dispensateur de crédit : l'expérience de plusieurs siècles n'est certes pas faite pour atténuer le bien-fondé de cette constatation.

★
★ ★

Rôle primordial dans l'arbitrage du mouvement des capitaux, intervention dans les opérations les plus diverses entraînant un contact avec une clientèle essentiellement nombreuse et éparse, nécessité d'une comptabilité rigoureuse, solvabilité, base du crédit qu'il dispense, autant de caractéristiques qui, distinguant le Banquier de la masse des contribuables, devait le révéler au Fisc comme un instrument précieux.

En effet, le développement toujours croissant des charges fiscales, les tentatives toujours plus ingénieuses

(1) François Marsal : Encyclopédie de banque et de bourse.
T. 1.

(2) Courcelle-Seneuil : op. cit.

des fraudes des contribuables, la double et contradictoire nécessité pour l'Administration, d'une part de contrôler toujours plus exactement la matière imposable et de s'assurer avec le maximum de garanties du recouvrement des impôts, d'autre part de ménager autant qu'il est possible, la susceptibilité du contribuable, ont amené, pour une certaine catégorie de citoyens, une charge fiscale complémentaire, créée par le législateur dès la taxation des valeurs mobilières, intensément développée pendant et après la dernière guerre, dont le résultat est de mettre le particulier, et plus souvent la collectivité privée, au service direct de la collectivité publique.

Contrôle de la matière imposable et garantie du recouvrement des impôts dont il n'est pas personnellement débiteur, tel est le double rôle que le Banquier s'est ainsi vu, progressivement, assigner : c'est ce rôle spécial, cet aspect particulier de la personne juridique « Banquier » que nous avons essayé de relever, partout où il était susceptible d'exister.

Mais c'est uniquement ce rôle, à l'exclusion de tout autre, que nous nous sommes efforcés de dégager du formidable champ d'activité qui s'ouvrait à nos investigations.

« Le Banquier agent du Fisc » telle a été la formule synthétique qui a guidé notre travail et qui nous a amené soit à élargir soit à écourter certaines questions qui, bien que se rapprochant extrêmement de celles étudiées, nous ont paru ne pas répondre exactement à nos préoccupations :

Tantôt pour des questions de fond, les développements supprimés ayant trait à des obligations fiscales définitivement à la charge du banquier percepteur : telle l'étude de l'obligation, imposée au Banquier, de

verser à l'Etat le montant des sommes et valeurs atteintes par la prescription ; telle encore, la question concernant l'impôt sur le revenu des créances lorsque le banquier est créancier.

Tantôt pour des questions de forme, les passages écourtés n'étant, bien qu'intéressants à développer à cause des difficultés multiples qu'ils révèlent, qu'un accessoire de l'idée maîtresse que nous désirions mettre en relief : c'est le cas notamment de toutes les questions de taux, liquidation, prescription, champ d'application (eu égard à d'autres catégories de contribuables) des impositions étudiées.

★ ★

Notre travail, ainsi circonscrit, n'en restait pas moins complexe, à trois points de vue :

1) Multiplicité des chefs d'imposition :

Le Banquier, nous l'avons vu, est avant tout un commerçant, chef d'entreprise. A ce titre il est soumis aux obligations fiscales de cette importante catégorie de contribuables.

Mais, en outre, le Banquier est un commerçant à l'activité essentiellement diverse ; aussi bien se trouve-t-il soumis à des régimes fiscaux, particuliers à certaines opérations.

Enfin, le Banquier est un organe centralisateur des valeurs mobilières et comme tel il est atteint par les dispositions fiscales, combien nombreuses et éparses, édictées pour contrôler cette forme fuyante de la matière imposable.

2) Multiplicité de l'imposition :

Si le terme de « Banquier » est à ce point général qu'il englobe trois aspects différents du même contri-

buable, le terme « Fisc » ne l'est pas moins et les Administrations qu'il vise ne sont pas moins diverses ; bien que réunis sous la même Direction, contributions directes, enregistrement et timbre restent des impôts essentiellement différents tant par leur nature que par leurs règles de perception : leur étude nécessitait en conséquence une séparation marquée.

3) Multiplicité des opérations imposables :

Enfin, nous le répétons, la Banque offre au Fisc un champ on ne peut plus étendu d'activité : chaque opération, parmi celles, multiples, dans lesquelles le Banquier intervient, fournit une base différente d'imposition. Chacune d'elle devait spécialement nous retenir.

Aussi bien, est-ce en nous inspirant de cette complexité à trois degrés que nous avons essayé de classer les nombreuses dispositions légales qui ont paru répondre à notre conception du sujet : Travail de discrimination et de classification, que le véritable fouillis des textes légaux, leur rédaction trop souvent défectueuse et les variations, malheureusement trop fréquentes, des interprétations administratives rendaient d'autant plus souhaitable qu'il devenait important et délicat.

★
★★

Après avoir indiqué le but à atteindre, nous venons de tracer le chemin qui y conduit : il ne reste plus qu'à s'y engager.

PREMIERE PARTIE

Le Banquier, agent du Fisc en tant que chef d'entreprise

CHAPITRE PREMIER

IMPOT SUR LES TRAITEMENTS ET SALAIRES

Des dispositions de l'article 26 de la loi du 31 juillet 1917 modifié par l'article 6 de la loi du 13 juillet 1925 (article 49 du décret de codification des impôts sur les valeurs mobilières) il ressort que :

Dans le courant du mois de janvier, tout employeur est tenu de faire parvenir à l'administration des contributions directes, un état des traitements, salaires et rétributions payés par lui : 1°) aux personnes salariées qui consacrent tout leur temps à l'entreprise, pour les paiements dont le montant, pour une année, est supérieur au minimum taxable (soit 10.000 francs depuis la loi du 30 décembre 1928) ; 2°) aux personnes salariées, susceptibles d'exercer d'autres fonctions dans d'autres entreprises et ce, quel que soit le montant des sommes payées. (Cette dernière catégorie de salariés vise notamment les personnes exerçant les fonctions d'administra-

teurs, membres ou secrétaires du comité de direction, de gestion ou de surveillance, commissaires aux comptes, etc., etc...).

La déclaration mise à la charge de l'employeur doit se présenter sous forme d'un état. L'Administration estime en effet que les déclarations sous forme de bulletins individuels ne lui permettent pas de découvrir, le cas échéant, les omissions, toujours possibles, du chef d'entreprise qui emploie un grand nombre de salariés ; toutefois, dans le cas où des garanties suffisantes et des moyens de contrôle préalablement convenus sont laissés au Fisc, il peut autoriser les déclarations fragmentées.

Où doit être déposé cet état ?

L'imprécision de la loi a soulevé une difficulté dans le cas d'Etablissements à succursales multiples. L'employeur doit-il réunir ses renseignements en une seule déclaration à déposer au bureau des contributions directes dans le ressort duquel se trouve le siège social de son entreprise ? C'est là, semble-t-il, la solution la plus illogique : mais au cas où elle serait adoptée, elle paraît incontestable. En fait, cette question donne lieu à des ententes entre assujettis et Administration.

Quels sont les renseignements que doit contenir l'état déposé ?

Dans la pratique, la déclaration de l'employeur se divise en six colonnes : Elle indique en effet :

1) Les nom, prénoms et adresse du salarié.

Au cas où le salarié a quitté son travail dans le courant de l'année, c'est l'adresse du salarié au moment de la cessation du travail qui doit être indiquée ;

2) La nature de l'emploi.

Il n'y a pas là une obligation légale, mais simple-

ment un renseignement que l'Administration envisage comme « désirable » ;

3) Les sommes payées en espèce à titre de salaire.

L'employeur doit mentionner les paiements bruts effectués par lui à ses employés ; toutefois la loi dispense de toute déclaration pour les salaires inférieurs à 10.000 francs (minimum taxable).

Dans le même esprit que cette exception légale on a admis que n'avaient pas à être déclarées les sommes versées à titre d'allocations familiales ou de sursalaire familial, (Instruction du 31 janvier 1928), de même les sommes versées à titre de contribution en exécution de la loi sur les assurances sociales (sommes qui n'ont pas à être comprises dans les bases de l'impôt cédulaire et de l'impôt général sur le revenu) (Réponse du Ministre du Budget, 8 février 1931).

Par contre la déclaration doit être faite quel que soit le mode de paiement, en particulier lorsque l'employeur se borne à créditer le compte de son employé (Réponse du Ministre du Budget, 20 mars 1931) ;

4) Les sommes payées en espèce à titre de frais d'emploi.

Ces sommes venant en déduction de l'ensemble des émoluments, lors de la fixation du revenu imposable, l'Administration précise qu'elles doivent être clairement séparées du salaire proprement dit.

5) La mention des avantages en nature.

Il s'agit des avantages tels que loyer, chauffage, etc. L'employeur doit ici se borner à une simple mention, sans évaluation ; c'est à l'Administration seule qu'échoit la tâche de chiffrer ces avantages en nature pour le calcul du revenu imposable ;

6) La période à laquelle s'appliquent les renseignements précédents lorsque cette période est inférieure à une année et supérieure à trente jours consécutifs. (En ce qui concerne la première catégorie de salariés, seulement).

Le minimum de trente jours s'entend non pas du nombre des journées de travail effectif, mais de la durée de la période pendant laquelle les employés n'ont pas cessé de faire partie du personnel à la disposition de l'employeur. Bien entendu, pour les salariés qui n'ont pas travaillé l'année entière, l'employeur doit calculer le revenu annuel au prorata de la durée de la période pendant laquelle le salarié a travaillé chez lui, et, si le revenu annuel est inférieur à 10.000 francs, ne pas effectuer de déclaration.

★ ★

En principe, donc, l'obligation fiscale imposée au Banquier-employeur ne soulève pas de difficultés.

En fait, pour la deuxième catégorie de salariés, nous voulons parler des membres du Conseil d'administration et du Comité de direction, la déclaration de l'employeur doit tenir compte d'une distinction extrêmement délicate dont les limites ont d'ailleurs été très difficiles à établir.

Certes, ainsi que nous le faisons remarquer précédemment, la déclaration doit comprendre les sommes brutes payées à titre de salaire, sans tenir compte des déductions possibles, et, dans la situation bien définie qui nous occupe, sans tenir compte « du cas où ces rémunérations sont passibles de la taxe d'enregistrement sur le revenu des valeurs mobilières » ; toutefois, pratiquement, il est très important pour l'employeur (qui

n'est ici que juridiquement distinct de l'employé) d'indiquer au Fisc les sommes qu'il a entendu soumettre à l'impôt sur les salaires (très sensiblement inférieur à l'impôt sur le revenu), d'autant plus qu'en la matière les diverses variations survenues dans les distinctions administratives sont susceptibles de provoquer de fausses taxations : Sous l'empire de la loi de 1925, en effet, et par application d'un arrêt de la Cour de Cassation du 30 novembre 1921, l'Administration avait soumis à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, les tantièmes alloués aux administrateurs de société, en leur dite qualité, et les tantièmes alloués aux administrateurs délégués à quelque titre que ce soit ; par contre, étaient passibles de l'impôt sur les traitements et salaires, les tantièmes alloués aux administrateurs en rémunération de leur travail technique, et les jetons de présence quels qu'ils soient.

La loi du 4 avril 1926 modifiée par celle du 29 avril 1926 (art. 7) a supprimé la distinction entre tantièmes et jetons de présence en les déclarant de façon uniforme : passibles de l'impôt sur les salaires lorsqu'ils sont payés en rémunération d'un travail technique, soumis à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières dans le cas contraire. Toutefois il subsistait encore une anomalie concernant les tantièmes, jetons de présence et rémunérations diverses alloués à l'Administrateur - délégué, lesquels restaient soumis, à quelque titre qu'ils soient payés, à l'impôt sur le revenu.

La loi du 19 décembre 1926 est venue combler cette lacune en assimilant, au point de vue de l'impôt, les rémunérations de l'administrateur-délégué et celles des administrateurs ou administrateurs-directeurs. Cette dernière disposition a même été acceptée par l'Administra-

tion comme ayant un effet rétro-actif (instruction 3937 § 1^{er}).

Mais, malgré cette unification, la limite demeure imprécise entre les sommes payées à l'administrateur en tant qu'administrateur ou en tant que conseiller technique : aussi bien les employeurs divisent-ils leurs déclarations en deux colonnes distinctes dont l'une indique les paiements déjà taxés au titre de la cédule des revenus mobiliers ; ils préviennent ainsi, le cas échéant, toute taxation irrégulière.

CHAPITRE II

IMPOT SUR LES BÉNÉFICES DES PROFESSIONS COMMERCIALES ET NON COMMERCIALES

Dans le même ordre d'idée que précédemment, la loi de 1925 (art. 50 du Code des Valeurs mobilières) prévoyait à la charge de l'employeur la déclaration à l'Administration, du montant total brut des « commissions, courtages ou autres rémunérations qu'il donne, à l'occasion de sa profession, à des courtiers, commissionnaires ou autres intermédiaires de commerce n'ayant pas la qualité de salariés, ainsi que le montant des honoraires, vacations ou autres rémunérations susceptibles d'entrer en compte pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales » à condition toutefois que le montant total brut de ces paiements ait atteint au cours de l'année, pour une même personne, la somme de 1.000 francs, quelles que soient d'ailleurs les localités où sont domiciliés le déclarant et le contribuable.

La loi du 28 février 1933, dans son article 38, a complété cette obligation en l'étendant à la déclaration des sommes versées « à titre de commissions, ristournes, courtages ou honoraires occasionnels, rétributions ou gratifications quelconques, lorsqu'elles dépassent 1.000 francs par an pour un même bénéficiaire ». Et le lé-

gislateur de 1933 a tenu à préciser que « ces sommes sont assujetties à l'impôt cédulaire correspondant à la nature d'activité au titre de laquelle le bénéficiaire les a perçues, sans préjudice de l'application de l'impôt général sur le revenu ».

Nous sommes donc en présence d'une mesure très générale, et si, avant 1933, l'on pouvait discuter les dispositions légales en en déduisant par exemple que le Banquier n'avait pas à comprendre dans sa déclaration les agios, ristournes et commissions qu'il est amené à rétro-céder à d'autres banques pour des opérations effectuées en commun, aujourd'hui il n'en va plus de même et il semble que seuls les honoraires payés à titre personnel, en dehors de toute obligation professionnelle, soient exempts de déclaration.

En ce qui concerne les détails de la déclaration, il y a lieu de se référer aux observations présentées au chapitre précédent ; toutefois, dans la pratique, une difficulté est apparue, que M. le Ministre des Finances a résolu de façon très libérale et très logique.

Prise à la lettre, la loi de 1925 imposait aux employeurs et, plus particulièrement aux grands établissements de crédit, une comptabilité de toutes les sommes, aussi minimales qu'elles soient, versées par eux à leur notaire ou à leur huissier : cette addition, ainsi exigée, de frais infiniment nombreux (frais de protêt par exemple), pour des actes dont la plupart sont soumis à la formalité de l'enregistrement et sont d'autre part légalement tarifés, n'était-elle pas superfétatoire ? L'Administration, du fait même de la tarification et de l'enregistrement de tels actes n'était-elle pas en possession de tous les moyens pour contrôler elle-même les honoraires

perçus ? M. le Ministre des Finances (1) a bien été obligé d'en convenir, mais bien entendu il précise que l'exonération, ainsi accordée aux Sociétés, de la déclaration de ces paiements, n'est qu'une simple tolérance et que l'obligation fiscale demeure intacte en ce qui concerne les sommes payées aux huissiers pour des opérations de recouvrement, et aux notaires pour des services dont la rétribution n'est pas réglementée.

(1) Lettre de M. le Ministre des Finances à M. le Président de l'Union syndicale des banquiers, n° 6698 bis, du 15 février 1926.

CHAPITRE III

SANCTIONS

Chaque inexactitude ou omission commise dans les déclarations étudiées donne lieu à la perception d'une amende, relevée de 100 à 750 francs par la loi du 27 décembre 1927.

L'amende est prononcée par le Conseil de Préfecture sur requête du Directeur des Contributions directes. Elle est recouvrée par le percepteur et se prescrit à la fin de la quatrième année qui suit celle au cours de laquelle l'infraction a été commise.

Une même déclaration peut très bien donner lieu à plusieurs amendes, et ce cumul des pénalités est parfaitement logique étant donné que l'obligation étudiée est imposée indistinctement aux petites et grandes entreprises.

Toutefois, l'Administration admet que l'application rigoureuse de la pénalité ne saurait être poursuivie contre les contrevenants involontaires, notamment contre ceux qui n'auraient pu produire dans le délai légal, l'état des salaires de leur personnel ; ainsi, la bonne foi du contrevenant peut entrer en ligne de compte et il semble que seuls, peuvent être contraints de payer l'amende intégrale, les chefs d'entreprise qui, dûment avertis de leurs obligations et se trouvant en mesure de les remplir, auraient refusé ou négligé de se conformer à la loi.

En ce qui concerne « les commissions, ristournes, courtages ou honoraires occasionnels, rétributions ou gratifications quelconques », prévues par la loi du 28 février 1933, l'employeur perd, s'il ne les déclare pas, « le droit de les déduire pour l'établissement de ses propres impositions » ; c'est là un palliatif naturel à la perte que le Trésor pourrait subir du fait de la non imposition de revenus qui, dans leur cédule respective, restent en dehors de toute comptabilité et qui ne deviennent contrôlables que par la seule déclaration que nous venons d'étudier.

Finalement, étant donné l'ordre de grandeur de la pénalité encourue et, surtout, le peu d'avantage que les employeurs retireraient à frauder le Fisc, on s'explique aisément le souci de régularité qui préside à l'envoi des renseignements exigés. Est-ce à dire que le Fisc possède, grâce à cette organisation, un contrôle rigoureux de la matière imposable ? Le contrôle ne peut être nié, mais il est évident que la collaboration souvent très étroite (confondue, en fait, pour les Conseils d'administration) du patron et de l'ouvrier atténuée de façon très sensible la rigueur d'un mécanisme qui tire sa force principale de la contradiction des déclarations de l'employeur et de l'employé.

DEUXIÈME PARTIE

Le Banquier, agent du Fisc en sa qualité de Banquier

CHAPITRE PREMIER

LES IMPOTS SUR LE REVENU

§ 1. — *L'impôt cédulaire sur les intérêts des créances, dépôts et cautionnements.*

Dans l'étude de cette matière plus que dans toute autre nous ne devons pas perdre de vue le but que nous nous sommes proposés qui est de rechercher, uniquement, les obligations imposées au Banquier, non pas en tant que contribuable mais en sa qualité d'agent du Fisc. Or, la loi du 31 juillet 1917 prévoyant que l'impôt sur les intérêts des créances, dépôts et cautionnements est à la charge du créancier « nonobstant toute clause contraire », le Banquier, par son rôle même de dispensateur de crédit, sera, dans la généralité des cas, personnellement et définitivement imposé.

Cette question de l'incidence de l'impôt est d'ailleurs particulièrement délicate, en raison même de l'expression « nonobstant toute clause contraire » conte-

nue dans la loi du 31 juillet 1917. En effet, si l'on recherche les raisons qui ont présidé à l'insertion de cette clause, particulièrement énergique, dans la loi fiscale, on s'aperçoit que le législateur de 1917 a voulu éviter que les Banquiers ne profitent de la taxation nouvelle pour insérer immédiatement dans tous leurs contrats de crédit une formule mettant l'impôt à la charge de la partie débitrice, ce qui aurait abouti en fin de compte à une hausse déguisée (en fait, elle fut indirecte) du taux de l'intérêt (et l'on ne doit pas oublier que la liberté du taux conventionnel des intérêts en matière civile n'a été rétablie que par la loi du 18 avril 1918). Malheureusement, avant la loi du 31 juillet 1917 il existait déjà une disposition qui, elle, était moins rigoureuse en ce qui concerne la même question de l'incidence : l'article 2 de la loi du 29 juin 1872 soumet à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières les produits des emprunts contractés par les Sociétés mais bien qu'il soit précisé que l'impôt est avancé par les établissements emprunteurs « sauf leur recours » contre les prêteurs, il n'est déclaré nulle part que le recours est obligatoire.

Or, la comparaison, très souvent effectuée, de ces deux textes fondamentaux : la loi du 29 juin 1872 (complétée tant par la loi du 1^{er} décembre 1875 exonérant les sociétés en nom collectif, que par la loi du 29 mars 1914 précisant et confirmant les modalités de perception de l'impôt de 1872) et la loi du 31 juillet 1917 (complétée elle-même en 1920 et 1928) a conduit à conclure que le deuxième n'était qu'une extension pure et simple du premier.

Pourquoi, alors, la différence signalée plus haut ?

Les Etablissements financiers qui stipulent que les

impôts sur les intérêts touchés par eux seront à la charge de leur débiteur peuvent-ils se voir opposer la clause de la loi de 1917 par une Société, soit en vertu d'un raisonnement par analogie (difficilement soutenable en matière d'imposition), soit en vertu d'une prétendue distinction entre « l'emprunt » au sens de la loi de 1872 et le découvert en compte-courant formant créance au sens de la loi de 1917 ? ... Faut-il au contraire poser comme un principe (combien contestable) qu'il existe une différence de traitement selon que le débiteur est un particulier (ou une société en nom collectif) ou une société par action ou en commandite ?... La seule conclusion qui s'impose sur une telle divergence est, à notre avis, que la formule « nonobstant toute clause contraire » n'a aujourd'hui aucune raison d'être sinon celle d'un prétexte fâcheux pour des débiteurs qui, reniant leur accord de fait, veulent rompre leurs engagements à la faveur d'une disposition de loi desuète et, en pratique, inefficace.

La majorité des auteurs estime par ailleurs que la sanction à l'interdiction de la loi de 1917, à but purement fiscal, est non point fiscale mais civile, c'est-à-dire, en l'occurrence, la nullité pure et simple de la clause illicite. Tel n'est pas, cependant, l'avis de l'Administration qui met à profit l'article 40 de la loi de 1917 pour soutenir que dans le cas où, en fait, le débiteur prend à sa charge l'impôt dû par le créancier, le produit taxable est augmenté d'autant et qu'en conséquence le montant de l'impôt doit être ajouté à l'intérêt net touché par le créancier, pour le calcul de la somme imposable (ce qui équivaut à un relèvement du taux de l'impôt de 16/100 à 16/84). Il nous paraît probable que, du jour où disparaîtra la prohibition, pour

le débiteur, de prendre l'impôt à sa charge, la prétention de la Régie ne pourra plus être soutenue car le fait par le débiteur de payer l'impôt sur les intérêts qu'il verse à son créancier, ne pourra plus être considéré comme un « produit » (même indirect) pour celui qui ne sera plus tenu légalement de supporter l'impôt.

★ ★

Quoiqu'il en soit de l'utilité de cette clause de la loi de 1917, il ne peut faire de doute que l'impôt sur les intérêts des créances, dépôts et cautionnements a été établi pour atteindre le bénéficiaire de ces intérêts. Mais que cette incidence soit légalement imposée, qu'en fait elle ne soit pas respectée, l'Administration a entendu conserver le maximum de garanties pour le recouvrement de ce qui lui est dû. Aussi bien a-t-elle déclaré débiteur et créancier solidaires du paiement de l'impôt.

De cette précaution il résulte que, dans certains cas, le débiteur est amené à acquitter, sauf son recours contre le créancier, l'impôt qui, nous l'avons vu, est à la charge de ce dernier ; en d'autres termes, à la suite de certaines opérations, le Banquier, devenu débiteur de ses clients, devra acquitter, pour compte de ces derniers, l'impôt sur des intérêts payés par lui.

Quelles sont donc ces opérations ? D'une façon générale et comme contre-partie naturelle des prêts consentis par le Banquier, il s'agit des dépôts de la clientèle, qui, « à vue ou à échéance fixe, quel que soit le dépositaire et quelle que soit l'affectation du dépôt », ont leurs intérêts spécialement taxés par la loi de 1917.

Une seule exception existe à ce principe de l'imposition des intérêts des dépôts : celle concernant les dépôts qui ne sont pas librement consentis par le déposant ou

ceux dont le retrait est subordonné à certaines formalités administratives ou judiciaires ; néanmoins, l'Administration soutient que l'impôt est dû sur les intérêts des dépôts de garantie.

Par ailleurs une question assez délicate se pose à propos des fonds qui sont placés chez le Banquier pour alimenter des opérations de report : Primitivement, l'Administration ne considérait pas ces fonds comme soumis, quant à leurs produits, à la loi de 1872 (sur les emprunts des Sociétés) ; La loi de 1917 ayant généralisé l'imposition des intérêts, des prêts aux simples dépôts, il y a lieu, en l'état actuel de la législation, de faire une distinction selon que le Banquier agit comme le simple mandataire de son client qui, dans ces conditions, devient propriétaire et vendeur des titres achetés pour son compte, ou selon que le Banquier agit de sa propre initiative, se bornant à employer les fonds mis à sa disposition par son client. Dans ce dernier cas seulement, l'opération paraît être imposable et il y a en conséquence grand intérêt à bien préciser l'attitude des deux parties.

La loi du 30 décembre 1928 a eu pour but de supprimer, dans un autre ordre d'idée, une source de discriminations plus subtile encore que celle précédemment signalée : L'article 29 de ladite loi a étendu aux intérêts des comptes-courants, l'impôt sur le revenu des comptes de dépôt, créances et cautionnements ; un instant, on crut que la difficulté qui consistait à décèler la différence entre compte de dépôt ou prêt et compte-courant était aplanie par la suppression de l'intérêt même de la question. Il n'en était rien. La loi de 1928 dispose en effet que seuls sont assujettis à l'impôt « les intérêts des comptes courants qui ne figurent pas dans les recettes provenant de l'exercice d'une profession indus-

truelle, commerciale, agricole, ou d'une exploitation minière ». Notons immédiatement que cette restriction ne porte effet que pour les intérêts des comptes-courants figurant dans les recettes des exploitations commerciales et qu'il n'y a pas lieu de l'étendre au cas de professions non commerciales (notaires, avoués, etc...) ce qui est assurément une lacune ; mais pourquoi cette restriction, et comment a-t-elle fait renaître la difficile question de la définition du compte-courant ?

C'est que, dans les cas visés par cette exception à l'impôt sur le revenu, les intérêts à taxer rentrent dans la cédule des bénéfices industriels et commerciaux et sont imposables à ce seul titre. Nous disons « imposables » car l'Administration estime que l'exemption s'applique alors même que le revenu ne serait pas effectivement atteint par ledit impôt cédulaire (dans le cas par exemple où l'exploitation est improductive).

Immédiatement, on aperçoit le danger de la restriction : il est fonction de la différence qui peut exister dans les taux d'imposition en vigueur dans les deux cédules concurrentes ; or, à l'heure actuelle, cette différence (que M. le Ministre du Budget a déclaré totaliser 20 millions de francs par an) qui existe dans les taux (16 % dans la cédule de l'impôt sur le revenu, 15 % dans celle de l'impôt sur les bénéfices) est aggravée par le mode de calcul (revenu brut dans la cédule des revenus, revenu net dans la cédule des bénéfices) des deux impôts en présence. De plus le contribuable qui de bonne foi avait payé l'impôt au titre des bénéfices industriels risquait de se voir taxer au titre des revenus des capitaux mobiliers alors qu'il était fort clos dans sa demande en dégrèvement pour l'indue perception : mais ce dernier inconvénient a été atténué par M. le Ministre des Finan-

ces qui a donné des instructions à son Administration pour que celle-ci ne perçoive, en cas d'erreur des contribuables, que la différence des deux impositions.

Il n'en reste pas moins que, s'agissant d'un compte dont les produits rentrent dans la comptabilité d'une des exploitations visées par la loi de 1928, l'intérêt renait de savoir s'il s'agit d'un simple prêt, d'un compte de dépôt, ou d'un véritable compte-courant.

Or, ici, comme dans de nombreux domaines, l'Administration est en lutte avec les tribunaux judiciaires qui ont cependant affirmé leur opinion d'une façon à peu près constante : La Cour de Cassation en effet par deux arrêts célèbres des 2 juillet 1890 (1) et 3 décembre 1901 (2), définissait le compte-courant : le compte caractérisé par « la réciprocité de remises se traduisant en articles de débit et de crédit distincts, destinés à se balancer en un solde définitif à la clôture du compte ». Et plus récemment, le Tribunal de Draguignan confirmait dans un jugement du 9 août 1930 (3) : « que le compte-courant est un contrat par lequel deux personnes en rapport d'affaires conviennent de faire masse de toutes leurs opérations en les faisant figurer sur un compte unique où elles perdent leur individualité et sont remplacées par des articles de crédit et de débit qui se résoudront en un solde exigible lors de la clôture du compte ».

Mais l'Administration n'a cure de ces définitions juridiques et a tendance à soutenir qu'il n'y a pas de compte-courant sans réciprocité de crédit c'est-à-dire que le compte à découvert unilatéral n'est pas un compte courant.

(1) D. 91-3-377.

(2) D. 03-1-601.

(3) Revue de l'Enregistrement, article 9389.

Il y a là, à n'en point douter, une interprétation simpliste de la notion de « remise » visée par la Cour de Cassation. Par remise il faut entendre « toute valeur exprimée en argent que l'une des parties fournit à l'autre et qui, en droit commun, rendrait le remettant créancier » (1). Il en est ainsi du recouvrement du Banquier pour compte de son client et, réciproquement, du prélèvement (par chèque ou autrement) du client sur le Banquier ; ainsi, ce ne serait que dans le cas où les « remises » ainsi définies n'auraient pas le caractère de réciprocité que l'Administration pourrait prétendre à l'inexistence d'un compte-courant à condition toutefois que les parties n'arrivent à prouver que « leur intention était non d'agir comme dépositaire ou déposant, non plus que comme mandataire ou mandant, mais de laisser leurs remises perdre leur individualité en vue d'une compensation finale » (1).

Outre qu'elle ne met pas fin à l'ancienne controverse, la loi de 1928 soulève une nouvelle difficulté sur la question des preuves :

A qui incombe la preuve de l'imposition des intérêts, au titre des bénéfices industriels et commerciaux ? Le Banquier, chargé déjà de contrôler le paiement de l'impôt, est-il obligé de vérifier si le compte-courant qu'il ouvre sur ses livres a, ou non, ses intérêts compris dans les recettes de l'exploitation de son client ?

L'Administration semble disposée à admettre que les intérêts du compte, ouvert par un Banquier à un commerçant, peuvent valablement être considérés comme rentrant dans la cédule des bénéfices commerciaux ; le Banquier n'aurait plus qu'à s'assurer de la qualité de commerçant prise par son client.

(1) Revue de l'Enregistrement, art. 9388.

Toutefois lorsqu'il s'agit de petits commerçants ou d'exploitants agricoles dont la comptabilité est d'une régularité plus ou moins rigoureuse, il semble que la présomption de l'Administration ne trouve plus de raison d'être.

En fait, le moyen à peu près unanimement employé pour se garantir contre toute surprise désagréable consiste, pour le Banquier, à faire signer à son client, préalablement à l'ouverture du compte, une déclaration par laquelle l'intéressé indique, sans ambiguïté, s'il fait figurer ou non les intérêts de son compte dans les recettes provenant de sa profession commerciale, industrielle ou agricole.

★★

L'impôt (actuellement 17 %) atteint les « intérêts, ar-rérages et tous autres produits » des créances, dépôts, cautionnements et comptes-courants.

Par « tous autres produits », il faut entendre toutes les prestations que le bailleur de fonds reçoit en sus du capital qu'il a avancé, et qui constituent la rémunération de ce capital. Par contre il n'y a pas lieu de tenir compte, pour le calcul de la matière imposable, des sommes payées au créancier pour une cause autre que sa dette, en particulier des frais de courtage ou de commission versés à un intermédiaire.

Notons, sans insister davantage, que cette distinction a soulevé des difficultés d'application en ce qui concerne la « commission » bancaire perçue en raison d'une ouverture de crédit (dans la mesure où cette commission est considérée comme la rémunération d'un service rendu). Rappelons enfin que l'étude, précédemment faite, du régime fiscal du produit des fonds placés en report a décéléré une difficulté analogue.

Depuis la loi du 25 juin 1920, le fait générateur de l'impôt est le paiement des intérêts, de quelque manière qu'il soit effectué, ou l'inscription desdits intérêts au crédit ou au débit du compte du client ; dans ce dernier cas, l'impôt reste dû alors même que le paiement des intérêts ne pourrait plus, par la suite, être effectué matériellement (insolvabilité du débiteur). L'Administration a cependant exceptionnellement admis que les créanciers d'intérêts aléatoires ne seraient pas obligés de payer l'impôt. En outre, aux termes de l'article 83 de la loi du 31 mai 1933 lorsqu'il y a remboursement partiel volontaire d'une créance, l'impôt doit être retenu comme si, dans tous les cas, les intérêts dus étaient remboursés en premier lieu.

Le taux à appliquer est donc celui du jour du paiement, mais dans certains cas la Régie a également admis qu'il puisse être celui en vigueur au jour de l'échéance des intérêts.

La seule condition mise à l'exigibilité est que l'assujetti ait sa résidence habituelle en France ou y possède un établissement industriel ou commercial dont dépende sa créance ou son dépôt (loi du 25 juin 1920, art. 52).

Mais là encore on rencontre une divergence entre les textes de 1872 et 1917 (modifié en 1920) : alors que le particulier (ou la Société en nom collectif) serait exonéré s'il a son domicile et son activité à l'étranger, il n'en serait plus de même pour les Sociétés en commandite ou par action ! C'est évidemment là une interprétation littérale qui va à l'encontre de l'interprétation logique des textes. Seul cependant un nouveau texte qui coordonnerait cette matière, serait efficace ; récem-

ment, une proposition de loi (1) a d'ailleurs été déposée en ce sens à la Chambre (mais la question de l'article 40 de la loi de 1917 n'y est malheureusement pas visée).

D'autre part, quand la condition requise par la loi de 1920 est-elle réalisée ?

Certains cas particulièrement complexes ont montré qu'il s'agissait surtout d'une question de fait. Notons à ce sujet que la loi du 16 février 1932, art. 1^{er}, a atténué les cas de discussion, en exonérant de l'impôt les créances dépendant d'une succursale ou agence, établie hors de France, d'une Société française par action. Toutefois, dans son instruction générale, la Régie prétend n'admettre cette exonération que pour les créances sur des particuliers établis eux-mêmes hors de France, tirant argument du fait que la même exonération n'est prévue par la loi de 1932 que pour les prêts (non réalisés par souscription publique et sans délivrance de titres négociables) aux seules sociétés étrangères.

Le mode de perception de cet impôt a fait l'objet de récentes discussions qui n'ont abouti, en définitive, qu'à une légère modification de l'état de chose existant antérieurement : En particulier, pour les intérêts servis par le Banquier à sa clientèle, nous retrouvons les deux alternatives de perception prévues avant le vote de la loi du 31 mai 1933, à savoir : l'apposition de timbres mobiles et la rédaction de bordereaux mensuels.

L'apposition de timbres mobiles est le mode général prévu par le décret du 20 décembre 1917, art. 2 : le Banquier oblitère les timbres qu'il appose sur le compte même de ses clients (ou contrôle l'existence de ces tim-

(1) Chambre des Députés, 15^e législature. Proposition Chate-net, annexe n° 1678.

bres sur l'écrit qui constate le paiement des intérêts, par exemple sur les billets de fonds de commerce) ; en fait, l'Administration admet que l'apposition des timbres se fasse, non sur le compte même, mais sur un registre spécial où sont repris tous les intérêts payés ou perçus par le Banquier.

La rédaction de bordereaux mensuels est le mode de perception institué par le décret du 3 septembre 1920 pris à l'intention des banquiers afin de simplifier et pourrait-on dire, de moderniser le procédé primitif de l'apposition des timbres mobiles.

Notons à ce sujet que le souci de modernisation que nous relevons ainsi dans le décret de 1920 se révèle comme un souci d'actualité pressante car la suppression du système archaïque des timbres mobiles par la généralisation du système des déclarations imposées au débiteur des intérêts taxables, s'est trouvée successivement incluse dans les projets financiers présentés par MM. Germain-Martin et Palmade le 16 juillet 1932 (1) et par MM. Lamoureux et Georges Bonnet les 7 février et 28 mars 1933 (2), pour être adoptée par la loi du 31 mai 1933 (art. 80 à 86) dans le cas limité des créances constatées par acte notarié.

Aux termes de la même loi, par ailleurs, la déclaration susvisée incombe au créancier (dans le même délai, soit un mois après le paiement des intérêts) dans le cas où le débiteur est domicilié à l'étranger, et il n'est pas sans intérêt de rappeler que cette déclaration du créancier était antérieurement prévue (mais dans le dé-

(1) Chambre des Députés, 15^e législature. Document n° 575, Vol. I, p. 19.

(2) Chambre des Députés, 15^e législature. Document n° 1367 (p. 34) et 1656 (p. 59).

lai de trois mois après le payement des intérêts) au cas où la créance n'avait pas fait l'objet d'un écrit ou lorsque les intérêts avaient été payés à l'étranger.

Il y a donc à l'heure actuelle, en cette matière, un effort de simplification et d'unification qu'il serait souhaitable de voir continuer pour parer au risque d'aboutir à un résultat contraire à celui qu'on espère obtenir.

En ce qui concerne les obligations fiscales mises à la charge du Banquier par le décret de 1920, consécration officielle du recours du Fisc à son agent privé, elles se décomposent, d'une part, en une déclaration suivie de certaines obligations comptables, d'autre part, en une avance de l'impôt dû par le client.

La déclaration est celle que doit souscrire le Banquier qui désire bénéficier du nouveau mode de règlement. Elle consiste à faire connaître au bureau de l'Enregistrement du siège social de l'entreprise (et, au cas où il existe diverses agences, dans chacun des bureaux de leur ressort) son intention de cesser l'apposition des timbres mobiles pour effectuer les paiements mensuels. Cette déclaration entraîne de facto, l'obligation de tenir un registre spécial sur lequel figure :

1) le nom du titulaire du compte et, s'il y a lieu, le numéro de ce compte ;

2) le montant des intérêts (dans deux colonnes séparées selon qu'il s'agit d'intérêts débiteurs ou créditeurs) ;

3) la date de l'inscription de ces intérêts au compte.

Le payement (ou, plus exactement en ce qui nous concerne, l'avance) de l'impôt se fait alors en deux étapes :

1) Chaque mois, dans les dix premiers jours, versement, à titre d'acompte, des $\frac{4}{5}$ de l'impôt payé pour le mois correspondant du précédent semestre. Dans le cas

où il s'agit des premiers mois d'application du système, le paiement de l'impôt s'effectue directement, en fin de mois, sans acomptes préalables.

2) Pour chaque mois, dans les trois mois qui suivent celui de l'opération imposable, il y a lieu, sur bordereaux spéciaux, à liquidation définitive de l'impôt réellement dû, et, selon le cas, versement du complément restant à payer sur l'acompte déjà perçu ou constatation d'une avance dont le Banquier reste créancier du Trésor et sur laquelle pourront s'imputer les versements à venir.

★ ★

La loi a prévu deux sortes de sanctions à l'inobservation des règles précédentes : l'une est à la charge de chacun des contrevenants : c'est une amende de 50 francs (90 fr. avec les décimes) ; l'autre ne frappe que le seul créancier : elle est de 750 pour cent (décimes compris) « des droits dont le Trésor a été privé, pour chacune des années antérieures à celle de la découverte de l'infraction, sans toutefois que le droit de répétition puisse s'étendre à plus de dix ans ».

Mais alors, que décider dans le cas où, conformément au décret du 3 septembre 1920, c'est le Banquier qui est chargé de déclarer et avancer l'impôt à la charge de ses créanciers ?

Tout le monde est d'accord pour reconnaître que le créancier n'intervenant, ici, en aucune façon dans les obligations fiscales, la contravention de la « quintuple taxe » (750 %) n'est plus applicable et que seule l'amende de 90 francs doit frapper le Banquier contrevenant. Mais encore faut-il qu'il soit bien établi que les créanciers n'ont eu aucun rôle dans la déclaration de l'impôt ; si donc, lorsqu'une société inscrit au crédit des

comptes de dépôt les intérêts dont elle est débitrice, sans effectuer la retenue de l'impôt sur le revenu, il n'existe de contravention que de sa part et non de la part des déposants (Instruction 3736), il n'en est plus de même lorsqu'il s'agit de comptes ouverts par une Société en nom collectif à ses associés en nom (solution du 21 mars 1929) ou par une Société A. R. L. à son gérant (solution du 16 mai 1930).

Notons pour terminer que l'action de l'Administration (ainsi d'ailleurs que celle du contribuable envers elle) se prescrit par 5 ans à compter du jour de l'exigibilité des droits et amendes (ou de l'indue perception, pour l'assujetti).

§ 2. — *L'impôt cédulaire sur le revenu des valeurs étrangères non abonnées.*

La loi du 29 mars 1914 a imposé aux Banquiers l'obligation de retenir l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières étrangères non abonnées (qu'il s'agisse de valeurs émises par les Sociétés privées ou qu'il s'agisse de fonds d'Etat) lorsque ces revenus sont encaissés, en France, par leur intermédiaire.

Les termes de la loi sont des plus généraux et la conception de l'Administration est nettement orientée dans le sens de l'extension la plus grande des mesures fiscales ; aussi bien est-ce en ce sens que la question de la portée d'application de la loi de 1914 doit être résolue.

Et tout d'abord, tous les titres des sociétés ou Etats étrangers sont soumis à la loi ; sont assimilés aux Etats étrangers, les pays de protectorat (soit l'Annam, le Cambodge, le Laos, le Maroc et la Tunisie).

En outre, par titres, il faut comprendre les « em-

prunts » et il a été décidé que le simple prêt verbal à une Société étrangère tombait sous le coup de la loi (sauf dans les cas prévus par la loi du 16 février 1932). Notons cependant deux exceptions en ce qui concerne les titres représentatifs des emprunts émis en France par le Maroc (lois des 18 juillet 1920 et 22 mars 1928) et la Tunisie (loi du 22 mars 1928).

Sont, enfin, assimilés à des coupons étrangers les produits de certains emprunts de Sociétés françaises à l'étranger (art. 124 et 125 du Code des Valeurs mobilières).

Le produit taxable doit être entendu du produit brut quel qu'il soit, ordinaire ou extraordinaire, sans tenir compte de son origine. Cette généralisation comportait une exception relative aux lots et primes de remboursement. L'article 9 de la loi du 31 juillet 1929 a comblé cette lacune, tout au moins pour les lots et primes « échus » après le 31 juillet de la même année.

Ce produit est taxé, sous quelque forme qu'il se présente, en particulier dans le cas de paiement « par chèques ou tous autres instruments de crédit », par exemple, par une traite sur l'étranger ou par un virement dans une succursale de banque étrangère.

Est-ce à dire que l'Administration entend mettre à la charge du Banquier l'obligation de rechercher les origines d'un chèque ne portant aucune mention y ayant trait ? Nous ne le pensons pas et sauf en cas de mauvaise foi (dont la preuve incomberait d'ailleurs à l'Administration), le Banquier n'a à retenir l'impôt que si le chèque (ou l'instrument de crédit) contient des indications « évidentes et apparentes » sur son origine (1).

(1) En ce sens : Revue de l'Enregistrement, art. n° 9869.

Enfin, le fait générateur de l'impôt est également défini par le législateur dans une formule particulièrement vaste : « Quiconque fait profession de recueillir, encaisser, payer ou acheter des coupons... » Ce qui revient à dire que le seul fait par le porteur de coupons de s'approprier le montant du produit lui revenant, rend exigible l'impôt sur le revenu.

Cette interprétation semble écarter la perception de l'impôt au cas où le Banquier remet à son client les coupons détachés des titres étrangers déposés dans ses caisses. Mais, et cela prouve l'esprit de fiscalité qui règne en cette matière, le Ministre des Finances a répondu lui-même que dans ce cas la taxe est exigible. Cela nous semble abusif.

La tendance extensive de l'Administration se révèle encore plus, dans ses rapports avec le collecteur d'impôt, et l'expression « recueillir » lui donne l'occasion de considérer comme donnant lieu à la retenue de l'impôt le seul fait de la prise à l'encaissement des coupons taxables, sans s'inquiéter de l'époque du règlement entre Banquier et client : ainsi le Banquier doit opérer l'avance de l'impôt pour les opérations telles que dépôt de coupons aux fins d'encaissement, ou remise aux fins d'encaissement par un autre intermédiaire (non chargé du service financier de la Société émettrice). Notons toutefois que l'Administration apporte un léger palliatif à sa rigoureuse théorie, le cours du change à appliquer pour la liquidation de l'impôt pouvant, dans certains cas, être celui de l'encaissement effectif des coupons et non celui de la prise à l'encaissement (Sol. du 31 août 1917).

La portée très générale de la loi du 29 mars 1914,

que nous venons de mettre en relief, subit cependant une exception et une atténuation :

Une exception, disons-nous, et nous voulons parler de celle existant en faveur des porteurs d'« affidavit ».

Les règles de droit international en matière d'impôt devaient dicter que les personnes de nationalité étrangère, domiciliées à l'étranger, échappent à la loi de 1914. Toutefois, étant donné que le seul domicile de fait ou la simple résidence (par exemple le fait de posséder un château en France et d'être président d'un Conseil d'administration) suffit à rendre l'impôt exigible, la loi a voulu éviter la fraude en imposant, pour les personnes susceptibles d'être exonérées de l'impôt, la production d'une attestation spéciale que l'on nomme « affidavit ».

Les énonciations contenues dans ce document indiquent :

- 1°) que le comparant n'est pas français ;
- 2°) qu'il est domicilié et réside à l'étranger ;
- 3°) qu'il est propriétaire ou usufruitier des coupons présentés :

4°) qu'il ne fait pas profession ni commerce de recueillir, encaisser, payer ou négocier des coupons de valeurs étrangères non abonnées ou, sinon, que les titres présentés sont remis, en France, en nantissement d'une opération civile ou commerciale ;

- 5°) la nature, le nombre et le montant total des coupons.

Cette dernière évaluation s'obtient en appliquant le cours du change au jour de la déclaration ; toutefois, au cas où la valeur actuelle du coupon est indéterminable, on peut se référer aux sommes encaissées l'année précédente, ou à une déclaration estimative des parties.

Toutes ces énonciations sont certifiées par l'agent consulaire de la résidence de l'intéressé (pour le Maroc et la Tunisie, par les contrôleurs civils). L'affidavit doit être individuel et ne saurait émaner d'un établissement financier ; il n'est valable que s'il n'est pas postérieur de plus d'un an à l'échéance des coupons ou, pour les Fundings, à l'opération effectuée sur le titre. Au cas où il s'agit de valeurs en dépôt ou en nantissement, l'affidavit peut rester valable pendant toute la durée du dépôt ou du nantissement.

L'affidavit est déposé à l'appui de chaque opération, et au moment du paiement. Il ne pourrait être produit a posteriori que s'il était prouvé qu'il y a eu simple oubli matériel au moment du paiement.

Enfin les gouvernements souverains étrangers et leurs agents diplomatiques sont admis à remplacer l'affidavit par la simple déclaration qu'ils sont propriétaires ou usufruitiers des titres sur lesquels ils demandent le paiement des coupons (cette déclaration est généralement signée par le chef de la mission diplomatique). C'est là une conséquence du bénéfice de l'exterritorialité.

Pour mémoire, signalons que la Commission des Réparations a bénéficié également d'affidavits spéciaux pour l'encaissement des coupons sur les titres étrangers non abonnés, transférés par l'Allemagne en vertu du plan Dawes.

L'atténuation à la portée générale de la loi de 1914 vise le régime spécial des « Fundings » :

Les Fundings sont des titres émis par les collectivités publiques ou privées, en représentation de coupons échus dont ces mêmes collectivités émettrices ne peuvent plus effectuer le paiement ; les nouveaux titres

sont généralement remboursables à période fixe et, eux-mêmes, productifs d'intérêts.

L'application stricte de la loi de 1914 devait conduire le Banquier à exiger la retenue de l'impôt au moment du dépôt, par le porteur, de ses coupons aux fins de remplacement par les titres « Fundings » émis en représentation.

Cette solution était injuste, car le porteur se voyait contraint de payer un impôt sur un revenu qu'il ne touchait pas. Pour cette raison, l'Administration a admis par décision des 9 juillet et 17 septembre 1915 que l'impôt ne serait retenu qu'au moment de la première opération (négociation ou remboursement) effectuée sur le « Funding ». A cet effet les nouveaux titres sont revêtus d'une mention spéciale prescrivant la retenue de l'impôt avant toute négociation ou remboursement ; les Etats débiteurs sont d'ailleurs tenus d'aviser directement leur Banquier des dispositions légales concernant la retenue de l'impôt.

Ce palliatif n'a cependant été admis par l'Administration qu'en ce qui concerne les Fundings d'Etat, à l'exclusion des Fundings des autres collectivités (Ex. : l'Emprunt 1904 de la ville de Vienne). La décision ministérielle se base sur le fait que le porteur de coupons des fonds d'Etat ne peut librement discuter son assujettissement au régime du « Funding » et qu'il y a « Fait du Prince ». Par contre, dans le cas des autres collectivités l'accord des parties est présumé réalisé et, en conséquence, le régime de faveur n'a plus de raison d'être. Mais ce raisonnement ne nous paraît pas convaincant. Le fait d'échanger ses coupons contre des titres représentatifs du montant de ces coupons ne nous semble pas suffisant pour donner naissance à l'impôt sur le

revenu, que cet échange soit obligatoire ou librement consenti.

★★

Quelles sont les obligations imposées au Banquier ?

Son rôle est celui d'un collecteur d'impôt ; il doit en retenir le montant sur le total des coupons qu'il paye à ses clients ; de là l'obligation, pour lui, de « liquider » ledit impôt, c'est-à-dire de déterminer d'une part le revenu taxable, d'autre part le taux à appliquer.

Mais avant d'étudier (d'ailleurs très rapidement) ces questions de liquidation nous devons signaler une innovation remarquable de la loi de 1914, particularité que nous aurons d'ailleurs l'occasion de commenter dans notre conclusion.

La loi du 29 mars 1914 prévoit l'attribution au Banquier de remises sur le montant des impôts recouvrés par son intermédiaire.

Ces remises sont de l'ordre de 0 fr. 50% sur les premiers 100.000 francs, et 0 fr. 375% sur la partie de l'impôt excédant 100.000 francs (décret du 14 décembre 1920) ; elles sont liquidées en fin d'année sur le montant global des impôts retenus par l'assujetti.

Comment va s'opérer la liquidation de l'impôt ?

Nous rencontrons à nouveau la règle générale qui soumet à l'impôt le revenu brut, sans distraction ni de l'escompte, ni de la commission prélevée par le Banquier intermédiaire. Seuls les impôts nationaux peuvent être déduits du produit taxable.

Mais, diverses difficultés se sont présentées, en fait, lorsqu'il s'est agi de déterminer et d'évaluer le revenu imposable.

Et tout d'abord, la loi du 31 juillet 1929 soumettant

à l'impôt sur le revenu, les lots et primes de remboursement, a soulevé une première question : Quelle devait être l'attitude des établissements bancaires dans le cas, assez fréquent, où ils étaient dans l'impossibilité de connaître le taux d'émission de l'emprunt dont une prime était taxable ? Aucun texte légal ne réglant la question, le Ministre des Finances a décidé d'étendre aux valeurs étrangères non abonnées ou fonds d'Etat, la disposition, contenue dans le décret du 15 décembre 1875, qui autorise à prendre, à défaut du taux d'émission, la somme représentant vingt fois l'intérêt annuel stipulé au moment de l'émission, et, à défaut de toute base d'évaluation, une déclaration estimative des parties. Cependant, si cette extension est intéressante du point de vue pratique, elle n'en est pas moins critiquable du point de vue juridique, le raisonnement par analogie étant rigoureusement proscrit en matière fiscale.

Un nouvel écueil est apparu pour déterminer la prime ressortant sur les emprunts libellés en monnaie étrangère ou en franc-or : la Direction de l'Enregistrement a donné la marche à suivre pour le calcul : « La différence entre le taux d'émission et le taux de remboursement doit être appréciée en la monnaie dans laquelle les taux sont exprimés : c'est ce montant une fois dégagé que, pour la perception de l'impôt, il convient de convertir en monnaie française au jour du fait générateur », soit en lui appliquant le cours du change de la devise étrangère, soit, dans le cas d'emprunt en franc-or, en lui appliquant « le coefficient de valorisation donné au franc dans la convention de remboursement ».

Enfin, une question délicate s'est posée pour l'évaluation des coupons à change variable.

Le décret du 21 juin 1914 posait le principe que le cours applicable dans l'évaluation du produit taxable, devait être celui du jour du paiement. Mais le 5 janvier 1917, l'Administration acceptait de prendre pour base de calcul, non la valeur nominale du coupon, convertie au cours de la devise étrangère, mais le cours du « coupon » sur le marché où il était négocié. Certains abus se produisirent, et, comme l'instabilité des changes et la longueur du temps séparant le paiement de l'encaissement à l'étranger pouvaient causer des différences très sensibles, il fut décidé le 22 juillet 1924 que la base de l'impôt serait la valeur brute du coupon convertie au cours officiel, ce cours pouvant être légèrement diminué pour prémunir le Banquier contre « une baisse trop rapide du taux des devises ». L'Administration se réservait en outre le droit de contrôler l'usage de la marge qu'elle laissait aux assujettis. Enfin, le calme étant revenu sur le marché des changes, le Ministre des Finances décida le 30 août 1928 que, pour l'avenir, la tolérance de l'Administration serait limitée à 1 %, étant entendu que le cours à utiliser serait désormais celui de la veille du jour du paiement, tel que ce cours est publié au Journal Officiel. Dans le cas où il n'y a pas de cours officiel, le Banquier peut faire une estimation en se basant, le cas échéant, sur les cours pratiqués sur les autres places étrangères. De plus, dans certaines localités éloignées de Paris, le cours de base est celui de l'avant-veille du jour du paiement.

Le produit taxable évalué, le Banquier doit se préoccuper du taux à appliquer : Ce taux (qui est de 20 % depuis la loi du 15 juillet 1932) doit-il être celui en vigueur au jour de l'échéance des coupons ou bien au jour du paiement ?

En principe, le taux doit être celui en vigueur au moment du fait générateur de l'impôt c'est-à-dire au jour du paiement. Mais l'Administration admet que pour les coupons échus, l'on peut appliquer le taux en vigueur au jour de l'échéance, quelle que soit la cause du retard apporté au paiement effectif.

Cette tolérance de l'Administration amena une difficulté en ce qui concerne les « Fundings » : ces titres, nous l'avons dit, sont la représentation de coupons qui peuvent émaner d'emprunts différents et qui, de toute façon, sont à échéances diverses. Comment alors déterminer le taux applicable ? Le Ministre des Finances a enrayé la difficulté en publiant, le 16 janvier 1928, pour chaque titre « Funding » un taux forfaitaire établi en tenant compte du nombre, du montant et des échéances des coupons consolidés ainsi que du nombre et du montant des titres en circulation au moment de la création des Fundings.

Le Banquier est chargé de retenir l'impôt sur le montant du revenu payé par son intermédiaire. Il y a toutefois un cas où il fait plus que retenir l'impôt : c'est lorsque la Société émettrice prend l'impôt à sa charge ; dans cette hypothèse, en effet, le Banquier est obligé d'avancer le montant de l'impôt au Trésor, sauf à le récupérer par la suite auprès de la collectivité débitrice.

Quoiqu'il en soit, les obligations imposées à celui qui « fait profession ou commerce de recueillir, encaisser, payer ou acheter des coupons de valeurs non abonnées » comprennent en premier lieu une déclaration au bureau de l'Enregistrement du lieu où est situé le siège social (et chacune des agences, s'il y a lieu).

Par la suite, les rapports entre Fisc et Banquier sont régis par un jeu d'écritures et de documents dont les éléments essentiels sont d'une part deux sortes de bordereaux, d'autre part deux registres distincts. Entre ces deux éléments, nous pouvons établir la relation qui existe entre pièces de caisse et livres de comptabilité.

Le bordereau n° 1 est déposé par le client à l'appui de sa demande en paiement. Le client peut en principe rester anonyme ; en fait, le Banquier demande son identité pour le cas où le coupon qu'il prend en charge lui reviendrait impayé. Ce bordereau porte entre autres énonciations : les nom, prénoms ou raison sociale de l'assujetti, la date du jour de la demande, le montant des coupons et celui de l'impôt retenu (ou le numéro de l'affidavit produit à l'appui de l'opération). Il se réfère à l'inscription portée au registre n° 1 que nous étudierons plus loin. Le client peut en demander récépissé.

Le bordereau n° 2 est créé par le Banquier qui doit le joindre à l'appui de chaque transmission de coupons, effectuée par ses soins. Il est signé par l'assujetti, (l'emploi d'une griffe à encre grasse pouvant toutefois être autorisée par le Directeur de l'Enregistrement) en indique les nom, prénoms et domicile. Il mentionne notamment : la date de la déclaration légale imposée au Banquier et le nom de l'assujetti auquel il est transmis ; il se réfère au numéro d'inscription au registre n° 2 ci-après analysé.

Le registre n° 1 est destiné à comptabiliser les opérations ayant donné lieu à la retenue, par le Banquier, de l'impôt sur le revenu (ou à la production d'un affidavit) ; les mentions y contenues sont les mêmes que celles figurant sur le bordereau n° 1. Y figure en outre, la mention des cas où le Banquier n'a pu récupérer au-

près de l'établissement émetteur le montant d'un coupon sur lequel il a acquitté l'impôt mais qu'il s'est par contre fait remboursé par son client.

Le registre n° 2 reproduit à peu de choses près les mentions du bordereau n° 2, mais, alors que le bordereau n° 2 vise une opération de vente, le registre n° 2 vise une opération d'achat de coupons qui ont fait déjà l'objet, par un précédent intermédiaire, de la retenue de l'impôt ; dans le cas où la retenue de l'impôt n'a pas été opérée par suite de la production d'un affidavit, l'Administration soutient que l'opération ne peut être effectuée sur le registre n° 2 que si ce registre est tenu par l'établissement chargé du service financier de la Société émettrice et que, dans le cas où il s'agit d'un deuxième intermédiaire ordinaire, il y a lieu à retenue de l'impôt et par conséquent à inscription au registre n° 1.

Cette décision fiscale est à très juste titre critiquée comme étant une interprétation par trop étroite de l'exception, visée par la loi, en faveur des porteurs d'affidavit.

Pour en terminer avec cette énumération des pièces comptables imposées au Banquier, signalons l'existence d'un troisième registre destiné à recevoir la transcription de certaines mentions contenues par les affidavit produits à l'appui de chaque opération (numéro d'ordre, date, nom du comparant, autorité certificatrice).

Comment va s'effectuer le règlement de l'impôt ?

Tous les mois, dans les dix premiers jours (le 9^e jour au cas où le dixième est un dimanche ou un jour férié), le Banquier est tenu de déposer à l'Administration de l'Enregistrement, avec le montant de l'impôt exigible pour le total des opérations mensuelles, un extrait

certifié conforme des deux registres n^{os} 1 et 2 que nous venons d'analyser. Cet extrait reproduit littéralement et dans l'ordre des registres, les opérations qui y sont comptabilisées. Aussi bien, l'Administration a-t-elle admis, dans le but de faciliter le travail matériel ainsi imposé aux assujettis, l'emploi du papier carbone pour l'établissement desdits extraits. Bien entendu chaque extrait est certifié soit par le Banquier lui-même, soit par les mandataires dûment autorisés, soit enfin au moyen de la griffe agréée par l'Administration.

La somme versée par le Banquier représente le total des impôts retenus par lui durant tout le mois qui fait l'objet de la déclaration. Toutefois, l'article 20 du décret du 21 juin 1914 modifié par les décrets des 21 mars 1922 et 10 février 1926, a autorisé l'assujetti à retenir sur son versement mensuel le montant de l'impôt qui lui est resté à charge dans le cas (mentionné au registre n^o 1) où, le coupon n'ayant pas été réglé par la collectivité émettrice, la première opération imposée a été annulée. La seule condition exigée est que la première imposition ait figuré sur l'un des extraits des douze mois précédents ; l'imputation a alors lieu d'office par le Banquier qui joint à son extrait mensuel un relevé certifié des opérations annulées. Dans le cas où toutes les conditions prévues par le décret ne seraient pas réalisées, le Banquier peut tout de même réclamer le remboursement de l'impôt indûment acquitté, par pétition sur timbre accompagnée de toutes pièces justificatives.

★ ★

La loi fiscale prévoit deux sortes de sanctions dont les premières sont à caractère pénal, c'est-à-dire prescriptibles par trois ans à compter du jour du délit (1), selon

(1) Revue de l'Enregistrement, n^o 9870.

qu'elle veut atteindre les infractions aux formalités élémentaires (déclaration initiale, obligation de retenir l'impôt) ou aux formalités subsidiaires (tenue des registres et bordereaux).

Pour les premières infractions, il est édicté :

1) Des poursuites correctionnelles (art. 59 et 60 du code pénal) engagées à la requête de l'Administration et susceptibles de recours en grâce ;

2) Des amendes fiscales de 1.000 à 10.000 francs (1800 à 18.000 francs avec les décimes) ;

3) Une quintuple taxe (750% avec les décimes), indépendante de l'amende ci-dessus, qui frappe les produits non imposés (en sus de la taxe exigible normalement). Notons en outre que poursuites et pénalités sont aggravées, en ce qui concerne le seul défaut de déclaration initiale, dans le cas où le contrevenant n'a pas d'établissement en France (1.800 à 18.000 et même 45.000 en cas de récidive). Enfin la loi du 16 avril 1930 a étendu ces pénalités à « quiconque aura tiré ou tenté de tirer un profit quelconque de la contravention commise ».

Les infractions aux formalités de deuxième plan sont sanctionnées par une amende de 180 à 18.000 francs, poursuivie comme en matière d'impôt sur les opérations de bourse. Cette amende est perçue autant de fois qu'il y a d'infractions constatées ; il s'agit en effet d'une réparation civile et non pénale. Toutefois dans le cas où une omission est relevée sur l'un des registres et sur l'extrait correspondant, il n'est dû qu'une seule amende, la même opération ne pouvant donner lieu qu'à la perception d'une seule pénalité.

Mais quel que soit le caractère de l'infraction et parallèlement à la mesure instituant la remise en faveur des Banquiers, la loi de 1914 a prévu en faveur des

agents de l'Administration une remise du quart des amendes perçues d'après leurs indications (sous réserve des recours qui pourraient être exercés par les contrevenants, dans le délai d'un mois).

Bien entendu ces sanctions sont celles qui punissent les infractions à caractère non frauduleux. Il ne faut pas oublier que les dispositions générales concernant l'impôt sur le revenu et les impôts cédulaires, reproduites aux articles 136 à 139 du Code des valeurs mobilières, punissent de façon spéciale les fraudes fiscales (amendes de 4.000 à 20.000 francs, emprisonnement, publication des jugements de condamnation) ainsi que les complices de ces fraudes et spécialement « quiconque qui en vue de faire échapper à l'impôt tout ou partie de la fortune d'autrui s'entremet soit en favorisant les dépôts de titres à l'étranger, soit en y encaissant ou y faisant encaisser, en y négociant ou y faisant négocier des coupons, soit en émettant ou en encaissant des chèques ou tous autres instruments créés pour le paiement des dividendes, intérêts, arrérages ou produits quelconques de valeurs mobilières ».

§ 3. — *L'impôt sur la prime de change des valeurs étrangères abonnées.*

La loi du 22 mars 1924 a comblé une lacune qu'avait laissé subsister le régime antérieur des valeurs étrangères soumises à l'abonnement.

Dans l'étude, qui précède, de l'imposition des valeurs étrangères non abonnées, nous avons souligné que le fait générateur de l'impôt est l'appropriation par le porteur du montant de ses coupons et produits quelconques. Ainsi, dans le cas de titres libellés soit en plusieurs monnaies, soit en francs-or, l'impôt exigible est

facilement calculable selon le mode de paiement choisi par le bénéficiaire, et selon le taux de dévalorisation de notre monnaie nationale.

Au cas où l'impôt sur le revenu est payé par abonnement, une telle différenciation selon chaque cas particulier est impossible ; nous verrons, lorsque nous étudierons certains côtés de ce dernier régime, que l'impôt est avancé en une seule fois par les Sociétés émettrices (ou leur représentant responsable) : Forcément, la taxe doit alors se liquider sur une base uniforme, qui est la valeur nominale en francs des produits distribués. Si donc, lors de l'encaissement effectif du produit déjà taxé, le porteur opte pour une monnaie étrangère (ou touche son revenu en franc-or) alors que notre devise est défavorisée sur le marché des changes, ce porteur reçoit une somme plus élevée que celle sur laquelle le Banquier (ou la Société) payeur a retenu l'impôt d'abonnement. Depuis la loi de 1924, cette « prime de change » se trouve soumise à l'impôt.

Quelle est exactement la nature de la prime de change ? Doit-elle être considérée comme un produit du titre étranger ou bien comme un bénéfice réalisé par le porteur à la suite d'une heureuse négociation ?

C'est la deuxième alternative qui semble l'emporter dans l'esprit de l'Administration et qui vraisemblablement amènerait à considérer la Société ayant émis ses titres « nets d'impôts français » comme bien fondée en refusant de rembourser à ses actionnaires le montant de l'impôt sur le bénéfice de change. De plus, bien qu'il s'agisse surtout d'une question matérielle, c'est cette interprétation de la Régie qui concourt à expliquer que la perception de l'impôt qui nous occupe soit calquée sur celle de l'impôt sur les valeurs non abonnées et qu'ainsi

le fait générateur de l'impôt soit l'appropriation par le porteur et non la mise en distribution. Aussi bien, comprend-on mal que l'Administration ait déclaré l'impôt exigible au moment de la délivrance, aux actionnaires d'une Société abonnée, de nouveaux titres libellés en plusieurs monnaies, gratuitement attribués par suite de la création d'une filiale ; on ne peut soutenir en effet, en l'occurrence, que le bénéfice de change ait été réalisé.

Comment préciser l'opération imposable ? Comment liquider le produit taxable ? Comment effectuer la retenue et le paiement de l'impôt ? Sous quelles sanctions ? Toutes ces questions ont déjà trouvé leurs solutions dans le paragraphe précédent. Nous y renvoyons donc, sous le bénéfice des trois observations suivantes :

1) Le calcul de la prime de change doit comporter la déduction, du montant brut du produit distribué, de la valeur de ce produit, déjà imposée au titre de l'abonnement. Nous rappelons d'ailleurs que, de même que pour les coupons non abonnés, il y a lieu de déduire, du même produit brut, les impôts nationaux frappant le coupon étranger. En outre, il est admis que l'on peut soustraire également l'impôt payé en France au titre de l'abonnement au timbre, cet impôt étant une charge de la Société émettrice et non des porteurs de titres.

2) Le taux d'imposition prévu par la loi de 1924 est celui des produits de valeurs étrangères abonnées (soit 17 % depuis la loi du 23 décembre 1933) ce qui revient à dire qu'à ce point de vue le législateur considère cette imposition comme un complément de la taxe d'abonnement. C'est là une rupture avec la conception, précédemment exposée, de la prime de change, bénéfice personnel du porteur.

3) Le Banquier récupérateur de l'impôt doit indiquer

sur le registre n° 1 non la valeur totale du coupon à option mais simplement le bénéfice de change taxable sauf à mentionner, sur le bordereau présenté, les opérations effectuées pour dégager ce bénéfice.

§ 4. — *L'impôt cédulaire sur le revenu des valeurs françaises et des valeurs étrangères abonnées ou déposées en Banque.*

L'étude du rôle du Banquier dans la perception des impôts sur le revenu devrait comprendre celle des interventions du Banquier pour le paiement des impôts sur le revenu des titres français ou des titres étrangers soumis à l'abonnement ou déposés dans une banque.

Il s'agit cependant là d'un rôle spécial qui fait l'objet de la troisième partie de nos développements et que nous retrouverons à cette place.

Dans cette deuxième partie, l'intervention du Banquier porte en effet sur des opérations isolées, individuelles : le Banquier y est soumis quasi-inévitablement, par le fait même qu'il est banquier. Son intervention est plus imposée que provoquée.

Au contraire, dans le recouvrement des impôts dus par les collectivités émettrices (sauf leur recours contre les porteurs), le contrôle porte sur des opérations globales, à caractère général. Le Banquier est mieux placé que tout autre pour prendre en charge une telle mission : c'est pour cela qu'il accepte généralement ce rôle qui est simplement connexe à sa profession.

Il n'y a certes pas de cloison étanche entre ces deux rôles du Banquier qui, quoiqu'il en soit, agit comme un agent du Fisc. Il nous a paru bon cependant de tenir compte de cette nuance ; c'est là, la raison d'être de notre troisième partie.

§ 5. — *L'impôt général sur le revenu.*

Le rôle déjà impartì, ou que l'on a proposé d'impartir, au Banquier dans la lutte particulièrement délicate contre l'évasion des valeurs mobilières à l'impôt général sur le revenu, devait tout naturellement clôturer la première série de nos développements car, impôt de superposition, l'impôt général atteint, sans distinction d'origine, tous les revenus et par conséquent ceux, déjà étudiés, du contribuable en rapport avec une banque.

Par une coïncidence due d'une part à une expérience historique éphémère, d'autre part à l'absence du recul nécessaire pour juger le fonctionnement de tout système trop récent, nous avons été amené, confondant les mesures votées et celles proposées, passant de l'étude des cas particuliers à la description de systèmes d'ordre général, nous évadant de l'observation strictement pratique des dispositions existantes pour aboutir à des vues plus théoriques, à donner à cette partie de notre ouvrage, également, un caractère de superposition dont le résultat est, en définitive, de conserver à notre travail une actualité qui dépasse les événements les plus récents et de dégager dès maintenant, malgré les vicissitudes, très certainement encore nombreuses, de la législation fiscale, l'idée directrice, que nous retrouverons en conclusion de cette analyse, à laquelle le législateur n'a pas, à notre gré, donné l'importance qu'elle comportait.

Dans son remarquable rapport général sur le budget de l'exercice 1933 (1), M. Jacquier a fait un tableau détaillé des différents remèdes proposés pour atténuer, sinon supprimer complètement, la « fuite » de la matière imposable qui, au titre de l'impôt général sur le revenu

(1) Chambre des Députés, 15^e législature. Rapport n° 1534.

et d'après une évaluation que le manque de statistiques officielles rend difficile mais que l'autorité d'un ancien Ministre des Finances, M. Piétri, impose à tout scepticisme, se traduit, pour le Trésor, par une perte annuelle de plus d'un milliard de francs (1).

Il n'est pas dans notre intention de reprendre la description de ces mesures diverses qui dépassent le cadre limité de nos préoccupations : le fait que nous voulons mettre en relief est que, bien que les palliatifs proposés aient pu, à juste raison, (c'est justement le cas de l'exposé si clair et si complet de M. Jacquier) être divisés en trois catégories selon que le législateur a voulu faire porter son contrôle sur les établissements de crédit, sur les contribuables eux-mêmes ou sur les entreprises émettrices, dans tous les cas sans aucune exception, la lutte contre la fraude conduit à une aggravation du rôle du Banquier comme agent du Fisc. C'est ce que nous voulons démontrer très rapidement.

1) Tantôt, avons-nous dit, c'est le Banquier même qui est visé au premier chef par le législateur. Il en est ainsi dans le système du « bordereau de coupons » (Projet de Lasteyrie) qui, officiellement créé le 22 mars 1924 a fonctionné pratiquement du 16 septembre 1924 au 22 février 1925 pour être définitivement abrogé le 13 juillet 1925.

Demande d'autorisation au Ministère des Finances afin de pouvoir payer des coupons ; exigence, au moment de chaque paiement, d'un bordereau nominatif faisant connaître l'identité du client et établi par ce dernier, sous sa responsabilité ; obligation de classer, conserver et produire à toute réquisition du Fisc les borde-

(1) Chambre des Députés, 15^e législature. Proposition n° 1417.

reaux de coupons : telles étaient, en définitive, les charges nouvelles que faisait peser sur le Banquier ce système de durée éphémère.

Plus récente et plus audacieuse dans la voie de l'utilisation du Banquier au service du Fisc, est la suggestion de MM. Germain-Martin et Palmade, contenue dans le projet initial (1) (fortement amendé par la suite) de budget général pour l'exercice 1933, mettant, cette fois, à la charge de l'intermédiaire la rédaction du bordereau de coupon et l'obligation d'envoyer mensuellement à l'Administration des Contributions directes le relevé nominatif des coupons payés à ses guichets.

2) Les systèmes qui s'adressent à titre principal au contribuable n'en contiennent pas moins eux aussi un nouvel assujettissement du Banquier intermédiaire. Précompte, carnet de coupons, carte d'identité fiscale sont autant d'occasions de vérifier qu'en matière de valeurs mobilières, le Banquier se trouve toujours atteint.

Dans le système du « précompte » (Blum 1923 — Piétri 1933), le Banquier est chargé de récupérer et de verser au Fisc la retenue effectuée (à titre d'acompte sur les impôts dus, ou pour être remboursée par les soins du Trésor) au moment du paiement des coupons (10 % du montant payé, dans le système préconisé par M. Piétri (2), 15 % dans les projets présentés par MM. Bonnet-Lamoureux et Bonnet-Gardey (3). Cette retenue s'effectuerait par l'apposition de timbres fiscaux sur le bordereau présenté par le client.

Le « carnet de coupons » oblige le Banquier à n'ef-

(1) Chambre des Députés, 15^e législature. Document, n° 575.

(2) Chambre des Députés, 15^e législature. Proposition n° 1417.

(3) Chambre des Députés, 15^e législature. Projets n°s 2360 et 2523.

fectuer de paiement de coupon que sur présentation du dit carnet : A lui, également, le soin de mentionner les paiements sur le carnet et, si les titres sont en dépôt chez son établissement, la charge de noter annuellement, en bloc, les sommes, inscrites au compte, provenant du détachement des coupons des titres en dépôt.

Enfin, la « carte d'identité fiscale » (1) qu'elle soit employée dans le simple but de contrôler l'impôt général ou qu'elle aboutisse à l'attribution d'un numéro d'identité utilisé par chaque citoyen pour tous ses actes administratifs ou civils, entraîne pour le Banquier l'obligation : 1°) d'ajuster ses registres et documents intérieurs avec le numéro des cartes requises au moment de tout paiement de coupons (ou, en généralisant, de toute opération bancaire) ; 2°) d'envoyer à l'Administration fiscale les listes nominatives (pour les opérations en compte) ou chronologiques (pour les opérations hors compte) des numéros de cartes d'identité fiscale qui ont été produites à son guichet.

3) En dernier lieu, c'est à la source que le législateur a entendu frapper en réservant aux Sociétés émettrices la charge de renseigner le Fisc sur le mouvement des valeurs mobilières émises par elles. C'est la grave solution, toujours proposée par le Parti socialiste lorsqu'il s'est agi pour lui de prouver qu'il avait un pro-

(1) Ce procédé de contrôle a été particulièrement visé dans le rapport Jacquier, et le Syndicat des contrôleurs des contributions directes en a fait un texte de loi qui a été déposé sous le couvert des signatures de plus du tiers des députés, sur le bureau de la Chambre, le 15 juin 1933 (Proposition n° 2038, 15^e législature), et soumis au vote de cette assemblée, par voie d'amendement lors des discussions financières qui se sont succédé au cours de l'année 1933. (Chambre des Députés, Séances des 23 octobre, 24 novembre et 8 décembre 1933).

gramme financier constructif (1), qui consiste à supprimer les titres au porteur pour les remplacer par des titres nominatifs ou par les titres à endos tels que ces derniers ont été créés, mais avec le caractère facultatif, par la loi du 4 avril 1926.

Mais là, encore, le Banquier réapparaît en sa qualité de centralisateur des valeurs mobilières et la réforme projetée le toucherait à deux points de vue :

Tout d'abord, la suppression des titres au porteur, même adoptée dans un sens purement fiscal, aurait forcément une répercussion économique dont nous n'avons pas à rechercher les caractères mais qui, en tout état de cause, provoquerait une transformation générale du rôle du Banquier : transformation psychologique dans les rapports entre client et Banquier ; transformation pratique dans les rapports entre Banquier et collectivité émettrice. Dans notre troisième partie nous aurons l'occasion de voir comment, en effet, le Banquier est amené à subir immédiatement le contre-coup des mesures qui obligent les collectivités émettrices, et elles seules, à une comptabilité-titre plus rigoureuse.

Mais, outre cette répercussion qui pourrait d'ailleurs être atténuée, quant à la recrudescence des charges fiscales provoquée, par une simplification ou un adoucissement du système actuel des mutations de titres nominatifs (le projet de douzième présenté le 7 février 1933 par MM. Lamoureux et Bonnet contenait l'amorce de cette modification (2)) la réforme envisagée est très souvent,

(1) Chambre des Députés, 15^e législature. Proposition 1258, p. 2 et 80 à 85. — Chambre des Députés, 15^e législature. Amendement n° 57 au P. 2523, Séances des 23 octobre et 24 novembre 1933.

(2) Chambre des Députés, 15^e législature. Projet 1367 au 53.

et l'on peut dire obligatoirement, accompagnée d'un recours direct aux intermédiaires, en particulier au Banquier : 1°) Au cas de vente en Bourse, ce dernier est chargé de compléter « l'endos » du titre négocié par l'indication du cessionnaire. De plus, il doit signifier cet endos à la collectivité émettrice ; 2°) En ce qui concerne la circulation des valeurs mobilières étrangères, l'assimilation au régime fiscal français ne pourra être réalisée que par la centralisation chez une banque française des titres étrangers, et le développement intensifié et perfectionné du système des « comptoirs d'administration » dont nous aurons à dire un mot à la fin de notre travail.

La loi du 23 décembre 1933 a consacré l'adoption par le législateur du système de la carte d'identité fiscale.

Pour quelles raisons le choix s'est-il porté sur ce moyen de contrôle plutôt que sur tel autre ?

La réponse évasive que l'on est en droit de faire à une telle question est une justification de la nécessité qu'il y avait d'étudier les conséquences bancaires de ces autres systèmes. En effet, sans essayer de dresser le tableau des décisions, dont le nombre est déjà impressionnant, intervenues sur ce difficile problème du contrôle fiscal des valeurs mobilières, qu'il nous soit permis de remarquer que tour à tour le principe fut adopté, par la loi du 22 mars 1924 (abrogée comme l'on sait en 1925), du bordereau de coupon, par la loi du 4 avril 1926 (abrogée sur ce point le 3 août 1926), du carnet de coupons, par la Chambre des Députés et pour 1933 seulement, le 23 octobre, du précompte, le 23 novembre, d'un système s'inspirant tant de la carte d'identité fiscale que du système de la déclaration de l'établissement payeur.

Le texte actuellement en vigueur est ainsi conçu :

« Toute personne ou société qui fait profession de
« payer des intérêts, dividendes, revenus et autres pro-
« duits de valeurs mobilières ou dont la profession com-
« porte à titre accessoire des opérations de cette nature
« ne peut effectuer aucun paiement sans exiger du re-
« quérant la justification de son identité, qui sera établie
« par la production d'une carte délivrée par l'adminis-
« tration des contributions directes.

« Elle est, en outre, tenue de remettre à l'adminis-
« tration des contributions directes, dans le délai qui
« sera fixé par le décret visé ci-après, un relevé annuel
« des numéros des cartes d'identité des clients ayant
« encaissé des revenus mobiliers, soit par inscription au
« crédit de leur compte, soit par opérations hors compte.
« Dans ce dernier cas, il devra être indiqué sur le relevé
« annuel la date des opérations.

« Les mêmes obligations incombent aux collectivités
« pour les dividendes et intérêts de leurs propres actions
« ou obligations qu'elles payent à toutes personnes au-
« tres que celles qui sont chargées du service de leurs
« coupons ».

Remarquons tout de suite que ce texte atteint le Banquier (c'est là, nous l'avons vu, une conséquence inévitable) aussi bien comme simple payeur que comme centralisateur de valeurs mobilières.

Cette incidence du texte législatif n'a pas échappé dans les discussions du projet et certaines paroles ont été prononcées qui montrent assez que le problème du Banquier agent du Fisc mériterait d'être traité autrement que par dérivation (1).

(1) Chambre des Députés. Séance du 8 décembre 1933, p. 4462 à 4467.

Deux obligations sont mises à la charge de l'établissement payeur :

1) Vérification de l'identité du client.

Cette formalité, qui était en fait bien souvent réalisée par un simple souci de prudence commerciale, est maintenant obligatoire mais la prévalue donnée au système de la carte d'identité sur le système de la déclaration du payeur allège la charge imposée au Banquier car en créant une carte d'identité spéciale le législateur a entendu éviter les complications et discussions sur la validité de tel ou tel papier justificatif dont la Banque aurait eu à se porter garante.

De plus c'est à la seule réquisition de la carte d'identité qu'est obligé le payeur, la théorie de la propriété apparente des coupons présentés étant posée en principe par l'article 2 de la loi.

Ce n'est que lorsque le propriétaire des coupons est domicilié hors de France qu'il lui est permis d'encaisser ou de faire encaisser ses coupons sans présentation de la carte mais, dans ce cas, le Banquier devra vérifier les pièces justificatives de cette exception.

2) Envoi de renseignements à l'Administration.

Il s'agit de faire parvenir au service des Contributions directes, annuellement, une liste des numéros des cartes d'identité des personnes qui ont effectué des opérations dans l'établissement assujetti.

Lorsque les opérations sont faites hors compte, la liste indiquera la date des encaissements.

Bien qu'il ne s'agisse que d'un travail annuel et que disparaisse l'obligation déjà envisagée de révéler l'identité détaillée du comparant, il n'en reste pas moins là un lourd fardeau qui pèse sur les épaules déjà char-

gées du Banquier : C'est ce que remarque M. Bonnevey, député partisan par ailleurs du système de la déclaration des Banques, dont cependant c'est « le moindre « souci de savoir si l'application d'un système donnera « plus ou moins de travail aux Banques », lorsqu'il déclare que ce n'est pas parce que l'état ainsi exigé du payeur « ne sera établi qu'une fois par an, qu'on ne sera « pas obligé de procéder, pour l'établir, au recollement « de tous les coupons payés au vu de toutes les cartes « présentées pendant les trois cent soixante-cinq jours « de l'année » (1).

Au demeurant, il y a place ici, comme ailleurs, pour une organisation matérielle pour l'édification de laquelle il ne serait pas mauvais que les principaux intéressés (le principe ne souffrant aucune discussion ni pression car, comme l'a si heureusement rappelé M. le Rapporteur Jacquier, c'est en raison de la gêne qui leur était ainsi créée que « en 1924 les Banques ont demandé et « obtenu la suppression du bordereau de coupon » (2) apportent un concours qui ne répondrait à aucun autre intérêt qu'à celui de faciliter une tâche d'utilité publique.

La sanction prévue par la loi (art. 3) est, pour ceux qui ne se conformeraient pas aux prescriptions légales ou qui « sciemment » donneraient des renseignements inexacts, une amende de 1.000 à 10.000 francs en principal, pour chaque contravention.

(1) Chambre des Députés. Séance du 8 décembre 1933, p. 4466.

(2) Chambre des Députés. Séance du 8 décembre 1933, p. 4465.

Cette amende est prononcée par le tribunal correctionnel du lieu de l'infraction, à la requête du ministère public saisi lui-même par le directeur départemental des contributions directes.

CHAPITRE II

LES DROITS D'ENREGISTREMENT

La série d'obligations fiscales qui rentre dans le cadre de ce deuxième chapitre se caractérise par le fait que l'intervention du Banquier se borne au contrôle du paiement des droits qui, normalement, est effectué directement par le redevable à l'Administration. Ainsi disparaît ici l'obligation pour le Banquier, d'effectuer lui-même, sauf son recours, le paiement des droits.

Les mesures que nous allons successivement étudier sont au nombre de cinq. Toutes ont sensiblement le même but : éviter les fraudes fiscales en matière de succession. Elles sont en outre — et ce nous est une occasion de souligner l'interdépendance étroite de toutes les parties de notre ouvrage, — utilisées dans la lutte du Fisc contre l'évasion fiscale des valeurs mobilières à l'impôt général sur le revenu, tout comme, d'ailleurs, le contrôle de la perception de l'impôt général peut, le cas échéant, aboutir au contrôle des droits successoraux. Enfin, une sixième disposition est à rapprocher des précédentes : c'est celle qui oblige une Société émettrice, à contrôler le paiement des droits de mutation par décès, sur ses propres titres nominatifs. Mais cette obligation sera étudiée dans notre troisième partie.

§ 1. — *La déclaration des sommes et valeurs
dépendant d'une succession.*

La loi du 25 février 1901, article 15, paragraphe 3, dispose : « Les Sociétés ou Compagnies, agents de change, changeurs, banquiers, escompteurs, officiers publics ou ministériels, ou agents d'affaires qui seraient dépositaires, détenteurs ou débiteurs de titres, sommes ou valeurs dépendant d'une succession qu'ils sauraient ouverte, devront adresser soit avant le paiement, la remise ou le transfert, soit dans la quinzaine qui suivra ces opérations, au Directeur de l'enregistrement du département de leur résidence, la liste de ces titres, sommes ou valeurs. Il en sera donné récépissé ».

Cette disposition soulève de nombreuses difficultés d'interprétation. Et tout d'abord que doit déclarer le Banquier ?

Cette question doit être envisagée sous deux aspects différents : l'un abstrait, l'autre concret :

La première condition est que « ce » que le Banquier détient dépende d'une succession « qu'il saurait ouverte ». Est-ce à dire qu'une information indirecte, accidentelle, oblige le Banquier à effectuer la déclaration prévue par la loi ? La négative ne fait pas de doute ; elle résulte d'une interprétation logique des textes. Le législateur de 1901 donne pour point de départ de l'obligation fiscale, la date du retrait ; or, logiquement, le dépositaire ne remet l'objet déposé qu'au seul déposant ou à son représentant, sur justification de ses qualités. Mais il y a plus : cette solution négative qui est celle de l'Administration, est contenue dans les travaux préparatoires de la loi de 1901 ; on y trouve en effet la déclaration suivante : « Le dépositaire n'est pas tenu de

« savoir si telle ou telle personne peut avoir des droits « éventuels sur tout ou partie des titres déposés ». En vérité il ne le saura que lorsque cette personne lui aura prouvé, par pièces officielles, son droit aux sommes ou titres qu'elle réclame, et c'est seulement à ce moment-là qu'il pourra savoir s'il s'agit de droits successoraux.

Les conséquences d'une telle interprétation sont, en particulier, que les titres dépendant d'une communauté conjugale peuvent être remis au déposant, sans se préoccuper des droits que le conjoint, décédé, pouvait avoir sur ces titres ; qu'il en est de même en ce qui concerne le dépôt au nom d'une Société en nom collectif, après décès de l'un des associés ; enfin, que la personne qui retirera les fonds déposés au nom du de cujus, en se servant d'une procuration qui, pour le dépositaire ignorant du décès, est encore valable, pourra se soustraire au contrôle que donne à l'Administration, les mesures édictées par la loi de 1901 : il pourra en être fréquemment ainsi pour les comptes ouverts au nom des femmes mariées (considérées généralement comme mandataires de leur mari). Nous pensons en outre que se rattache à la même idée, le fait que le Banquier n'a pas à rechercher si les sommes ou valeurs qui lui sont remises pour compte des ayants-droit d'une succession, dépendent de cette succession comme étant la propriété du de-cujus (acquise avant son décès) et il y a tout lieu de croire que si l'origine successorale des deniers (le cas est, pratiquement, excessivement rare) lui était officiellement révélée, la loi de 1901 devrait être appliquée.

Mais alors, le but de la loi de 1901 n'est-il pas illusoire ? Cette conclusion est par trop sévère ; l'on ne peut certes nier que dans certains cas le contribuable pourra passer au travers du filet que lui tend le Fisc,

mais il ne faut pas oublier que la fraude corrompt tout, et le Banquier dont la mauvaise foi serait prouvée (avouons que cette preuve est singulièrement facile à éviter) tomberait sous le coup des pénalités prévues par la loi. De plus, il y a lieu de signaler que le législateur a cherché, par ailleurs, le supplément de contrôle qu'il ne pouvait trouver ici : citons à ce propos l'article 17 de la loi du 18 avril 1918 (modifié par l'article 46 de la loi du 13 juillet 1925) qui établit la présomption que font partie d'une succession les titres dont le défunt a touché les revenus moins d'un an avant son décès, lorsque ces titres sont retrouvés en la possession des ayants-droit du de-cujus ; de même l'article 45 de la loi du 13 juillet 1925 (modifié par l'article 18 de la loi du 19 décembre 1926) qui présume faire partie de la succession de l'usufruitier les titres qui appartiennent en nu-propriété aux ayants-droit du de-cujus (sauf, bien entendu, preuve contraire).

Enfin, tout récemment encore, certains Ministres des Finances ont été frappés des lacunes laissées par cette vieille loi de 1901 et ont cherché à y remédier : c'est ainsi que le projet de budget pour l'exercice 1933, déposé par MM. Germain-Martin et Palmade, le 16 juillet 1932 (1) contient une disposition visant la déclaration par le Banquier des biens dépendant d'une communauté conjugale, après que l'Administration, dûment avisée au moment de l'ouverture des comptes, aurait signalé elle-même le décès du conjoint du titulaire du compte. (Nous retrouverons ce système à l'occasion des comptes-joints). Mais, la crainte d'une impopularité des banques françaises (impopularité, d'ailleurs forcément

(1) Chambre des Députés, 15^e législature. Document n° 575, p. 17 et 18.

limitée dans ses conséquences, la Banque étant une nécessité économique) a empêché l'adoption de cette disposition et, ainsi, reste intacte, une lacune grave que M. Jacquier, rapporteur général, à la Chambre des Députés, du budget de l'exercice 1933, ne peut que déplorer une fois de plus (2).

L'autre aspect de la question que nous étudions est le point de savoir ce qu'il faut entendre par les termes « titres, sommes ou valeurs » employés par le législateur de 1901.

L'interprétation administrative est assez décousue en la matière : Avec une rigueur qui va, semble-t-il, à l'encontre du sens de la loi, le Fisc décide en effet que le Banquier doit déclarer non seulement tout ce qu'il détient pour compte de la succession, à titre de Banquier (ce qui en dehors des deniers et des titres comprend les traites, participations financières, plis cachetés, etc...), mais encore ce qu'il peut détenir ou devoir à quelque titre que ce soit, notamment en sa qualité d'employeur du de cujus (déclaration des salaires restant dus aux ayants droit du défunt). Par contre, une solution administrative n'impose pas la déclaration des bijoux détenus par le Banquier et, dans un but simplificateur, le Ministre des Finances a prié ses agents de ne « pas insister » pour obtenir la déclaration de sommes et valeurs inférieures à 200 francs (Instruction n° 3990 du 21 mars 1928).

Ce dernier palliatif est la preuve d'une intelligente compréhension des dispositions fiscales et de leur utilité : il est dommage que dans le même but, l'Administration n'accepte pas d'unifier son interprétation dans

(1) Rapport n° 1534, p. 133.

le sens de la seule déclaration des sommes et valeurs, détenues à titre exclusivement professionnel.

Notons, pour terminer, que les sommes et valeurs ne sont à déclarer qu'autant que le de cujus n'en a pas disposé irrévocablement avant son décès : tel serait le cas du dépôt effectué par le défunt pour être versé à un tiers.

★ ★

Qui doit effectuer la déclaration prévue par la loi de 1901 ?

Nous posons la question non pas dans un sens général, mais dans le cadre particulier de notre étude, c'est-à-dire : parmi les banquiers, quels sont ceux qui échappent aux dispositions fiscales ?

Tous les établissements de banque français, établis en France, sont sans nul doute, atteints par la loi. Mais que décider pour les succursales étrangères des banques françaises, et de même, pour les succursales françaises des banques étrangères ?

Dans le dernier cas, l'Administration fait application du principe de la territorialité des dispositions fiscales, et en conséquence exige de ces établissements bancaires les mêmes obligations que celles imposées aux banques françaises.

Quant aux succursales étrangères des banques françaises, l'Administration les englobe également dans le lot des assujettis, prétextant, à cette fin, de la passation en France du contrat de Société, charte juridique de l'être moral assujetti à l'impôt. Mais cette dernière décision est fortement critiquée, surtout lorsque les succursales étrangères jouissent (ce qui est le cas le plus fréquent) d'une certaine autonomie.

★ ★

A quel moment commence l'obligation imposée au Banquier ?

La loi n'impose la déclaration qu'au moment où s'effectue, ou dans les 15 jours qui suivent, le « paiement, la remise ou le transfert » aux ayants droit.

Par transfert il faut entendre virement de compte à compte et non transfert nominatif au nom des ayants droit.

Le délai de 15 jours expiré, le Banquier est passible des pénalités même s'il dépose la déclaration prévue par la loi, à moins qu'il ne justifie avoir « expédié » la déclaration dans le délai légal. Par contre, le Banquier n'est tenu de déclarer que les sommes ou titres dont il s'est dessaisi ; en fait, les déclarations à l'Enregistrement sont faites une fois pour toutes ; un client serait cependant fondé à réclamer au Banquier la réparation du préjudice qui lui serait causé par une déclaration trop hâtive.

Si aucun retrait ne se produit après le décès du déposant, l'obligation du Banquier n'en reste pas moins latente, jusqu'au premier fait générateur. La formalité de la déclaration reste en conséquence nécessaire, alors même que les droits successoraux seraient payés ou ne seraient pas dus : la responsabilité du Banquier ne saurait être dégagée que par la justification de l'exigence, au moment du retrait, de la preuve du paiement ou du non paiement des droits de mutation (Instruction n° 3501).

★ ★

En quoi consiste l'obligation imposée au Banquier et quelle en est la sanction ?

Le Banquier doit, sur des formules spéciales mises

gratuitement à sa disposition par la Régie, faire connaître, dans le délai sus-indiqué : d'une part le montant des sommes, d'autre part la désignation des titres (avec mention du nombre, jouissance, nature, numéros des certificats et numéros des actions ou obligations) qui sont retirés ou virés du compte « Succession ».

La formule administrative prévoit l'indication de la succession intéressée, celle de l'établissement payeur, et la mention des nom, prénoms et domicile de l'un des héritiers ou de la personne qui a effectué le retrait. A cette formule est attaché un récépissé que l'Administration rend à l'assujetti. après apposition d'un cachet constatant le dépôt de la déclaration.

Par son instruction 3056, l'Administration a décidé que ses agents pourraient désormais accepter les déclarations de retrait de titres. sans exiger l'indication des numéros de ces titres. Par contre le Ministre des Finances a précisé que l'indication de la jouissance des titres était absolument indispensable surtout dans le cas où le de cujus n'a pas perçu les coupons échus avant son décès (le cas typique est celui où le paiement des intérêts sur les titres dépendant de la succession est arrêté depuis un certain temps. par suite d'un procès en cours).

La sanction aux dispositions pré-analysées est une amende de 900 francs (décimes compris) ; de plus, le Banquier est débiteur vis-à-vis du Trésor des droits et pénalités exigibles sur les fonds et valeurs qu'il n'a pas signalés à la Régie.

Ces deux pénalités sont indépendantes l'une de l'autre, et le Banquier peut très bien être condamné à l'amende alors que les droits ont été régulièrement payés (et inversement).

En ce qui concerne l'amende, le contrevenant peut toujours exciper de sa bonne foi pour en obtenir remise par l'Administration (le Directeur de l'Enregistrement est seul compétent pour instruire les pétitions qui lui sont adressées sur papier timbré). Quant au paiement des droits successoraux, le Banquier en est le débiteur direct, sans bénéfice de discussion des ayants droit responsables. Toutefois le Fisc a bien voulu « recommander » de s'adresser en premier lieu aux véritables débiteurs de l'impôt.

§ 2. — *L'exigence du certificat d'acquit des droits pour les successions dévolues à des ayants droit domiciliés à l'étranger.*

Le contrôle de l'administration sur la mutation par décès des sommes et valeurs déposées en banque, a été intensifié par la loi du 30 décembre 1903 (art. 3) dans le cas où l'un des ayants droit de la succession a son domicile de droit ou de fait, à l'étranger.

Dans ce cas, en effet, le Banquier ne peut se dessaisir des sommes et valeurs qu'il détient, que sur la production d'un certificat d'acquit des droits (négatif s'il y a lieu) de mutation concernant le dépôt chez son établissement.

Au premier abord, on peut être surpris de cette disposition nouvelle, étant donné le contrôle déjà établi par la loi de 1901. A la réflexion, la loi de 1903 trouve son explication dans le désir qu'a le Fisc de se garantir au maximum contre les fraudes fiscales. Or, dans le cas où son débiteur est domicilié à l'étranger, l'Etat perd tout recours contre lui et il y avait intérêt à conserver la matière imposable jusqu'à complet paiement des

droits. Ajoutons que, pour la plupart, les successions atteintes par la loi de 1903 sont des successions étrangères, réglées à l'étranger, et dont l'actif mobilier incorporel situé en France aurait été facilement dissimulable ; en de tels cas, d'ailleurs, c'est ordinairement la ou l'une des banques dépositaires qui effectue pour compte des ayants droit, la déclaration et le paiement des droits de mutation. Le rôle d'agent du Fisc, imposé légalement au Banquier, est alors accru volontairement (et contre rétribution) par ce dernier.

Les règles précédemment exposées au sujet de la loi de 1901 trouvent application pour l'étude de la loi de 1903 ; l'Administration a par ailleurs reconnu que les deux dispositions ne se cumulaient pas (Instruction n° 3501).

Mais alors, dans quels cas, la deuxième obligation (exigence du certificat de l'Enregistrement) se substitue-t-elle à la première (déclaration à l'Administration) ?

Il est admis que c'est au Banquier à vérifier le domicile des ayants droit retrayants. En conséquence, l'Administration n'a pas à intervenir et il lui suffirait de démontrer que le domicile d'un intéressé était à l'étranger, pour que soit établie la contravention aux dispositions légales. C'est là un danger constant, dont les Banquiers ne sauraient trop se méfier. Aussi bien, dans le cas où existent plusieurs ayants-droit au dépôt litigieux, il y a lieu de vérifier si aucun d'entre eux n'est domicilié (même, en fait seulement) à l'étranger : la loi de 1903 est en effet applicable alors même que plusieurs parmi les autres indivisaires sont domiciliés en France. Bien entendu le partage attribuant le dépôt en banque à l'ayant-droit domicilié en France écarte l'application des dispositions légales de 1903.

Notons, pour terminer, que certaines conventions diplomatiques ont pu suspendre l'application de l'exigence de la loi française vis-à-vis de certains pays étrangers (Ex. : Convention, actuellement abrogée, avec la Russie).

§ 3. — *Exigence d'un envoi en possession spécial, pour les avoirs existant ou déposés à l'étranger.*

La loi du 13 juillet 1925, article 52, a imposé aux ayants droit d'une succession ouverte en France et régie par les lois françaises, l'obtention d'un « envoi en possession » spécial pour pouvoir s'approprier les biens successoraux existant ou déposés à l'étranger. Par mesure corrélative, la loi a interdit aux Banquiers de se dessaisir de ces « avoirs étrangers » sans exiger la production dudit envoi en possession.

La délimitation de la portée d'application de ce texte a donné lieu à différentes controverses desquelles il semble résulter, en définitive, que la subsistance de l'article 52 de la loi du 13 juillet 1925 est en partie superflue, en partie inefficace. Telle n'est pas, malheureusement, l'opinion du Fisc et c'est pourquoi la loi de 1925 crée pour les banquiers une obligation qui non seulement est un surcroît de formalités inutiles mais encore est d'une portée très délicate à définir.

La loi de 1925 ne s'applique en effet qu'aux seuls « avoirs étrangers » dépendant d'une succession ouverte en France et régie par les lois françaises. Il y a donc trois conditions : un « avoir étranger », une succession ouverte en France, une succession régie par les lois françaises.

Que doit-on entendre par « avoir étranger » ?

Les termes de la loi de 1925 (« avoir déposé ou existant à l'étranger ») paraissent clairs ; l'interprétation de l'Administration ne l'est, hélas, pas autant. Il s'agit là, cependant, d'une interprétation logique : la Régie analyse, en effet, la loi de 1925 à la lueur des principes généraux consacrés par la législation spéciale du 3 avril 1918 sur l'exportation des capitaux ; or, l'article 52 de la loi du 13 juillet 1925 a vu le jour sous ce régime exceptionnel, au milieu de dispositions qui se réfèrent plus ou moins directement à cette législation : il est normal de penser qu'il fait corps avec ces dispositions.

Mais alors, qu'est-ce qu'un « avoir étranger » au sens de la loi de 1918 ? Répondent à cette désignation :

1) Les comptes ouverts, à des personnes résidant à l'étranger, dans une banque française ou dans la succursale française d'une banque étrangère ;

2) Les comptes ouverts, à des personnes résidant en France, dans une banque à l'étranger ou dans une succursale étrangère d'une banque française ;

3°) Les comptes titres ouverts en France à des résidents français, lorsque ces titres sont matériellement déposés à l'étranger (sauf le cas spécial des titres soumis au régime de l'Instruction du 15 novembre 1925).

En ce qui concerne cette dernière restriction, il y a lieu de noter que l'Instruction du 15 novembre 1925 considérait comme « rapatriés » certains titres étrangers déposés matériellement à l'étranger, sous dossier d'une banque française, lorsque certaines conditions (il y en a six) se trouvaient remplies parmi lesquelles deux des plus importantes visaient la tenue par la banque en question du répertoire de change. Le répertoire de change ayant été supprimé par la loi du 30 mars 1929, on a pu se demander si l'Administration continuerait, pour l'ap-

plication de l'article 52 de la loi du 13 juillet 1925, à accepter l'exception prévue, restrictivement, par la circulaire du 15 novembre 1925. Par instruction spéciale, la Régie a opté pour le maintien de l'exception, précisant que les autres conditions visées dans la circulaire du 15 novembre 1925 et le droit de regard possédé actuellement en matière de change, lui permettait un contrôle suffisant des titres visés par le Ministre des Finances de 1925.

L'Administration va plus loin : non contente d'interpréter la loi de 1925 dans ses rapports avec les dispositions antérieures, elle ajoute à ces dispositions en décidant que sont « avoirs étrangers » au sens de la loi de 1925, les valeurs mobilières étrangères déposées en France, sous dossier d'une banque étrangère. Bien entendu, cette interprétation contraire au texte même de la loi, est fortement critiquée par la Doctrine ; mais l'Administration reste sur ses positions prétextant qu'il serait très facile de faire échapper les titres en question aux impôts français, au moyen d'un transfert à l'étranger.

Les avoirs étrangers, ainsi définis, ne comportent l'envoi en possession spécial que lorsqu'ils dépendent d'une succession ouverte en France et régie par les lois françaises.

La condition, « ouverte en France », écarte toute succession de résidents à l'étranger. Mais qu'entend-on par succession régie par les lois françaises ? La question n'est pas entièrement élucidée :

D'aucuns prétendent, avec l'Administration, que des principes actuellement admis par la Régie en matière de successions étrangères il ressort que le seul domicile de fait suffit pour déterminer la loi applicable. Dans ce cas,

succession ouverte en France et succession régie par les lois françaises seraient synonymes, le seul élément exigé pour les deux cas étant le domicile de fait, en France, du de-cujus.

Par contre, certains auteurs, en faveur desquels il faut citer l'appui particulièrement compétent de M. Maguero, soutiennent que la loi de 1925, reprenant les expressions de la loi du 18 mai 1850, ne s'applique qu'aux successions de personnes ayant en France un domicile de droit.

Ainsi difficilement délimitée dans sa portée, la loi de 1925 présente-t-elle une quelconque utilité ?

Nous ne le croyons pas : De même que cette disposition est logiquement interprétée dans le cadre de la législation spéciale de 1918, de même il eut été logique qu'elle disparaisse avec ces lois de circonstance.

Si le législateur n'a pas abrogé cette disposition c'est qu'il l'a considérée comme rentrant dans les mesures générales instituées pour le contrôle des droits successoraux. Or, en cette matière, les lois de 1901 et 1903 paraissent largement suffisantes pour couvrir le Fisc, tout au moins dans les cas où elles sont applicables, soient : ouverture d'une succession dont dépend un compte titre ouvert en France, les titres étant matériellement déposés à l'étranger, ouverture d'une succession dont dépend un compte ouvert dans la succursale française d'une banque étrangère et ouverture d'une succession dont dépend un compte ouvert dans la succursale étrangère d'une banque française (sous réserve des critiques soulevées par cette extension administrative).

Finalement, il resterait un seul cas ne rentrant pas dans les situations visées déjà par le législateur fiscal :

Ce cas unique, auquel la loi de 1925 serait seule applicable est celui d'une succession comprenant un compte ouvert à l'étranger dans une banque étrangère.

Mais alors, dans cette hypothèse, la loi de 1925 devient d'une efficacité discutable : l'ayant-droit, attributaire du dépôt litigieux, ne sera vraisemblablement obligé de se soumettre aux exigences fiscales, qui deviennent alors superflues, que s'il passe par l'intermédiaire d'un Banquier français. Il est en effet reconnu par la majorité des auteurs (MM. Wahl, Weiss et Baudry La Cantinierie soutiennent toutefois le contraire) que les questions de « saisine héréditaire » sont régies par la « *lex rei sitæ* », c'est-à-dire que la loi de 1925 ne peut être prise en considération par les établissements bancaires étrangers qui pourront se dessaisir de l'avoir qu'ils détiennent sous la seule justification des droits héréditaires du retenant. Par ailleurs, quand bien même la loi de 1925 serait reconnue comme valable juridiquement en droit international, la sanction de cette disposition apparaît comme singulièrement difficile à appliquer.

Il y a donc lieu de conclure à l'inutilité absolue d'une disposition qui, au surplus, constitue un dangereux empiètement du droit fiscal sur les principes inviolables du droit civil.

Les sanctions aux dispositions de l'art. 52 de la loi du 13 juillet 1925 sont particulièrement sévères : Outre une amende de 50 % des avoirs délivrés sans exiger l'envoi en possession, outre les droits de mutation exigibles sur l'ensemble de ces avoirs, le contrevenant s'expose à des poursuites correctionnelles (art. 366 du Code pénal), à des mesures vexatoires (affichage de son nom à la porte de la mairie) et aux recours en responsabilité exer-

cés par tout intéressé (distinctement semble-t-il de l'action générale découlant de l'article 1382 du Code civil).

§ 4. — *Les déclarations concernant les comptes joints.*

L'ingéniosité des hommes n'a pas de limites et celle qui consiste à frauder le Fisc est particulièrement remarquable. La loi de 1901, comme toute loi fiscale, a mis cette ingéniosité en éveil : « Il fallait découvrir un « moyen permettant au capitaliste de conserver jusqu'à « son décès la gestion exclusive de son compte en banque, et aux héritiers de se faire transférer ce compte « sans tomber sous le coup de la loi de 1901 » (1).

Différents procédés juridiques tirant leur origine de la notion de mandat (mandat « post-mortem », mandat réciproque) furent imaginés, mais la généralité des fraudeurs prit argument d'un texte du Code civil qui, d'après M. Planiol, était « sans application en matière civile » : nous faisons allusion à l'article 1197 qui établit les principes de la « solidarité active » soit la solidarité des créanciers vis-à-vis de leur débiteur commun.

Ainsi, désormais, le compte en banque était ouvert sous forme de compte-joint qui, d'après la définition de M. Wahl (1), « est le compte ouvert à deux ou plusieurs « personnes dont chacune peut, suivant la convention « intervenue, faire tous les actes d'un propriétaire sur les « titres ou les fonds compris dans ce compte, comme si « chacune était propriétaire unique ». Les déposants sont créanciers solidaires du Banquier : « le paiement fait à l'un d'eux libère le débiteur » qui est censé payer au

(1) Depuichault : La fraude successorale par le procédé des comptes-joints, p. 26 et 29.

titulaire du compte. Au cas où les déposants étaient liés entre eux par des rapports d'héritiers présomptifs, la fraude était flagrante !

La loi du 31 mars 1903, article 7, a détruit d'un seul coup l'ingénieuse construction juridique des contribuables, en établissant la présomption simple suivante :
« Tous les titres, sommes ou valeurs existant chez les
« dépositaires désignés au paragraphe 3 de l'article 15
« de la loi du 25 février 1901 et faisant l'objet de comptes
« indivis ou collectif avec solidarité, seront considérés
« comme appartenant conjointement aux déposants et
« dépendant de la succession de chacun d'eux pour une
« part virile, sauf preuve contraire réservée tant à l'Ad-
« ministration qu'aux redevables, et résultant, pour ces
« derniers, soit des énonciations du contrat de dépôt, soit
« des titres prévus par l'article 7, 2^e alinéa, de la loi du
« 25 février 1901 ».

Ainsi, outre cette présomption, l'Administration se réserve la preuve contraire, qu'elle pourra établir par tous les modes de preuves compatibles avec la procédure écrite, de rigueur en matière d'enregistrement (simples papiers domestiques, présomptions graves, précises et concordantes...). Par contre les titulaires du compte ne pourront prouver leur bonne foi que par les énonciations du contrat de dépôt, ou par le titre constatant une dette de l'un des déposants envers l'autre (à condition : 1^o - que ce titre soit un acte authentique ou un acte sous-seing privé ayant acquis date certaine, autrement que par le décès de l'une des parties ; 2^o - que la dette soit prouvée existante au jour du décès de l'un des titulaires). Dans cet ordre d'idée, il a été admis que n'est pas soumis aux formalités des comptes-joints, le compte ouvert à la société de fait existant entre deux personnes

qui se sont donné mandat réciproque de faire fonctionner séparément le compte.

Bien entendu la présomption posée par l'art. 7 de la loi du 31 mars 1903 ne vise que les rapports des contribuables avec l'Administration et ne saurait s'imposer dans les rapports des parties déposantes.

★ ★

Il ne suffisait pas à l'Administration d'établir une présomption de fraude, encore fallait-il qu'elle ait connaissance des cas où cette présomption était applicable. Pour cela, la Régie devait être renseignée : 1) sur l'existence des comptes-joints ; 2) sur le contenu de ces comptes, à la date du décès de l'un des co-locataires. Le Banquier était tout désigné pour remplir ce rôle d'informateur du Fisc, d'où les deux obligations suivantes :

1) Dans les trois mois au plus tard de l'ouverture de tout compte indivis ou collectif avec solidarité, le Banquier doit faire connaître à l'Administration, sur des formules « ad hoc », les nom, prénoms, domicile de chacun des déposants ainsi que la date de l'ouverture du compte ; les changements ultérieurs de domicile n'ont pas à être indiqués.

2) Dans les quinze jours de la notification, qui lui sera faite par l'Administration, du décès de l'un des déposants, le Banquier devra adresser au directeur de l'Enregistrement la liste des titres, sommes et valeurs existant au jour du décès, au crédit du compte indivis.

Ainsi, grâce à cette double déclaration, l'on peut dire que la loi fiscale arrive à concilier les dispositions de l'art. 1197 du Code civil et le but des lois de 1901 et 1903. En effet : les lois de 1901-03 étaient inapplicables au cas de comptes-joints, du fait que le Banquier était légale-

ment couvert lorsqu'il se dessaisissait, sans déclaration, des fonds qu'il détenait entre les mains de l'un quelconque des déposants, c'est-à-dire nonobstant le décès de l'un d'eux ; aujourd'hui, cette immunité subsiste mais est annihilée dans ses conséquences fiscales par le fait que l'Administration provoque elle-même la déclaration que le Banquier, dans le cas des comptes non indivis ou solidaires, devait obligatoirement faire dès qu'il avait connaissance du décès du titulaire du compte.

★★

Quelles sont les sanctions aux dispositions qui précèdent ?

Le défaut de déclaration d'existence du compte indivis est puni d'une amende de 900 à 9.000 francs (décimes compris) ; quant au défaut d'envoi de renseignements, il est sanctionné comme dans la loi de 1901 soit : 900 francs d'amende plus, s'il y a lieu, le montant des droits exigibles, d'après la présomption de l'Administration, sur « la part virile » du de cujus dans le compte indivis (sauf preuves contraires).

A ce propos, il y a lieu de remarquer que le Fisc n'a pas voulu pousser jusqu'à ses dernières limites, le raisonnement qui l'a conduit à adopter la théorie de la propriété apparente. En général, en effet, la fraude du compte-joint trouvait application dans les rapports d'auteur et d'héritier présomptif, et la totalité de l'avoir déposé appartenait en réalité à un seul des déposants. Certes, dans ce cas, la preuve contraire a été réservée par l'Administration ; il n'en reste pas moins que, toutes précautions étant prises par les fraudeurs, l'ouverture d'un compte joint permet la dissimulation d'un actif successoral même après les dispositions de la loi du 31 mars 1903.

Cette disposition légale a cependant suffit pour tuer la pratique des comptes-joints : peut-être est-ce parce que dès lors les Banquiers n'ont plus été partisans de l'ouverture de tels comptes (bien que l'efficacité de la loi de 1903 soit discutée en ce qui concerne les comptes-joints basés sur la théorie civile du mandat) ; surtout, parce que les contribuables ont été très justement effrayés de la suspicion automatique qui aurait pesé sur eux dans l'esprit du Fisc.

§ 5. — *Les obligations fiscales découlant de la location des coffres-forts.*

Le Banquier a été tenu jusqu'ici de déclarer au Fisc les sommes et valeurs qu'il détenait pour compte du deposant, ou encore, de justifier que ces sommes et valeurs avaient supporté l'impôt de mutation. Dans le cas des coffres-forts, ce rôle devient impossible car le Banquier doit ignorer ce que ses clients déposent dans le coffre qu'il leur loue. Cette passivité, accessoire nécessaire du caractère secret que revêt la possession d'un coffre, ne pouvait laisser l'Administration sans ressources :

Les lois des 18 avril 1918 et 30 juin 1923 ont réalisé la combinaison qui sauvegarde d'une part les intérêts du Fisc, d'autre part le rôle discret du bailleur de coffre. Pour cela trois obligations sont mises à la charge du Banquier, obligations qui s'appliquent également, selon l'article 6 de la loi du 18 avril 1918, dans le cas de conservation de « plis cachetés et cassettes fermées », véritables « coffres en papier » présentant pour le Fisc les mêmes dangers que les coffres plus résistants. Toutefois, d'après les termes de la loi, il faut qu'il y ait, dans ce dernier cas, location ou garde « habituelle », ce qui sera l'hypothèse la plus fréquente.

Quelles sont les obligations fiscales du Banquier ?

1) Déclaration d'existence.

Le Banquier qui se livre à la location des coffres-forts est tenu de le déclarer au bureau de l'Enregistrement du lieu de la situation du coffre ; en conséquence une déclaration doit être faite pour chaque succursale ou agence.

Le Bureau chargé de recevoir cette déclaration est le même que celui chargé de recevoir les déclarations relatives aux coupons non abonnés.

Aucune forme spéciale n'est imposée pour cette formalité qui est généralement effectuée par l'assujetti ou ses représentants dûment habilités, sur un registre spécialement affecté à cet usage.

2) Le « Répertoire » des locataires de coffres.

La loi prévoit la tenue par le Banquier d'un « répertoire alphabétique non sujet au timbre, présentant, avec mention des pièces justificatives produites, les nom, prénoms, profession, domicile et résidence réels de tous les occupants de coffre-fort et le numéro du coffre loué ».

La loi est très explicite, trop explicite même, car l'on a pu se demander si, l'esprit de la loi étant satisfait, les questions de formes étaient susceptibles de provoquer des sanctions. L'Administration semble assez disposé à une stricte interprétation des textes : c'est ainsi qu'elle a estimé que le registre relié, vraisemblablement désigné sous le terme de répertoire, ne saurait être remplacé par des fiches mobiles (Instruction 4040 § 9). C'est pourtant ce système des fiches mobiles qui prévaut dans la pratique et que le projet de budget déposé par MM. Germain-Martin et Palmade, le 16 juillet 1932, tendait

à instaurer comme obligatoire ; notons que ce même projet prévoyait l'inscription sur chaque fiche, par ordre chronologique, des dates et heures d'ouverture de chaque coffre. On sait que ces dispositions ont disparu avec le ministère qui leur avait donné naissance.

De même l'exigence par la loi de la « mention des pièces justificatives » produites lors de l'ouverture du coffre, a amené certains auteurs à considérer que la seule mention « connu de la Banque » apposée sur le répertoire, ne remplissait pas le vœu de la loi.

Nous ne croyons pas qu'il faille être aussi formaliste dans l'interprétation d'un texte qui n'a de valeur pratique que dans son esprit ; il est de l'intérêt commun du Banquier et de l'Administration d'avoir des renseignements complets sur les locataires de coffre : par la mention « connu de la Banque » le Banquier n'engagerait sa responsabilité que s'il n'était plus à même de donner, à un moment quelconque, les renseignements concernant l'identité de son client, éventualité qui serait alors aussi préjudiciable au bailleur de coffre qu'au Fisc.

3) Le carnet de visite et les obligations du bailleur, au cas de décès du locataire du coffre-fort.

La disposition la plus caractéristique du plan du législateur de 1918, est celle qui impose au Banquier la tenue du carnet dit « de visite » établi sur papier non timbré et contenant, avec indication de la date et de l'heure à laquelle elles se présentent, les nom, adresse et qualité de toutes les personnes qui veulent procéder à l'ouverture du coffre-fort. Chaque visiteur doit en outre « s'il n'est pas personnellement et exclusivement locataire, certifier qu'il n'a pas connaissance du décès soit « du locataire soit de l'un des colocataires du coffre-fort,

« soit du conjoint non séparé de corps du locataire ou
« co-locataire ».

Le but de cette dernière formalité est clair si l'on se reporte à l'article 1^{er} de la loi de 1918 qui dispose qu'« aucun coffre-fort ou compartiment de coffre-fort ne
« pourra être ouvert par qui que ce soit, après le décès,
« soit du locataire ou de l'un des co-locataires, soit de
« son conjoint s'il n'y a pas entre eux séparation de
« corps, qu'en présence d'un notaire requis à cet effet
« par tous les ayants droit de la succession ou du no-
« taire désigné par le Président du tribunal civil en cas
« de désaccord et sur la demande des ayants-droit » et
s'il est précisé, par ailleurs, que le Banquier est rendu responsable du manquement à ces dispositions.

En fin de compte, en effet, par le jeu des sanctions que nous étudierons par la suite, le Banquier est non seulement tenu de posséder et de remplir régulièrement son carnet de visite, mais encore, dans le cas où le décès de son locataire, d'un co-locataire, ou du conjoint non séparé de corps de son locataire lui est connu, de s'opposer à l'accès au coffre si ce n'est en présence du notaire prévu par la loi lequel, sous sa responsabilité, doit se faire assister d'un fonctionnaire de la Régie.

Il est intéressant de constater que le législateur de 1918, instruit sans doute des lacunes des lois de 1901-03 a voulu éviter, par une garantie spéciale (d'ailleurs assez illusoire) que les dispositions fiscales ne trouvent application qu'au seul cas du décès du locataire, en nom, du coffre-fort. Cette garantie résulte de la déclaration, imposée au visiteur du coffre, qu'il n'a pas connaissance du décès du locataire.

Cependant la loi de 1918 a laissé une lacune qui

sans nul doute n'est que la conséquence d'une mauvaise rédaction des textes. Seul, en effet, celui qui n'est pas locataire « direct » est soumis à la déclaration signalée plus haut ; mais alors, étant donné que le décès du conjoint du locataire direct met en branle le mécanisme de la loi de 1918, le locataire « direct » lui-même aurait dû être contraint de déclarer à son tour qu'il n'a pas connaissance du décès de son conjoint non séparé de corps. Ceci est tellement évident que les établissements bancaires ont suppléé d'eux-mêmes à la lacune de la loi. Un texte rectificatif n'en reste pas moins nécessaire et il est regrettable que ce texte qui figurait dans le projet Germain-Martin-Palmade, déjà cité, ait disparu, lors de la transformation dudit projet par MM. Lamoureux et Bonnet, pour servir de base à la discussion qui a abouti au vote de la loi du 31 mai 1933 portant fixation du budget général pour l'exercice 1933.

Est-ce à dire que le Banquier est entièrement couvert par cette déclaration ? Il nous paraît qu'il faille admettre l'affirmative sous réserve, bien entendu, d'une complicité dans la fraude qui, prouvée, serait sanctionnée par le Fisc et sous bénéfice de l'observation que les conséquences de toute fraude sont légèrement atténuées par l'application des présomptions édictées par l'article 17 de la loi du 8 avril 1918 (coupons touchés par le de-cujus un an avant son décès) et par l'article 45 de la loi du 13 juillet 1925 modifié le 19 décembre 1926 (titres nominatifs dont l'usufruit est au de-cujus).

Si le Banquier ne s'est vu attribué qu'un rôle passif (nous avons signalé qu'il n'avait pas à se préoccuper de la présence de l'agent du Fisc appelé par le notaire), il doit observer ce rôle dans les strictes limites que lui a imposées la loi.

En particulier, le décès du conjoint, séparé de biens, du locataire du coffre, doit entraîner le refus d'accès au coffre, la loi n'ayant prévu d'exceptions qu'au seul profit du conjoint séparé de corps. Par contre le décès d'un associé en nom d'une Société en nom collectif n'entraîne pas l'application de la loi de 1918 pour le coffre loué par le Banquier à cette Société (en sens contraire jugement du tribunal de Nantes du 23 mars 1921).

Plus discutée est la question de savoir si la loi de 1918 trouve application au cas d'ouverture d'un coffre en vertu de l'article 917 du Code de procédure civile sur la recherche de testament.

Le tribunal de la Seine, jugeant en référé, avait, les 17 décembre 1927 et 9 février 1928 (1), opté pour la non application de la loi de 1918. L'Administration soutenait la thèse contraire déclarant les formalités fiscales indispensables en pareil cas. Les auteurs critiquaient cette dernière façon de voir qui allait à l'encontre de l'esprit de la loi, le Fisc n'ayant matériellement rien à craindre d'une telle procédure très urgente dans le cas où le testament recherché prévoit les dispositions concernant les funérailles du de-cujus. Cependant, la Cour d'appel de Paris, le 29 novembre 1928 se rangeait du côté de l'Administration, optant ainsi pour l'application stricte des textes légaux.

Nous croyons que la controverse n'est pas encore close : Par une solution récente, en effet, l'Administration (Instruction 4075 § 6 du 2 avril 1930) a reconnu que les juges d'instruction, ainsi que les officiers de police judiciaire délégués par le magistrat instructeur, peuvent procéder au cours d'une information judiciaire, à l'ou-

(1) Journal « La Loi » des 15 février 1928 et 24 mars 1928.

verture d'un coffre-fort dont le locataire est décédé, sans être tenu de satisfaire à l'article 1^{er} de la loi du 18 avril 1918 ; et l'on comprend mal alors une telle entorse à la règle de l'interprétation stricte des textes, adoptée précédemment.

Aussi, est-il prudent pour le Banquier de mettre en cause l'Administration chaque fois qu'il est requis d'ouvrir, sans les formalités de la loi de 1918, le coffre d'un client décédé ; c'est d'ailleurs là le conseil que M. le Directeur de l'Enregistrement a bien voulu donner à M. le Président de l'Union Syndicale des Banquiers.

★ ★

Ici encore, le législateur distingue au point de vue sanctions, selon que l'obligation imposée au Banquier est plus ou moins grave de conséquences. C'est ainsi que les formalités que nous avons déjà considérées comme élémentaires (refus d'accès au coffre) sont plus sévèrement sanctionnées que celles subsidiaires telles que : déclaration d'existence, tenue du répertoire, tenue du carnet de visite.

Ces dernières donnent lieu, au cas d'irrégularité et pour chaque infraction constatée, à la perception d'une amende de 180 à 9.000 francs (décimes compris).

Le manquement à l'obligation principale entraîne, par contre, une amende de 180 à 18.000 francs à la charge du bailleur et l'obligation d'acquitter, sauf recours contre les redevables de l'impôt, les droits et pénalités exigibles sur les sommes et valeurs trouvées dans le coffre.

Cette dernière sanction n'est, comme dans le cas des lois de 1901 et 1903, généralement appliquée au Banquier qu'après « discussion » du redevable direct de l'impôt ; cependant, dans certains cas, le Banquier peut avoir in-

térêt à acquitter immédiatement les droits dus, afin d'éviter l'accroissement des pénalités de retard ; pour cela, il n'aura qu'à demander au notaire ou au receveur de l'Enregistrement, en communication, le procès-verbal d'ouverture du coffre, dans lequel il trouvera tous les éléments de sa déclaration (ou l'ordre de grandeur de l'acompte qu'il juge bon de verser).

D'autre part le risque ainsi encouru par le Banquier est souvent aggravé du fait de l'application des prescriptions édictées par l'article 2 de la loi du 18 avril 1918, qui étend aux coffres-forts loués indivisément, la présomption de la loi du 31 mars 1903 sur les comptes-joints.

Enfin l'administration n'a d'action contre le contrevenant que pendant cinq ans à compter du jour de l'ouverture irrégulière du coffre-fort.

APPENDICE

Le rôle du Banquier dans la perception des autres droits d'Enregistrement et de certains droits de timbre.

L'étude précédente clôt la longue série d'obligations imposées au Banquier pour le contrôle des droits de mutation à cause de mort, lesquels rentrent dans la catégorie plus importante des droits d'Enregistrement.

Le chapitre qui va suivre va être, lui, consacré à l'étude des droits de timbre.

Bien qu'essentiellement distincts, ces deux impôts ne peuvent être séparés par une cloison étanche car leur perception s'effectue le plus souvent en vertu d'un même principe, cher à la Régie : la solidarité des parties intervenant dans un même acte pour le paiement des droits et amendes exigibles sur cet acte (article 5 du Code du Timbre, article 93 du Code de l'Enregistrement). C'est

justement en vertu de ce principe commun que le Banquier intervient, tant pour la perception de droits d'Enregistrement (autres que ceux étudiés dans le chapitre précédent) que pour la perception de certains droits de timbre (autres que ceux étudiés dans le chapitre suivant).

Mais si ce nouvel exemple d'une intervention bancaire à caractère fiscal mérite d'être signalée, étant donné surtout que par la nature même des opérations traitées cette intervention est des plus fréquentes (enregistrement des actes divers passés à l'occasion des ouvertures de crédit, timbre des effets, des chèques, des virements, des quittances, timbres de dimension), il n'en est pas moins vrai qu'une étude approfondie de ces diverses taxations dépasse le cadre de nos développements. En effet, le rôle du Banquier, agent du Fisc, est, dans ces cas, issu d'un principe de solidarité absolument général, et par cela même, s'enchevêtre de façon constante avec le paiement normal, par son débiteur réel, de la taxe exigible. Il n'y a donc pas lieu de s'y arrêter.

CHAPITRE III

LES DROITS DE TIMBRE

§ 1. — *L'impôt sur les opérations de Bourse.*

Contrairement à ce que nous signalions à la fin du précédent paragraphe, les lois des 28 avril 1893, 13 avril 1898 et le décret du 20 mai 1893 ont institué un contrôle, autre que la simple solidarité des intéressés, pour la perception du droit de timbre qui frappe les bordereaux rédigés à l'occasion des opérations de Bourse. Bien entendu le Banquier s'est vu confier une importante participation à ce contrôle, participation qui l'oblige à connaître le fonctionnement et la portée d'application de la loi fiscale.

A l'occasion de quelles opérations l'impôt de Bourse est-il applicable ?

« Toute opération de Bourse ayant pour objet l'achat ou la vente au comptant ou à terme, de valeurs de toute nature », telle est la définition légale de l'opération imposable qui, on le voit, est conçue en termes des plus généraux ; trop généraux, car la jurisprudence a dû préciser à son tour, et des discussions, encore non tranchées, sont apparues, inéluctablement.

Certaines délimitations ne sont pas discutées :

Et tout d'abord, par « valeurs de toute nature » il faut entendre toutes valeurs susceptibles d'être cotées

(c'est-à-dire que sont exclus, par exemple, les lettres de change ou encore les billets de loterie).

Par ailleurs, certaines opérations sont unanimement considérées comme ne donnant pas lieu à perception de l'impôt : telles sont les opérations sur valeurs, ne revêtant pas la forme d'opérations de bourse (opérations faites par acte notarié, par transfert) ; telles sont encore les opérations dites d'ordre, soient : l'opération de compensation qui consiste à éteindre, par virements mutuels, plusieurs opérations faites à la même échéance, sur la même valeur ; l'opération d'escompte qui consiste à dénouer, avant terme, une opération qui, de ce fait, se résoud à une opération au comptant.

Ces exceptions s'expliquent du fait que dans le premier cas, il n'y a pas à proprement parler opération de Bourse constatée par la seule rédaction d'un bordereau, dans le deuxième cas, qu'il s'agit d'un simple jeu d'écriture ne pouvant s'assimiler à une véritable opération taxable.

Mais, un grave désaccord apparaît entre l'administration et les assujettis, soutenus par les tribunaux judiciaires, lorsqu'il s'agit de déterminer les éléments constitutifs de l'opération de Bourse :

L'Administration, en effet, soutient que l'impôt est dû, dès qu'un intermédiaire, assujetti à l'impôt, réalise soit une opération d'achat, soit une opération de vente. Ainsi seraient soumis à l'impôt les opérations directes ou de « contre partie », c'est-à-dire les opérations de vente ou d'achat faites par un assujetti, pour son propre compte (le Banquier faisant lui-même sa contre-partie).

Cette prétention de l'Administration avait une conséquence grave au cas où le Banquier prend ferme, à

l'émission, des titres qu'il place ensuite dans le public.

Dès le 25 février 1918 (1), la Cour de Cassation s'éleva contre cette prétention, mais l'Administration n'en conserva pas moins son instruction primitive.

Ce n'est que sur un deuxième arrêt de la Cour, du 26 février 1929, que le Fisc battit en retraite, ne cédant malheureusement qu'un terrain particulièrement étroit.

Les deux arrêts de 1918 et 1929 avaient été rendus par la Cour sur la question de la « prise ferme à l'émission » et, bien que tous deux dans le même sens, ils différaient légèrement dans leurs attendus : alors que celui de 1918 déclare que la loi vise « exclusivement » les opérations de Bourse proprement dite qui se traitent entre acheteur et vendeur par l'intermédiaire d'un agent de change ou d'intermédiaire..., l'arrêt de 1929 se borne à déclarer que « la loi a entendu viser les opérations de Bourse proprement dite du genre de celles qui habituellement se traitent..... etc... ».

Ainsi, le Fisc, tout en acceptant de reconnaître que le placement dans le public à suite de prise ferme à l'émission ne donne pas lieu à ouverture du droit de timbre, estime par contre que le fait pour la Cour d'avoir, dans son arrêt de 1929, supprimé le mot « exclusivement » implique la reconnaissance par la jurisprudence de la thèse administrative qui consiste à taxer les opérations directes faites par l'assujetti.

Cette interprétation restrictive d'une jurisprudence à caractère nettement libéral a soulevé d'unanimes réprobations de la part des assujettis, et l'Union syndicale des banquiers n'a pas manqué de ressaisir, à la première occasion, les tribunaux judiciaires.

(1) Revue de l'Enregistrement, art. n° 9041.

Effectivement, par un jugement du 15 juillet 1931 le Tribunal de Besançon (1) a exonéré de l'impôt de Bourse les opérations directes traitées par un assujetti. Cette décision est basée sur les travaux préparatoires de la loi de 1893, sur la jurisprudence en la matière, et sur la définition de l'« opération de Bourse ». Toutefois, si cette dernière solution donne satisfaction aux assujettis, il y a lieu de noter qu'elle est toujours fortement combattue par l'Administration et une grande partie de la doctrine dont le principal argument est que l'impôt de Bourse est un droit de timbre perçu sur le bordereau d'achat ou de vente, étant précisé que lorsque l'opération se traite par l'intermédiaire d'un couléssier, le bordereau devient fictif, mais l'impôt reste dû.

La solution qui prévaut dans la discussion précédente a une influence sur la question, également discutée, de l'imposition des opérations de Bourse ayant leur dénouement à l'étranger.

Dans ce dernier cas, en effet, l'intermédiaire est privé de tout recours contre la contrepartie : Faut-il cependant lui faire supporter la double imposition que suppose toute opération de Bourse, du moins, au sens que paraît lui donner la Cour de Cassation ? Plusieurs auteurs, parmi lesquels M. Wahl, s'opposent à cette solution simpliste et injuste pour le Banquier. Mais alors faut-il taxer l'opération dans les seuls rapports de l'intermédiaire et de la partie résidant en France ? Non plus, si l'on adopte les vues de la Cour de Cassation ; oui, si l'on accepte la thèse du Fisc.

★
★

L'importance qui s'attache aux questions qui pré-

(1) Revue de l'Enregistrement, art. n° 9691.

cèdent ressort des obligations mêmes que le législateur a mis à la charge du Banquier. Le rôle de ce dernier est double.

Dans le cas où il consiste à mettre le client en rapport avec un intermédiaire assujetti également à l'impôt de Bourse, il se ramène au contrôle de l'acquittement de l'impôt par le deuxième assujetti.

Dans le cas où le Banquier intervient comme seul intermédiaire entre vendeur et acheteur, son rôle devient plus actif puisqu'il est tenu de régler lui-même le montant de l'impôt, sauf bien entendu son recours contre ses clients.

Quoiqu'il en soit, le Banquier est astreint aux trois obligations suivantes analysées au décret du 20 mai 1893.

1) Déclaration d'existence.

Nous n'insisterons pas sur cette première formalité que nous avons déjà rencontrée lors de nos précédentes études et qui consiste à indiquer les établissements assujettis à l'impôt.

2) Répertoire des opérations de Bourse.

Il s'agit d'un « répertoire visé et paraphé par le « Président ou par l'un des juges du Tribunal de Commerce, et sur lequel figure chaque opération, jour par jour, sans blanc ni interligne et par ordre de numéros ». Un volume est réservé aux opérations à terme et reports, l'autre aux opérations au comptant. Toutefois les assujettis peuvent se faire autoriser par l'Administration à tenir leur répertoire en plus de deux volumes.

Les mentions portées au répertoire figurent dans plusieurs colonnes (douze) et indiquent : le donneur d'ordre, la date et la nature de l'opération, les titres faisant l'objet de la négociation, les droits à payer et, s'il

y a lieu, la justification de la non perception (c'est-à-dire le nom de l'agent de change, de la contre-partie ou du mandataire substitué, eux-mêmes assujettis à l'impôt).

Dans la pratique, afin de bien coordonner cette comptabilité avec les opérations matérielles effectuées à l'occasion des ordres de Bourse, les numéros du répertoire suivent les numéros attribués aux feuilles de dépouillement des ordres ; en outre, pour plus de contrôle, le répertoire rappellera s'il y a lieu le numéro du répertoire de l'assujetti à qui incombe finalement la charge de l'impôt.

La tenue du répertoire, outre qu'elle exige de la part du Banquier la connaissance exacte des opérations qui doivent y figurer (c'est la question de la portée d'application de la loi de 1893) soulève les questions de liquidation de l'impôt :

Et d'abord quel est le fait générateur de l'impôt, c'est-à-dire le moment où l'on doit porter l'opération au répertoire ?

C'est au moment où le contrat est formé c'est-à-dire le moment où l'engagement du client est constaté par l'opération matérielle du « dépouillement » (feuille constatant la transmission et l'exécution de l'ordre).

Partant de ce principe, pour les opérations à prime l'inscription au registre s'effectuera dès l'engagement de l'opération, sans se soucier de l'option (levée des titres ou abandon de la prime) que s'est réservé le client. Par contre, pour les opérations de report l'inscription au répertoire se fera au jour de la liquidation, date à laquelle s'engage la nouvelle opération.

Enfin, la nullité de l'opération effectuée reste sans influence sur la taxe perçue.

Sur quel montant doit se calculer l'impôt de Bourse ?

Le principe est que l'opération de vente ou d'achat, par un intermédiaire, se décompose en une vente et un achat (et vice-versa) tous deux soumis au droit de timbre.

Ce mode de calcul qui, pour toute opération (au sens consacré par les arrêts de la Cour de Cassation), conduit à l'exigibilité de deux droits (l'un sur la vente, l'autre sur l'achat) amenait la perception d'un quadruple droit au cas de négociation d'un droit de souscription (considérée comme une vente d'un titre, droit attaché, et rachat du même titre, droit détaché) et au cas de report. Mais, dans le premier cas, la Chambre syndicale des Banquiers a décidé qu'à partir du 10 janvier 1929 les droits de souscription pourraient être cotés, séparément, sous forme d'un coupon (et par conséquent négociables, isolément) ; dans le deuxième cas, l'Administration admet qu'étant donné qu'il s'agit d'une opération unique tendant seulement à différer le marché, il n'y a lieu qu'à la perception d'un seul double droit.

L'impôt est alors perçu sur le taux de la négociation en tenant compte, s'il y a lieu, des versements restant à effectuer sur les titres non libérés, sur le montant de la prime abandonnée ou sur le cours de compensation non compris le coût du report.

Le taux de l'impôt est redevenu, par la loi du 15 juillet 1932, ce qu'il était avant sa réduction de 50 % par la loi du 26 avril 1930, soit : 1 fr. pour 1.000 fr. ou fraction de 1.000 francs pour toutes opérations à l'exception des opérations de report qui supportent l'impôt au tarif de 0 fr. 50 pour 1.000 francs. Les opérations sur les rentes françaises bénéficient en outre du tarif de faveur de 0 fr. 0125 et 0 fr. 00625 pour les opérations de report. Les ordres peuvent être groupés afin de passer à un accroissement des tranches de 1.000 francs.

Enfin, l'impôt est arrondi au centime, en faveur du Trésor.

3) Dépôt des extraits du répertoire et paiement de l'impôt.

Le rôle fiscal du Banquier en cette matière se termine par le dépôt, au bureau de l'Enregistrement, d'un extrait de son répertoire arrêté au 10 et au 25 de chaque mois. Cette formalité s'accomplit entre le 10 et le 15 et entre le 25 et le dernier jour de chaque mois.

Les mentions de chaque extrait doivent exactement, et sauf les abréviations admises par l'Administration, reproduire celles du répertoire, pour chaque période envisagée. En fait, la Régie a admis, comme pour les bordereaux des coupons non abonnés, l'usage du papier carbone. Chaque extrait est totalisé et certifié par l'assujetti. Pour mémoire, y sont portées également les opérations au comptant ayant moins de dix jours de date et celles, à terme, dont l'échéance n'est pas survenue depuis dix jours au moins. Ces mêmes opérations doivent, d'ailleurs, être reprises en tête de l'extrait suivant.

Conformément à la distinction que nous avons signalée au début de cette étude, le dépôt de ces extraits bi-mensuels sera accompagné ou non du paiement de l'impôt, selon que le Banquier sera seul assujetti ou selon qu'il s'agira de droits acquittés par un autre assujetti ou, simplement, d'opérations d'ordre. Notons que dans la dernière éventualité, le Banquier n'est pas astreint à donner le détail des opérations qu'il peut signaler au Fisc, globalement.

★★

Les sanctions des prescriptions que nous venons d'exposer sont de deux sortes :

Toute inexactitude ou omission, soit au répertoire, soit sur les extraits, est punie d'une amende de 9 % des valeurs omises ou inexactement mentionnées. Le minimum de cette amende est fixé à 5.400 francs (décimes compris). Bien entendu, par omission, il faut entendre l'omission de l'opération totale et non pas seulement l'oubli d'une simple mention.

Toute autre contravention aux dispositions légales est punie d'une amende de 180 à 9.000 francs, décimes compris.

L'action de l'Administration se prescrit par deux ans, quant aux parties, elles ne peuvent se retourner contre le Fisc que sous réserve de la déchéance quinquennale qui éteint toute créance contre l'Etat.

★★

Nous ne pouvons abandonner l'étude du répertoire de Bourse, sans dire quelques mots d'un répertoire, disparu aujourd'hui, mais qui se rapprochait de celui déjà étudié : nous voulons parler du répertoire des opérations de change.

Institué par la loi du 1^{er} août 1917, le répertoire des opérations de change n'avait tout d'abord aucun but strictement fiscal : c'était l'un des rouages du mécanisme institué pour mettre un frein à l'exportation des capitaux, mesures à caractère fiscal sans doute mais surtout à caractère économique et politique.

La loi du 13 juillet 1925, créant l'impôt sur les opérations de change, incita le législateur à donner au répertoire de change un rôle similaire à celui du répertoire de Bourse et à mettre le Banquier à contribution pour la perception du nouvel impôt : ce fut l'œuvre du décret du 25 janvier 1926.

Les lois des 30 mars 1929 et 29 décembre 1929 ont

supprimé répertoire et impôt de change et les explications qui précèdent n'auraient qu'une valeur rétrospective, si le législateur n'avait laissé subsister les articles 1 et 5 de la loi du 1^{er} août 1917 et transformé l'article 4 de cette loi, maintenant ainsi : d'une part, l'obligation pour le Banquier qui effectue les opérations de change d'en faire une déclaration au bureau de l'Enregistrement de sa résidence ou de celle de ses agences sous peine d'une amende de 180 à 9.000 francs et de l'application de l'art. 463 du Code pénal ; d'autre part, la soumission du Banquier à un contrôle rigoureux de l'Administration en matière de changes.

§ 2. — *Le droit de timbre au comptant
sur les valeurs mobilières*

Au seuil de cette nouvelle série de développements, il convient de rappeler que la deuxième partie de notre ouvrage concerne plus particulièrement les interventions fiscales de Banquier, lorsque ces interventions ne présentent pas un caractère général et quasi contractuel ; à ce propos nous ne pouvons que nous reporter au § 4 de notre chapitre premier dans lequel nous annoncions et précisions les développements que nous réservions pour notre troisième partie.

Dans la matière que nous abordons, en effet, le rôle du Banquier est prévu tant dans ses rapports avec la collectivité émettrice (intervention à caractère général) que dans ses rapports avec les porteurs des valeurs imposables (intervention isolée) et les deux angles de la question sont quelquefois très difficiles à séparer.

Toutefois, fidèles à notre plan initial, nous ne nous occupons ici que des rapports du Banquier avec les por-

teurs des titres, nous réservant de délimiter et préciser le champ de cette intervention par comparaison avec le rôle du Banquier dans ses rapports avec la collectivité émettrice, soit dans notre troisième partie.

★ ★

Les collectivités émettrices sont tenues d'acquitter sur les titres qu'elles mettent en circulation un impôt proportionnel de timbre ; en ce qui concerne les collectivités françaises, cet impôt, qui reste finalement à la charge de la société elle-même, s'acquitte par abonnement, procédé pratique qui évite le timbrage au comptant de chaque titre émis.

Toutefois, la loi du 5 juin 1850 sur le timbrage des valeurs mobilières prévoit dans son article 19 que : « L'agent de change ou le courtier qui aura concouru à la cession ou au transfert d'un titre ou certificat d'action non timbré sera passible d'une amende de 18 % du montant de l'action ». La même disposition est par ailleurs étendue aux autres titres négociables.

Dans la mesure où le Banquier est amené à concourir à la négociation de titres non timbrés, il n'est pas douteux que ce texte lui est opposable et crée pour lui une obligation de contrôle eu égard aux valeurs émises par les collectivités françaises.

Hâtons-nous cependant de signaler que le cas est particulièrement rare car, étant donné les fortes pénalités (21,60 %) prévues pour la simple création juridique de titres non timbrés, les collectivités françaises se gardent bien de faire échec à la loi et adoptent le système de l'abonnement.

★ ★

Il n'en est plus de même pour les titres émis par des collectivités étrangères,

Ici, de toute façon, le timbrage des titres ne peut être (comme lorsqu'il s'agit de valeurs françaises) contrôlé à la source : le contrôle du Fisc s'arrête aux frontières. A lui de remédier à cette carence.

Nous verrons, dans notre troisième partie comment la Régie a opéré lorsque les collectivités étrangères ont voulu introduire en France leurs titres, non timbrés. Mais quid au cas où les titres arrivent à circuler en France par l'intermédiaire des porteurs pris individuellement. C'est là que nous retrouvons le Banquier au service du Fisc.

L'article 5 de la loi du 28 décembre 1895 et l'article 45 de la loi du 29 mars 1914 délimitent, ainsi qu'il suit, le rôle du Banquier : « La négociation, l'exposition en vente, l'énonciation dans un acte ou écrit, soit public soit sous seing privé, le remboursement et le transfert » des titres étrangers sont interdits si lesdits titres n'ont pas acquitté le droit de timbre au comptant.

L'interprétation de cette disposition légale est particulièrement délicate du fait que l'article 44 de la loi du 29 mars 1914 qui vise les cas d'intervention du Banquier lorsqu'il s'agit d'opérations globales reproduit deux des expressions précitées : « exposition en vente » et « remboursement ». Or, il se trouve que dans ces deux articles si rapprochés l'un de l'autre, ces expressions ont des sens totalement différents, et ceci s'explique justement par ce que ces expressions ne visent pas la même situation juridique.

Aussi bien faut-il avant tout s'imprégner de l'idée que l'article 45 vise uniquement des opérations isolées que le Banquier effectue accidentellement, et n'interpréter les expressions « exposition en vente » ou « rem-

boursement » qu'à la lumière de cette considération d'ordre général.

La difficulté est encore plus grande lorsqu'il s'agit de définir la portée de l'expression : « énonciation dans un acte écrit ».

L'Administration part du principe qu'il y a là une présomption irréfutable « d'usage juridique » des titres énoncés, étant précisé que par énonciation il faut entendre la simple mention par voie de référence (par exemple l'énonciation d'un coupon destiné à l'exercice d'un droit de souscription). Toutefois la rigueur de cette interprétation est adoucie par un deuxième principe qui est : La présomption ne joue que si l'énonciation est faite dans un écrit destiné à faire « titre » (c'est-à-dire ne présentant pas le caractère privé au sens de la loi du 13 brumaire an VII et comme tel sujet au timbre de dimension).

Cette thèse a pour principales conséquences :

1) Que l'énonciation entraîne ouverture du droit de timbre sans que l'on ait à se préoccuper si les titres étrangers ont circulé ou ont été introduits en France.

2) Que cependant il n'y a pas lieu à perception du droit de timbre : lorsque l'énonciation est faite dans une simple correspondance ne prouvant pas par elle-même un usage juridique des titres, lorsque l'énonciation est faite dans les ordres, bordereaux ou avis d'achat ou de vente de titres à l'étranger, enfin lorsque les titres sont simplement visés dans un journal ou dans des fiches et notes intérieures. Dans ces cas en effet l'acte contenant l'énonciation n'est pas sujet au timbre de dimension.

Mais, poussée dans toutes ses conséquences, la théorie du Fisc a paru, encore, par trop rigoureuse, Des

exceptions aux principes se sont fait jour, dont nous citerons les exemples suivants :

1) La présomption de l'Administration ne produit par ses effets lorsque les titres énoncés ne sont pas susceptibles d'être timbrés matériellement : c'est le cas des titres non créés (art. 16 loi du 5 juin 1850), des titres non négociables (art. 25 loi du 5 juin 1850), enfin des titres non individualisés.

2) Il en est de même lorsque les titres sont destinés au recoupponnement ou à la conversion et que les nouveaux titres délivrés en remplacement supportent le droit de timbre.

3) Le timbrage au comptant n'est pas exigé lorsque l'énonciation est imposée aux parties par une disposition légale : c'est le cas des formalités exigées pour entrer en possession des avoirs successoraux étrangers ; c'était le cas des formalités prescrites par les lois sur l'exportation des capitaux.

4) Enfin, bien que la rigueur de la théorie administrative ait été largement atténuée par l'exigence d'un écrit formant titre c'est-à-dire constatant « un engagement quelconque relatif aux titres mentionnés ou tout « autre convention caractéristique de l'usage du titre », l'Administration a reconnu que les dispositions légales ne joueraient pas dans le cas où les énonciations effectuées dans un écrit formant titre sont relatives à un contrat de dépôt des valeurs dans une Banque « pour les soustraire aux risques de vol et de perte ». Bien entendu, cette nouvelle réticence doit s'interpréter très strictement, et les décisions du Ministre des Finances soulignent volontiers que dès que le dépôt est fait en vue d'une opération quelconque (cautionnement, nantissement, vente), il y a lieu à la perception du droit de timbre.

Ainsi, finalement, on est obligé de convenir que la théorie de l'énonciation-présomption d'usage juridique des titres énoncés est fortement ébranlée par les exceptions admises par le Fisc. Or, il est à remarquer que ces exceptions procèdent toutes de la même idée :

Les législateurs de 1895 et de 1914 ont voulu éviter que les titres étrangers ne bénéficient en France de l'avantage de leur non-imposition, au détriment des titres français. Chaque fois que l'usage du titre étranger ne peut mettre en jeu la question de son timbrage, l'Administration admet que la présomption ne produit pas ses effets.

Qu'est-ce à dire ? Nous croyons simplement que la base prise par l'Administration pour l'interprétation de l'expression « énonciation dans un acte écrit » n'est pas exacte. Le Fisc cherche à expliquer ses solutions par le contenu de l'énonciation et par la nature de l'acte écrit. Nous croyons qu'il y a lieu de se référer à l'opération que « révèle » l'acte écrit. Si cette opération est susceptible d'être influencée favorablement par la non taxation de la valeur étrangère, il y a lieu au timbrage. Sinon, bien qu'il y ait énonciation dans un acte formant titre (par exemple récépissé de dépôt de titres pour la garde seulement), le timbrage devient inutile.

Les conséquences fiscales de notre façon de voir sont d'ailleurs les mêmes que celles actuellement adoptées par le Fisc. Notre interprétation a par contre l'avantage d'expliquer, indistinctement, toutes ces conséquences.

★ ★

Nous venons de voir quelles sont les opérations qui mettent en jeu les obligations fiscales du Banquier : nous avons maintenant à étudier, très rapidement, **quelles sont ces obligations.**

La première qui est de beaucoup la plus importante consiste, préalablement à tout usage juridique des titres tel que cet usage juridique ressort des explications que nous avons données précédemment, à faire timbrer au comptant le titre litigieux. Cette opération s'effectue en présentant les titres au bureau de l'Enregistrement (à Paris, 13, rue de la Banque) où le Receveur fait timbrer les titres à l'extraordinaire. En province, le timbrage à l'extraordinaire est remplacé par le visa pour timbre. Au cas de renouvellement de titres, le timbrage à l'extraordinaire étant obligatoire, les parties doivent s'adresser directement à Paris.

Le dépôt des titres à timbrer est accompagné d'un bordereau indiquant le nombre, la nature, la valeur nominale et les numéros des titres produits et des coupons y attachés. Un bordereau spécial est rédigé pour chaque nature de titres. A Paris, ce bordereau est divisé en trois parties réservées, l'une au déposant, l'autre au receveur, la troisième pour le contrôle de l'entrée et sortie des titres à l'atelier général du Timbre. L'Administration exige, aujourd'hui, mention que les titres ainsi déposés ne sont pas destinés à être introduits en France conformément aux lois des 31 mai 1916 et 31 décembre 1920.

Dans le cas où les titres ne pourraient accompagner le bordereau, le timbrage est retardé jusqu'à l'arrivée matérielle des titres, mais le droit de timbre peut être acquitté de suite contre délivrance d'un duplicata du bordereau de dépôt qui permet, ultérieurement, le timbrage gratuit.

Comment se liquident les droits à payer ?

La loi du 23 décembre 1933 a ramené à 2,5 % le droit de timbre au comptant (sauf complément de droit pour

les titres timbrés à un tarif moindre) sans tenir compte de la date d'émission des titres (ce dernier point, contrairement aux règles suivies pour les collectivités françaises).

Le droit se calcule sur la valeur nominale des actions arrondie de 20 francs en 20 francs par action (même dans le cas de certificats collectifs) sans tenir compte, s'il y a lieu, de la prime d'émission (encore une différence avec le régime des valeurs françaises) ni des réductions effectuées sur le capital de la société (à moins que les titres n'aient subi, du fait de cette réduction, une véritable transformation juridique). Au cas où aucune indication n'est portée sur le titre, il y a lieu à déclaration estimative des parties. Pour les obligations, on prend pour base la valeur de remboursement « en France ». Ainsi lorsque le titre est libellé remboursable à un change fixe, le droit de timbre se calcule sur le montant en francs ; lorsque le titre est libellé remboursable à un change variable, on prend pour base la contre-valeur en francs de la monnaie étrangère. Enfin si le cours moyen des titres est tombé, pendant l'année précédente, au-dessous de la moitié du pair, la base de l'imposition devient le cours moyen constaté annuellement par le Journal Officiel. Si le titre n'est pas coté et si sa valeur réelle est estimée inférieure au quart du pair, c'est elle qui est prise pour base, sauf contrôle de l'Administration sur l'estimation ainsi donnée par les intéressés.

Bien entendu, toutes ces questions doivent être envisagées en s'inspirant des solutions adoptées pour le timbrage des titres français et l'on s'explique difficilement que ce ne soit que récemment (14 juin 1928 et 29 septembre 1928) que l'Administration ait admis que le timbrage serait gratuit pour les titres étrangers lors-

qu'ils proviennent de l'échange d'un titre, déjà timbré, dont ils sont la reproduction sans modifications essentielles (échange de certificat provisoire contre des certificats définitifs, recoupponnements, conversions, transferts).

Une deuxième obligation, qui n'est qu'un corollaire de la précédente, est prévue par l'article 5 de la loi du 28 décembre 1895 : « Tout acte ou écrit soit public soit « sous-seing privé qui énonce des titres étrangers non « abonnés doit indiquer le lieu, la date et le numéro du « visa pour timbre ainsi que le montant du droit de « timbre payé, ou, si la formalité a été donnée au moyen, « soit du timbre extraordinaire, soit du timbre mobile, « les mentions contenues dans l'empreinte du timbre « apposé ».

Cette disposition s'explique d'elle-même, mais doit, bien entendu, s'interpréter selon ce qui a été déjà dit concernant « l'énonciation dans un acte écrit ». En conséquence, le Banquier n'aura à se conformer à cette deuxième obligation que si l'acte juridique révélé par l'acte écrit doit entraîner le droit de timbre. Dans ce cas, les mentions de timbre, exigées par le Fisc, évitent à celui-ci de rechercher s'il y a eu fraude à la loi.

★ ★

Les deux obligations ainsi mises à la charge du Banquier sont sanctionnées toutes deux par une amende de 9 % de la valeur nominale des titres litigieux, sans que cette amende puisse être inférieure à 180 francs (décimes compris).

On doit comprendre en conséquence que :

1) Si les titres étrangers ont fait l'objet d'un acte

juridique, sans être timbrés, il y a lieu de percevoir l'amende pour manquement à la première obligation ;

2) Si les titres ont fait l'objet d'un acte juridique révélé par un acte écrit, il y a lieu de percevoir l'amende : pour manquement à la deuxième obligation dans le cas où, bien que timbrés, les titres n'ont pas été énoncés avec mention de timbre ; pour manquement à la première obligation, dans le cas où les titres n'étaient pas timbrés.

Mais dans ce dernier cas, on ne saurait soutenir qu'il est dû deux amendes, les deux obligations n'étant, on l'a vu, que le complément l'une de l'autre.

TROISIÈME PARTIE

Le Banquier, agent du Fisc en tant que centralisateur des valeurs mobilières

L'étude que nous abordons diffère très sensiblement de celles effectuées dans les deux premières parties de cet ouvrage.

Nous ne reviendrons pas sur les raisons qui nous ont amené à réserver une place spéciale aux opérations qui vont suivre, ni sur les caractéristiques de la nouvelle intervention fiscale dans laquelle le Banquier va jouer, une fois de plus, le principal rôle. Un seul point reste à préciser au seuil de cette étude : c'est que si les développements contenus dans cette troisième partie nous ont paru indispensables pour fixer, aussi exactement que possible, le rôle que le Banquier occupe, obligatoirement, ou qu'il est le plus à même de remplir, entre le contribuable et le Fisc, ces développements déborderaient le cadre de notre sujet s'ils n'étaient eux-mêmes traités dans les limites, particulièrement restreintes, que nous nous sommes imposées. En un mot, il ne s'agit pas pour nous et notre intention n'est pas de décrire le régime fiscal des valeurs mobilières, mais simplement, de donner un aperçu du rôle que le Banquier, centralisateur des titres émis tant, le cas échéant, par lui-même que par les sociétés françaises ou étrangères, joue, au service du Fisc, pour la perception et le contrôle d'impôts dus par des tiers.

CHAPITRE PREMIER

LE RÔLE DU BANQUIER EU ÉGARD AUX COLLECTIVITÉS FRANÇAISES

Les valeurs mobilières, en général, supportent trois impôts : l'impôt sur le revenu, la taxe de transmission et le droit de timbre. Mais alors que les deux premières impositions sont à la charge des porteurs de titres, la troisième est prise en charge par les sociétés émettrices françaises. Nous n'en parlerons donc pas dans nos développements.

§ 1. — *L'impôt cédulaire sur le revenu des valeurs mobilières*

La loi du 29 juin 1872 et le décret du 6 décembre de la même année ont établi les bases de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ainsi que les modalités de perception dudit impôt. Cette dernière question a été résolue par « l'avance » de l'impôt à acquitter par la société émettrice « sauf son recours » contre les porteurs de titres.

Ainsi, la Société émettrice, se voit attribuer ce rôle d'agent du fisc que nous avons déjà maintes fois relevé à la charge du Banquier : mais, le plus souvent, les Sociétés confient à un banquier, cette charge fiscale car ce dernier, spécialiste des questions strictement financières possède un personnel ad-hoc et c'est par son intermédiaire

re que s'effectue généralement toute communication entre la Société et ses actionnaires.

Par ailleurs, la plupart des grandes banques sont actuellement constituées sous la forme anonyme et sont par conséquent obligées de se soumettre aux exigences fiscales en ce qui concerne leurs propres titres.

★★

Quelles sont alors les obligations imposées à la collectivité émettrice ?

1° Tout d'abord, il y a lieu de citer le dépôt au Bureau de l'Enregistrement (Bureaux des Sociétés) compétent, des documents qui permettront au fisc de se rendre compte des sommes mises en distribution tant aux porteurs de titres qu'aux administrateurs de la Société : Ainsi doivent être déposés :

a) Dans les vingt jours de la date de l'assemblée : les comptes rendus et les extraits des délibérations des conseils d'Administration ou des actionnaires et, depuis la loi du 31 mars 1932, un état des jetons de présence payés aux actionnaires à l'occasion de chaque assemblée.

b) Dans les vingt jours de la date de fixation du remboursement des obligations et du paiement des lots et primes de remboursement : Un état indiquant pour chaque tirage : le nombre des titres amortis, le taux d'émission, le montant des lots et primes échus, la somme sur laquelle la taxe est exigible.

c) Enfin, au moment du paiement de l'impôt, un état des tantièmes et jetons de présence payés aux administrateurs, en ladite qualité ; cet état fait connaître le nom et l'adresse des bénéficiaires, le montant des bénéfices alloués et, le cas échéant, la prise en charge de l'impôt par la société.

2° Mais le rôle primordial, consiste à avancer le montant de l'impôt, sauf à le récupérer par fractions au moment du règlement aux bénéficiaires du revenu imposable (paiement des coupons).

Bien entendu, ce mécanisme entraîne, pour la Société émettrice, l'obligation de connaître à quel moment, sur quel montant et à quel taux l'impôt doit être payé : Le Banquier, tant pour lui-même que pour ses clients, est ainsi amené à étudier toutes les questions aussi nombreuses que délicates, soulevées par le problème général de la taxation des valeurs mobilières que nous ne pouvons évidemment traiter ici. Nous nous bornerons donc à signaler le mécanisme du règlement de l'impôt.

Ce règlement s'effectue :

1) Par paiements trimestriels, dans les vingt premiers jours de chaque trimestre :

a) pour les titres à revenu fixe (même si ce revenu est payé annuellement) ;

b) pour les titres à revenu variable, en se basant sur les $\frac{4}{5}$ du revenu distribué l'exercice précédent, sauf à corriger cette évaluation temporaire par une liquidation définitive des sommes à payer, effectuée dans les vingt jours de la fixation du revenu taxable au titre de l'exercice courant. A ce sujet notons que par application de la loi du 31 mars 1932 cette liquidation définitive tiendra compte des jetons de présence alloués aux actionnaires ;

c) pour les tantièmes et jetons de présence des administrateurs (depuis le décret du 3 décembre 1930).

2) Par paiement global, pour les lots et primes de remboursement et pour toute autre répartition d'actif, dans les vingt jours de la date fixée pour le paiement.

§ 2. — *La taxe de transmission et le droit de conversion et de transfert.*

Les titres au porteur des collectivités françaises supportent un droit de transmission forfaitaire, payé sous forme de taxe annuelle par l'intermédiaire de la collectivité émettrice et à charge pour cette dernière de le récupérer sur les porteurs de titres, au moment des distributions d'actif.

Le rôle d'agent du Fisc en cette matière est encore plus caractéristique que pour la perception de l'impôt sur le revenu car la loi du 30 juin 1923 interdit toute clause tendant à faire supporter l'impôt de transmission par la collectivité émettrice. La loi du 31 mars 1931 a apporté un léger correctif à cette intransigeance fiscale en décidant, toutefois, que les Sociétés pourraient ne pas récupérer l'impôt avancé par elle, lorsque les titres sont convertis du porteur au nominatif, pour la période s'étendant de la dernière distribution ou, à défaut de distribution, depuis la création des titres, jusqu'à leur conversion. Cette dernière disposition a été prise par le législateur dans le but très fréquemment recherché de « favoriser la diffusion du titre nominatif » (1).

Comme pour l'impôt sur le revenu, cette nouvelle charge fiscale imposée ou acceptée par le Banquier, consiste en deux séries d'obligations :

1) D'abord les déclarations soient : dans le mois de la constitution de la société, le dépôt au bureau de l'Enregistrement d'une déclaration d'existence accompagnée de tous renseignements sur les titres en circulation ; dans le mois de toute transformation, la déclaration des

(1) Rapport de M. Lamoureux. Chambre des Députés, annexe n° 4555.

modifications intervenues ; enfin, tous les trimestres (dans les vingt premiers jours), le dépôt d'un état des titres au porteur existant en fin du précédent trimestre.

2) Ensuite l'avance de l'impôt, effectuée par paiements trimestriels, dont le calcul exige, bien entendu, de la part du déclarant la connaissance exacte des lois et interprétations administratives en vigueur pour la liquidation de l'impôt dû.

Nous n'insisterons pas davantage sur ces questions de détail, d'ailleurs excessivement complexes.

★★

Plus intéressant, parce que plus adéquat à ses fonctions (exigence de la manipulation matérielle des titres) est le rôle joué par le Banquier pour la perception du droit de transfert ou de conversion sur les titres nominatifs.

Cette perception s'effectue en vertu des principes généraux précédemment applicables. Toutefois, l'impôt de transmission, lorsqu'il atteint les titres nominatifs c'est-à-dire les titres ayant un propriétaire nommément défini, se mue en un droit proportionnel, perçu au moment même où l'opération de transmission s'opère. Si bien qu'à ce point de vue il ne peut plus être question, à proprement parler, d'avance de l'impôt, le Banquier intermédiaire se bornant à grouper en une déclaration et en un versement global, les diverses perceptions qu'il a effectuées durant le trimestre écoulé.

Mais là où le rôle du Banquier cesse (exception faite des difficultés, déjà signalées, que soulève la question, non étudiée ici, de la liquidation de l'impôt) d'être celui d'un simple « collecteur » d'impôt, c'est lorsqu'il s'agit pour lui de respecter l'article 15 de la loi du 25 février

1901 (modifiant la loi du 8 juillet 1852). Le Fisc prévoit en effet deux sortes de transferts : ceux donnant lieu à un paiement de droit provoqué justement par l'opération comptable du « transfert », et ceux exemptés du droit, parce que n'étant que le résultat final d'une transmission précédemment effectuée et, partant, déjà imposée. Il en résulte que le rôle du Banquier est, en principe, de percevoir le droit sauf à se faire justifier que le droit a déjà été perçu. Lorsque la transmission qui aboutit au transfert a été faite dans un « acte », le seul visa de cet acte dans le certificat de propriété établi selon la loi du 26 mars 1927 dégage le Banquier de toute responsabilité fiscale (sa responsabilité civile étant d'autre part déagée, justement par ledit certificat de propriété). Lorsque la transmission est effectuée par suite de décès, la loi du 25 février 1901 impose au Banquier l'exigence d'un certificat de l'Enregistrement constatant que l'impôt de succession a bien été acquitté (ou qu'il n'y avait pas lieu de le percevoir). Or cette exigence du Fisc, qui à première vue paraît bénigne, crée pour l'établissement chargé du service financier de la Société émettrice, une redoutable responsabilité.

L'instruction du 10 mai 1928 qui fait suite au décret du 9 mai 1928 portant réglementation de la loi du 26 mars 1927 sur les certificats de propriété, donne une idée excessivement précise du rôle fiscal que la loi de 1901 impose aux intermédiaires financiers : nous ne pouvons mieux faire que d'en reproduire l'un des passages les plus typiques :

« Le certificat de l'Enregistrement doit être produit non seulement à l'occasion du décès ou de la déclaration d'absence du titulaire inscrit, mais aussi à la suite de chaque transmission par décès ou absence

« qui ressort des énonciations du certificat de propriété.
« Ce certificat est nécessaire, que le titulaire soit fran-
« çais ou étranger, qu'il soit décédé en France ou à
« l'étranger.

« Il doit également être produit après le décès du
« conjoint du titulaire inscrit, sauf lorsque le certifica-
« teur atteste expressément au certifié du certificat de
« propriété que le titre appartient au survivant, comme
« biens propres.

« Le certificat est affirmatif ou négatif selon que le
« droit de mutation est dû ou non, ce que les agents
« de l'enregistrement sont seuls chargés d'apprécier. Par
« suite, il n'y a pas lieu de s'en tenir au texte littéral de
« la loi du 8 juillet 1852 « certificat constatant l'acquit-
« tement des droits de mutation ».

« Ainsi, il doit être produit après les circonstances
« suivantes :

« 1°) Extinction d'usufruit ;

(Notons au passage que cet exemple qui fait corps
avec l'article 45 de la loi du 13 juillet 1925 n'est appli-
cable que pour une extinction d'usufruit postérieure au
13 juillet 1925, cette loi n'ayant pas été reconnue rétro-
active par l'instruction n° 3859 du 15 juillet 1925).

« 2°) Reversion ou ouverture soit de propriété, soit
« d'usufruit au profit de propriétaires ou usufruitiers
« conjoints ou successifs ;

« 3°) Droit de retour légal ou conventionnel en cas
« de prédécès du donataire, de l'héritier ou du légataire ;

« 4°) Mutation de titres inscrits au nom du titulaire
« postérieurement à son décès, soit comme achat avec
« des fonds lui ayant appartenu, soit en vertu d'une ré-
« partition tontinière ou d'emploi de fonds versés à la

« Caisse d'épargne, soit en échange d'autres valeurs qui
« portaient le même libellé ;

« 5°) Décès des grevés de restitution, des fidéicom-
« missaires, exécuteurs testamentaires ou administrateurs,
« spécialement pour les titres possédés par des étrangers ;

« 6°) Attribution de biens de communauté à l'époux
« survivant, à titre de conventions matrimoniales, en
« paiement de ses reprises, ou pour toute autre cause,
« renonciation à la communauté par la femme ou ses
« représentants.

« Dans tous ces cas, ainsi que dans ceux analogues,
« le certificat de l'Enregistrement sera affirmatif ou né-
« gatif, mais spécial aux titres faisant l'objet de la mu-
« tation, qui devront y être complètement désignés ».

On le voit, l'interprétation du Fisc, en cette matière, dépasse de beaucoup les cadres de la simple perception d'un droit, comme tant d'autres. Le rôle imposé, ici, à l'intermédiaire, est particulièrement caractéristique du rôle général qui est à la base de notre thèse : il l'est d'autant plus que la loi du 26 mars 1927, occasion prise par le législateur fiscal de préciser ainsi son point de vue, est, du point de vue civil une mesure de simplification et d'allègement des charges imposées aux collectivités émettrices !

§ 3. — *Les Sanctions.*

L'Administration a édicté, pour toutes les obligations fiscales que nous venons d'étudier, des sanctions touchant, soit au retard dans les déclarations (180 francs à 9.000 francs d'amende), soit au retard dans les paiements (mêmes pénalités), soit aux omissions ou insuffisances (un droit en sus, majoré de 50 %), le tout sauf

l'application des règles générales tendant à éviter les fraudes fiscales (art. 136-137-138 du Code des Valeurs Mobilières).

Une pénalité spéciale de 40.000 à 400.000 francs sanctionne l'interdiction pour les sociétés de prendre à leur charge l'impôt de transmission.

Quant à l'exigence des certificats d'acquit des droits de mutation, elle se rattache au système, commenté précédemment, élaboré par le Fisc pour éviter la fraude successorale, et, comme telle, se trouve sanctionnée par les mêmes pénalités (soient 900 fr. d'amende plus les droits successoraux exigibles).

Jusqu'à quel point le Banquier chargé par la Société d'effectuer les déclarations et les paiements trimestriels de ses impôts, est-il passible de ces pénalités ? Jusqu'à quel point les actionnaires d'une Société ou la Société, en garantie, pourraient-ils se retourner contre cet intermédiaire sous prétexte que ses déclarations fiscales auraient frustré leurs intérêts (par exemple en acquittant un impôt qui n'était pas dû) ? Le Banquier, par le jeu des prescriptions (5 ans pour l'impôt sur le revenu, 2 ans pour l'impôt de transmission) peut-il rester responsable d'un trop versé alors que son recours en garantie se heurterait à une prescription ou une déchéance ?

Il nous suffit de poser ces questions pour en comprendre l'importance et la gravité. Leur solution dépend beaucoup des circonstances de fait et, essentiellement, du caractère juridique des rapports de la Société émettrice et de l'établissement dit « domicilié » en langage bancaire.

Toutefois, sans entrer dans les détails de ces impor-

tants problèmes, il ne paraît pas téméraire d'affirmer que la responsabilité du Banquier pour les déclarations qu'il effectue ne peut être écartée, catégoriquement, dans tous les cas. Et cette constatation justifie à elle seule l'étude, dans cet ouvrage, de cette intervention si naturelle et si fréquente du Banquier dans le domaine fiscal.

CHAPITRE II

LE ROLE DU BANQUIER EU ÉGARD AUX COLLECTIVITÉS ÉTRANGÈRES

§ 1. — *Rapports avec les collectivités abonnées.*

A

Par collectivités abonnées, il faut entendre les collectivités étrangères qui, tout comme les Sociétés françaises, ont contracté avec le Trésor un abonnement pour le paiement des impôts et taxes qu'elles sont amenées à devoir en raison des titres qu'elles mettent en circulation sur le territoire français (ou des biens qu'elles y possèdent).

Cet abonnement place la collectivité étrangère dans la même situation que la collectivité émettrice française, c'est-à-dire qu'aux yeux du Fisc elle est automatiquement chargée de la perception et du contrôle d'impôts qui, en définitive, sont dus par les porteurs des titres.

Notons immédiatement que, par égard pour les Souverainetés étrangères, le régime de l'abonnement ne peut trouver application en ce qui concerne les fonds d'Etats étrangers.

Mais, en outre, même lorsqu'il s'agit de collectivités étrangères autres que des Etats, le régime de l'abonnement soulevait pour le Trésor français un problème très délicat.

C'est qu'en effet, le pouvoir du Fisc s'arrête aux

frontières : or l'abonnement suppose pour l'Administration un contrôle continu et des garanties à sa portée. Ce contrôle, qui est fonction des sanctions qui l'accompagnent, et ces garanties qui ne valent que par leur facilité de réalisation immédiate, ont été réalisés par l'obligation pour les collectivités étrangères qui désirent se soumettre au régime de l'abonnement : soit de déposer à la Caisse des dépôts et consignations un cautionnement en numéraire (à fixer par le ministre des Finances) (décret du 22 juin 1898), soit de faire agréer par le Ministre des Finances un « représentant responsable » des droits et amendes qu'elles pourraient devoir au Fisc français.

Il est aisé de voir qu'une fois de plus le Banquier se trouvait tout désigné pour être, dans la généralité des cas, l'établissement responsable pour compte de la Société étrangère.

★ ★

La situation de représentant responsable se crée par une soumission à l'agrément du Ministère des Finances. Cette formalité est la contre-partie d'une soumission semblable, souscrite par la collectivité étrangère. Elle est établie sur papier timbré, suivant une formule donnée par l'Administration, elle est signée par les personnes autorisées à signer pour compte de la Banque, la justification de leurs pouvoirs étant jointe à la soumission. Elle contient l'engagement d'acquitter les droits et amendes dus par la collectivité étrangère et celui d'observer pour la rupture du contrat un préavis de trois mois, à partir d'une certaine date à fixer ultérieurement. Bien entendu, l'agrément par le Ministre des Finances est subordonné à la qualité de français ainsi qu'à la solvabilité du représentant : cette dernière

condition explique le rôle primordial du Banquier en pareille circonstance. L'agrément est notifié aux intéressés par l'Administration elle-même c'est-à-dire, en l'occurrence, par le Ministre des Finances ou par le Directeur de l'Enregistrement par délégation du Ministre des Finances.

La publication de la liste des valeurs étrangères abonnées qui acquittent les taxes au 31 décembre et au 30 juin précédent, du nom du représentant responsable, ainsi que de la date du fait générateur de la taxe d'abonnement, est assurée au Journal Officiel les 15 janvier et 15 juillet de chaque année.

★★

Quelle situation juridique découle, pour le Banquier, de son agrément comme représentant responsable ?

Il ne doit y avoir sur ce point aucune confusion : le Banquier n'est pas, comme on pourrait le croire, une simple caution de la collectivité étrangère, débitrice principale vis-à-vis du Trésor ; le représentant responsable est débiteur solidaire des droits et amendes dûs par la collectivité étrangère au Trésor français.

L'intérêt de cette distinction réside dans le fait que le Banquier ne peut invoquer aucun des bénéfices de discussion ou de division. Aussi bien, le Fisc ne manquera pas de s'adresser directement à lui !

A ce sujet, il y a lieu d'ouvrir une parenthèse : Nous envisageons ici la représentation responsable des Sociétés étrangères pour les droits et amendes dus en raison de la circulation en France des titres de ces Sociétés : En effet, le Banquier est, en l'occurrence, particulièrement dans son élément et tout naturellement désigné à cette fonction. Mais il existe une autre source d'imposition des collectivités étrangères pour laquelle

est exigée également la soumission d'un représentant responsable : nous voulons parler de l'imposition des Sociétés étrangères en raison des biens possédés et de l'activité qu'elles déploient en France. Or, il est évident que dans le cas qui nous occupe, le Fisc n'a, en fait, qu'un seul débiteur à qui il puisse s'adresser : c'est le représentant responsable ; au contraire, au cas où la Société étrangère possède des biens en France, le Trésor obtient une nouvelle garantie proportionnelle à l'importance de ces biens et la responsabilité et même le rôle du représentant responsable diminuent corrélativement.

Si donc, en fait, dans ce deuxième cas, le rôle du représentant responsable est généralement celui d'un simple payeur, dans le premier cas au contraire, il importe au Banquier de connaître particulièrement les questions de liquidation de l'impôt et les déclarations auxquelles il est astreint, son rôle de payeur se doublant, le plus souvent, du travail d'établissement des déclarations fiscales.

L'idée générale qui domine le régime fiscal des valeurs étrangères abonnées est que le législateur tend le plus possible à l'assimilation des sociétés françaises et étrangères. Aussi bien, ne pouvons-nous que renvoyer aux règles générales exposées dans le chapitre précédent, sous réserve toutefois des trois observations suivantes :

1) Les impôts, acquittés trimestriellement, sont calculés sur une quotité imposable déterminée par le Ministre des Finances après enquête des services de l'Enregistrement et avis d'une commission spéciale. Cette quotité est, de plus, révisable périodiquement, sans que la période ainsi fixée puisse dépasser trois ans.

2) Il n'est pas fait de distinctions pour la perception du droit de transmission entre les titres nominatifs et les titres au porteur. Dans ces deux cas l'impôt s'acquitte sous forme de taxe annuelle.

3) Le paiement du droit de timbre dont nous avons exclu l'étude dans notre précédent paragraphe, est également effectué par le Banquier ; mais, ici, et sous réserve de ce qui a été dit précédemment pour le cas où la collectivité étrangère possède en France des biens (succursales ou bureaux), il semble bien que le rôle du Banquier prenne une signification autre que celle signalée dans notre premier paragraphe. Il s'agit en effet pour le Fisc de recouvrer un impôt qui doit rester, en définitive, à la charge de la collectivité émettrice. Ne pouvant atteindre cette collectivité, il s'adresse au Banquier sauf pour ce dernier à se faire rembourser par le véritable débiteur : c'est donc là un véritable service de recouvrement que nous retrouverons d'ailleurs en étudiant le même droit de timbre sur les valeurs non abonnées.

★★

La responsabilité du Banquier découlant de son engagement est limitée au paiement des droits et amendes dus par la Société, en raison des opérations précisées dans la soumission effectuée.

En principe, cette responsabilité s'étend, du premier fait générateur de l'impôt (publié au Journal Officiel) jusqu'au moment où les taxes ne sont plus exigibles.

Elle peut néanmoins prendre fin, soit automatiquement, soit volontairement :

1°) Automatiquement, en cas de radiation de la cote des titres abonnés, motivée par le défaut de paiement des droits ; de même en cas de faillite ou de liquidation

judiciaire de la Société abonnée. La responsabilité du Banquier ne prend fin, en ces cas, qu'au jour de la radiation de la cote ou au jour du jugement déclaratif de faillite ou de liquidation judiciaire.

2°) Volontairement, sauf au Banquier à déposer, contre récépissé entre les mains du Receveur, ou, par poste, par lettre recommandée, une dénonciation de son engagement ; cette dénonciation doit être faite trois mois avant l'échéance de la période fixée par le Ministre des Finances en même temps que la quotité imposable. Si ce délai de préavis n'était pas observé, le Banquier se trouverait automatiquement engagé pour la durée de la nouvelle période (3 ans au maximum) fixée par le Ministre des Finances.

B

On a vu que, quelle que soit la forme (nominative ou au porteur) des titres émis par les collectivités étrangères abonnées, ces titres supportent la taxe forfaitaire de transmission.

La loi du 27 décembre 1927 et l'arrêté du 6 juin 1928 ont eu pour but d'effacer la différence de régime fiscal existant ainsi entre titres nominatifs de collectivités françaises et étrangères, mais cette réforme avait laissé encore une lacune : l'assimilation au régime des titres nominatifs français n'était prévue que lorsque la collectivité étrangère possédait « un siège, établissement, ou succursale français ».

La loi du 31 juillet 1929 art. 6 (réglementée par l'arrêté du 7 octobre 1929) a comblé le trou du système précédent en étendant les règles d'assimilation, dans le cas où « à défaut de siège, établissement ou succursale français », la centralisation des titres circulant en France

peut être réalisée par « le représentant responsable désigné pour acquitter les taxes d'abonnement et l'établissement de banque chargé du service financier des titres ».

Empressons-nous de dire que représentant responsable et établissement de banque chargé du service financier ne feront généralement qu'un, et soulignons l'allusion officielle faite par le Fisc au rôle qu'il affectionne de faire jouer au Banquier.

Quel est alors le régime prévu par l'article 6 de la loi du 31 juillet 1929.

C'est exactement celui prévu et déjà étudié du droit de transfert des titres nominatifs français. Pour s'y soumettre, la collectivité étrangère doit, après une déclaration préalable à l'enregistrement, soit déléguer à son Banquier le pouvoir exclusif d'effectuer les immatriculations, transferts ou conversions des titres circulant en France, au nominatif, soit l'autoriser à recevoir en dépôt tant les titres nominatifs que les titres au porteur, pour délivrer à leur place des certificats nominatifs.

Le Banquier ainsi chargé de la centralisation des titres nominatifs est tenu de posséder un registre, sur papier libre, comportant, jour par jour, l'inscription des immatriculations des titres ou certificats, celle des délivrances des certificats nominatifs, enfin celle de toutes opérations de transfert ou de conversion. Pour compte de la Société étrangère il récupère, au moment de chaque transfert ou conversion, l'impôt de transmission, se conformant aux règles précédemment exposées en cette matière (décret du 17 juillet 1857). Généralement, en tant que représentant responsable, il reverse, trimestriellement au Fisc, l'impôt ainsi retenu.

Ainsi, l'on peut dire que la loi de 1929 a eu pour résultat de consacrer le rôle du Banquier dans la perception des impôts auxquels sont soumises les collectivités étrangères abonnées. Ce rôle que, jusqu'ici, nous n'avions mentionné que comme logiquement et pratiquement réalisé par le Banquier, nous le retrouvons légalement envisagé, et aggravé par une disposition telle que l'intermédiaire est considéré non seulement comme responsable des droits supportés par les titres émis, mais encore comme étant, au point de vue particulier des titres nominatifs, le véritable émetteur de ces titres.

§ 2. — *Rapports avec les collectivités non abonnées.*

A

Quelle va être l'attitude du Fisc et le rôle imposé au Banquier, lorsque les collectivités étrangères introduisent leurs titres en France, sans souscrire au préalable un abonnement impliquant la constitution d'un représentant français responsable des taxes frappant les titres émis par elles ?

La solution de cette question fiscale est intimement liée à celles de questions politiques et économiques qui débordent le cadre de notre sujet. En effet, l'imposition des valeurs mobilières étrangères, tant par son taux que par les modalités de sa perception, est susceptible d'entraîner des mouvements politiques et économiques extrêmement graves, non seulement du point de vue international mais encore (et c'est ce côté de la question qui nous intéresse le plus) au point de vue strictement national. C'est ce qui explique qu'en l'espace de quatre années les théories fiscales se soient trouvées modifiées à trois reprises différentes. Aussi bien, un court histo-

rique de ces diverses solutions nous paraît-il nécessaire avant d'aborder le régime actuel.

1) Avant la loi du 31 juillet 1929, le principe était l'abonnement obligatoire des collectivités étrangères autres que les Etats souverains. En conséquence, le Banquier ne pouvait servir d'intermédiaire pour l'émission en France de titres étrangers non abonnés sous peine d'une amende de 9 % de la valeur des titres introduits illicitement (avec minimum de 50 francs). (Loi du 29 juin 1872, décret du 6 décembre 1872, loi du 13 avril 1898, décret du 22 juin 1898, loi du 29 mars 1914).

Quant aux « fonds d'Etat » ils pouvaient être introduits en France sans être abonnés, mais à condition, sous peine de l'amende de 9 % (avec minimum de 100 francs), d'être timbrés au comptant préalablement à toute remise aux souscripteurs, la première opération de « l'introduction » devant, d'autre part, être déclarée dix jours à l'avance, à l'Enregistrement.

Est-ce à dire que sous un tel régime aucun titre de collectivités étrangères non abonné ou non timbré ne pouvait circuler en France ? Non pas, et les différentes études touchant aux valeurs non abonnées ou non timbrées, que nous avons effectuées dans notre deuxième partie, trouvaient leur application (sans nul doute assez rare) dans les cas où les titres étrangers étaient importés en France, isolément.

2) La loi du 31 juillet 1929 vint substituer le régime de liberté au système restrictif précédent. Cette loi était malheureusement trop libérale à deux points de vue :

D'abord, elle obligeait le Banquier à tenir compte de la distinction, déjà signalée plus haut, entre « Fonds d'Etat » et valeurs des autres collectivités étrangères :

Alors que les premiers ne pouvaient être introduits (nous aurons à préciser plus loin ce terme général) en France qu'après avoir été préalablement timbrés au comptant, les deuxièmes (sauf les mesures de sécurité, telles l'autorisation du Ministre des Finances et les publicités légales, dont l'étude ne peut être comprise dans notre sujet) n'étaient soumises à aucune formalité fiscale.

Or, la distinction entre « Fonds d'Etat » et autres titres étrangers était particulièrement subtile : le caractère actuellement rétrospectif de cette différence nous permet de ne faire que la signaler.

En second lieu, cette absolue liberté laissée aux collectivités étrangères eu égard aux obligations fiscales, mettait, tout au moins vis-à-vis des titres ayant pu être introduits, les titres français en état d'infériorité (tout titre français ne pouvant être émis que timbré préalablement). Certes, le titre étranger ne pouvait circuler en France sans être timbré, mais cette formalité n'advenait qu'après l'introduction en France, et pour ainsi dire « en dehors » de la collectivité émettrice.

3) La loi du 16 février 1932 est venue corriger cette double lacune de la loi du 31 juillet 1929 en étendant aux titres des « Sociétés, compagnies, corporations, villes, provinces et établissements publics » les règles applicables aux fonds d'Etat.

Il n'y a donc actuellement plus de différence, tout au moins quant aux obligations du Banquier, entre fonds d'Etat et autres titres étrangers, la restriction de cette conclusion faisant sa place au caractère facultatif laissé pour les seules sociétés, compagnies, etc., étrangères, (à l'exclusion des fonds d'Etat) à l'obligation de contracter un abonnement avec le Trésor français.

★★

C'est aux formalités prévues par l'article 44 de la loi du 29 mars 1914 que la loi du 16 février 1932 soumet dorénavant les titres des collectivités étrangères ; de là (et a fortiori lorsqu'il s'agit de fonds d'Etat) diverses obligations fiscales imposées au Banquier intermédiaire :

1) Dix jours avant toute « annonce, publication ou réalisation » d'une « émission, mise en souscription, exposition en vente, introduction sur le marché, remboursement ou conversion » de titres étrangers, le Banquier doit en effectuer la déclaration au bureau de l'Enregistrement.

La portée d'application de ce texte est délicate à déterminer : l'Administration (Monsieur Poincaré, alors ministre des Finances) s'est appliquée à donner des définitions (1) de chacun des termes choisis par le législateur :

« Emission » est « une expression générale, qui comprend tout placement de valeurs mobilières nouvelles sur le marché français par la collectivité ou son mandataire ».

Par « Exposition en vente » ou « Mise en souscription » il faut entendre « une émission qui, au lieu d'être ouverte et close à dates fixes, se prolonge indéfiniment, jusqu'à ce que le but poursuivi soit atteint. »

L'« Introduction sur le marché » désigne « le fait du Banquier, de l'Etablissement de crédit, du professionnel en matière d'achat et de vente de valeurs de bourse qui écoule sur le marché français des titres qu'il a acquis en

(1) Définitions citées par M. F. Marsal dans son *Encyclopédie de Banque et de Bourse* (T. II) et par M. Maguéro dans son *Traité* : n° 417 à 435.

vue de créer sur la place un courant d'affaires sur ces valeurs, ou d'accroître celui déjà existant. »

Enfin les opérations de « remboursement ou conversion » s'entendent comme rattachées à un service organisé, impliquant soit une domiciliation des titres étrangers, soit la réception par le Banquier intermédiaire, d'une provision versée par la collectivité émettrice.

Mais, pour aussi précises que soient ces définitions qui, par ailleurs, servent à interpréter les dispositions concernant la publicité des émissions et la nécessité de l'autorisation prévue par les lois du 31 mai 1916 et 31 décembre 1920, elles ne suffisent pas à mettre en relief une limite particulièrement difficile à bien marquer, d'autant que le facteur subjectif intervient en fin de compte pour l'estomper davantage.

Nous avons déjà eu l'occasion dans notre deuxième partie de signaler la fâcheuse rédaction de la loi de 1914 (art. 44 et 45). Maintenant que nous sommes en possession des éléments constitutifs des deux situations juridiques concurrentes, nous pouvons voir la difficulté qu'il y a à les distinguer : à quel moment le Banquier qui effectue une opération sur un ou plusieurs titres étrangers non abonnés agit-il comme assujetti aux termes de l'article 44, à quel moment agit-il comme assujetti aux termes de l'article 45 de la loi du 29 mars 1914 ?

Nous croyons qu'une délimitation brutale n'est pas possible à établir : l'attitude du fisc doit s'inspirer des circonstances de fait qui accompagnent l'opération effectuée par le Banquier, et c'est en fin de compte à ce dernier qu'il appartient de, par son attitude et s'il y a lieu par les documents établis, mettre l'Administration dans l'impossibilité de s'arrêter à une fausse interprétation de son rôle d'intermédiaire.

Si donc, des circonstances de l'opération il ressort que l'article 44 doit trouver application, le Banquier doit se soumettre aux obligations fiscales étudiées, étant précisé : a) que le délai de dix jours s'entend, non compris le jour de la déclaration ; b) que l'annonce ou la publicité visée par la loi, est celle qui est faite personnellement par le Banquier émetteur, le tiers annonceur pouvant, le cas échéant être déclaré responsable d'une amende, au paiement de laquelle le Banquier ne serait pas tenu.

2) Mais le rôle du Banquier prend toute sa signification lorsque le Fisc y ajoute l'obligation de ne remettre les titres non abonnés aux « souscripteurs, preneurs, acheteurs ou possesseurs » qu'après avoir préalablement acquitté le droit de timbre au comptant.

En effet, cette disposition légale, par la généralité et la variété des expressions qu'elle contient, ne permet pas au Banquier d'envisager une émission de titres étrangers en France, sans le paiement du droit de timbre au comptant et comme, de plus, l'intermédiaire est constitué automatiquement responsable de ce droit de timbre, il est par contre-coup obligé de prendre eu égard à la collectivité étrangère, l'attitude du Fisc eu égard aux collectivités françaises.

Taux, liquidation, sanctions, autant de questions dont les principes généraux ont déjà été relevés ; nous renvoyons donc à ce sujet aux développements contenus deuxième partie § 3, B.

B

Les dispositions libérales de la loi du 31 juillet 1929, bien que modérées avec bon sens par la loi du 16 février 1932, étaient (et sont en réalité) susceptibles de créer une augmentation sensible des titres étrangers non abonnés. Le législateur fiscal a prévu ce contre-coup économique

et, partant, a essayé de « diriger » ce nouveau courant qu'il avait lui-même créé. C'est le but de l'article 7 de la loi du 31 juillet 1929 ; c'est également un nouvel exemple de mise à contribution du Banquier !

Le système employé par le fisc, pour obtenir un contrôle plus intensif des titres non abonnés, est le même que celui, déjà signalé, pour réaliser l'assimilation aux titres nominatifs français, c'est-à-dire le dépôt des titres dans une banque chargée de tenir une comptabilité stricte de ces titres et des opérations effectuées sur eux.

Bien entendu, à mesure que le contrôle de l'Administration grandissait et que les droits de transfert et conversion devenaient applicables, le taux de l'impôt sur le revenu devait être réduit en conséquence et ramené au même niveau que celui de l'imposition des titres français.

Le décret du 20 février 1930 a réglementé l'application de l'article 7 de la loi du 31 juillet 1929 et avec lui nous retrouvons les trois obligations habituelles auxquelles est soumis le Banquier, soient : une déclaration préalable, la tenue de registres, l'avance de l'impôt. Par ailleurs, notons qu'une mesure de sécurité supplémentaire est prévue par le législateur, qui consiste, pour l'Etablissement chargé de la garde des titres, à se faire agréer par le Ministre des Finances sur avis du Directeur de l'Enregistrement et du Directeur du mouvement général des fonds.

Les Etablissements ainsi agréés doivent donc, en premier lieu, déclarer au bureau de l'Enregistrement (du siège social et s'il y a lieu du siège et des agences) la date du commencement des opérations de dépôt. Cette déclaration est signée par les représentants de la Société qui ont, bien entendu, à justifier de leur capacité.

Elle est accompagnée d'une copie de la lettre d'agrément et doit être modifiée en cours d'opérations, s'il y a lieu (changement d'adresse, suppression d'agences, cessation du régime).

Les titres étrangers, non abonnés, sont alors déposés chez le Banquier agréé contre récépissés nominatifs, extraits d'un registre à souche. Ces récépissés font mention des nom, prénoms et domicile du déposant, des nature, nombre et numéros des titres déposés ; ils se réfèrent au numéro d'inscription sur le « registre des dépôts », ainsi que, lorsqu'ils reviennent au Banquier, au numéro d'inscription, sur le « registre des retraits », des titres qu'ils représentent ; ils font enfin mention de la cause de leur création (soit, l'article 7 de la loi du 31 juillet 1929).

Les deux registres de « dépôt » et de « retrait » dont il est question précédemment, sont obligatoirement tenus par le Banquier, sur papier libre, cotés et paraphés selon l'article 11 du Code de Commerce ; ils se réfèrent l'un à l'autre grâce à des numéros d'ordre ; ils contiennent l'indication de la date de l'écriture, la désignation des titres et celle du déposant ou du retrayant. Le registre des retraits contient en outre la liquidation des droits de conversion.

Enfin, et c'est le principal objet de la loi de 1929, un troisième registre est prévu, se référant au registre des dépôts, destiné à comptabiliser les opérations de paiement ou négociation soit des coupons, soit des chèques ou autres instruments de crédits créés pour le paiement des revenus échus sur les titres déposés ; ce troisième registre se substitue au registre n° 1 tel qu'il est prévu par la loi du 29 mars 1914 (décret du 21 juin 1914).

Cette triple comptabilité est utilisée par le Fisc de la façon suivante :

Tous les mois, dans les dix premiers jours, le Banquier dépose au bureau de l'Enregistrement compétent : 1) Le relevé au dernier jour du mois précédent des opérations portées au registre des retraits ; 2) un extrait, arrêté également au dernier jour du mois précédent, des écritures figurant au registre des paiements de coupons.

Ces deux relevés sont certifiés conformes par signature ou par apposition d'une griffe ; ils sont totalisés et accompagnés du paiement des droits de conversion et des impôts sur le revenu, qu'ils font ressortir.

Les questions de liquidation de ces impôts sont celles déjà étudiées au cours de nos précédentes études ; le taux actuel est de 0 fr. 50 % pour le droit de conversion, de 17 % pour l'impôt sur le revenu (loi du 23 décembre 1933). Ce taux réduit n'est applicable aux revenus payés par chèque ou par tout autre instrument de crédit, que si ce paiement est effectué par l'intermédiaire du Banquier dépositaire des titres, qui, sur le bordereau n° 1 présenté par le porteur du chèque, se réfère au n° du registre des dépôts.

Cette réglementation particulièrement étudiée prévoit enfin le cas où l'Etablissement bancaire cesserait, volontairement ou par suite d'une décision du Ministre des Finances, de recevoir les titres étrangers, conformément aux règles de la loi de 1929. Dans ce cas, le droit de conversion serait immédiatement exigible, à moins que les titres ne soient transférés chez un autre Etablissement agréé avec la même destination.

C

L'utilisation du Banquier dans un but essentiellement fiscal semble tenter le législateur moderne qui profite de toutes les occasions à cette fin.

La loi du 16 février 1932, article 4, le démontre une fois de plus d'une façon toute spéciale car le rôle fiscal du Banquier est, en l'occurrence, rattaché à un rôle purement économique, soit la représentation des intérêts français dans les affaires étrangères.

Rappelons qu'à l'instar de ce qui est réalisé par certains pays étrangers, en particulier sous la forme des « Administratie kantooren » hollandais et des « Trustees » américains, et en amorce (involontaire d'ailleurs) de l'idée développée, nous l'avons signalé, par les socialistes à l'appui de la réforme tendant à la suppression des titres au porteur, on a cherché à développer en France l'institution de « Comptoirs d'Administration » au bénéfice desquels les porteurs français de titres étrangers se dessaisiraient des droits moraux attachés à leur titre (vote aux assemblées, représentation morale) en conservant bien entendu leurs avantages pécuniaires qui leur seraient payés par la Société de gestion grâce à l'émission par ladite Société de certificats nominatifs.

Déjà, dans ce but, l'article 30 de la loi du 31 juillet 1920 avait franchi une première étape en exonérant de l'impôt sur le revenu, dans la mesure où les titres étrangers qu'ils représentaient payaient eux-mêmes ledit impôt, les certificats émis par les « Comptoirs » (les banques dans la généralité des cas) en représentation des titres qu'ils détenaient pour compte de leurs clients. Mais l'un des principaux inconvénients du système français (très incomplet d'ailleurs du fait que les certificats représentatifs sont toujours considérés, par le lé-

gislateur, dans leurs rapports avec les titres étrangers, et ainsi, donnent lieu aux mêmes impôts que ces titres étrangers), était de soumettre au timbre de dimension les certificats émis par les Banquiers français chargés de représenter les porteurs français à l'étranger.

L'article 4 de la loi du 16 février 1932 a supprimé cette imposition, le législateur reconnaissant, dans l'exposé des motifs, que les banques françaises étaient, par la disposition fiscale abolie, en état d'infériorité vis-à-vis de leurs concurrentes étrangères qui, créant matériellement leurs certificats à l'étranger, échappaient au timbre de dimension.

Mais, et c'est là que, par une déviation assez caractéristique, nous rejoignons le domaine propre de notre sujet, dans cette même loi du 16 février 1932, le législateur a décidé que, dorénavant, l'impôt sur les revenus encaissés, à l'étranger, sur les titres représentés ainsi par des certificats circulant en France, ne serait plus déclaré et acquitté par le véritable propriétaire des titres, porteur du certificat représentatif (art. 37 de la loi du 29 mars 1914 modifié par l'article 6 de la loi du 16 février 1932). Le Banquier, émetteur des certificats (avec l'autorisation prévue par les lois des 31 mai 1916 et 31 décembre 1920) devenait ainsi, encore une fois, le collecteur de l'impôt qu'il était chargé d'acquitter dans les dix jours de l'encaissement des revenus, sous les sanctions de la loi du 29 mars 1914.

C'est le décret du 3 janvier 1933 qui a réglé dans le détail le mécanisme tendant à faciliter le contrôle fiscal sur les recouvrements effectués par le Banquier.

Il prévoit en premier lieu une déclaration au bureau de l'Enregistrement du siège de la banque émettrice, laquelle déclaration fait connaître les modalités de l'é-

mission ainsi que les caractéristiques des titres que les certificats émis vont représenter. La relation entre certificats et titres est d'ailleurs précisée sur le certificat lui-même, détaché d'un registre à souches.

En deuxième lieu, le Banquier doit tenir un registre, sur papier libre, qui comptabilisera chronologiquement, d'une part les émissions de certificats (représentant les valeurs étrangères), d'autre part les échanges de titres contre les certificats. Ainsi au moment de chaque distribution de revenu il sera aisé de connaître le nombre de certificats en circulation.

Enfin, le paiement de l'impôt sur les revenus distribués s'effectuera dans le délai légal, accompagné :

- 1) d'un état des sommes à payer établi en fonction de la date d'encaissement, du cours du change et de la valeur de la distribution (sans autre déduction que celle des impôts locaux) ;

- 2) d'une copie du registre, précédemment analysé, arrêtée au jour de la mise en paiement des revenus ;

- 3) de pièces justifiant, en langue française, du quantum distribué, lorsque cette distribution est faite sur des « actions, parts de fondateurs ou autres titres d'associés » (bilan, rapports, etc.), étant précisé par ailleurs qu'un délai de 30 jours, à compter du paiement de l'impôt, est accordé pour rassembler ces documents.

Les Banquiers ont eu jusqu'au 31 janvier 1933 pour s'adapter aux nouvelles exigences fiscales en la matière et il convient de noter que l'Administration, commentant, dans son instruction n° 4149, les dispositions du décret de janvier, a décidé que ne serait pas applicable au nouveau mode de paiement de l'impôt sur le revenu le système des « affidavit ».

CONCLUSIONS

Nous en avons terminé avec la description de cet échaffaudage quasi inextricable dont le législateur fiscal a, année par année, inlassablement, entouré le Banquier moderne.

Or, de même que, dans notre introduction à cette étude, il nous a paru nécessaire de nous placer sur un terrain plus général, faisant ressortir la véritable physiologie du Banquier dans la vie économique et sociale, de même, au moment de tirer une conclusion d'une situation juridique strictement délimitée, devons-nous évoquer une notion fiscale plus générale, qui contribuera à mieux « situer », à préciser davantage, la position du Banquier moderne à l'égard du Fisc. Nous faisons allusion au droit de regard de l'Administration à l'encontre des contribuables.

Ce droit de regard (article 89 du Code des valeurs mobilières, articles 10 et 27 du Code des impôts sur le revenu, article 8 du Code de l'impôt sur le chiffre d'affaires), dont nous ne développerons ici ni les caractéristiques ni le fonctionnement pratique, est absolument général et oblige tout commerçant à représenter aux agents du Fisc ses « livres, registres, titres, pièces de recettes, de dépenses et de comptabilité » (la loi du 31 juillet 1920 va jusqu'à employer dans l'énumération des pièces exigibles, l'expression « etc... »).

Mais si le Banquier est soumis à ce contrôle comme tout commerçant, le rôle spécial joué en matière d'im-

position par ce contribuable particulier, rôle qui est la base même de notre étude, a amené l'Administration à renforcer ses droits déjà si importants : c'est la loi du 4 avril 1926 qui étend le droit de regard au paiement des impôts dus tant par les banques « que par des tiers » ; ce sont tour à tour les articles 174 du Code de l'Enregistrement (coffres-forts), 130 du Code des valeurs mobilières (opérations de bourse), 62 du même Code (coupons non abonnés), la loi du 30 mars 1929 art. 34 (opérations de change) qui, dans chaque cas particulier, ont élargi ce droit d'investigation.

Ainsi, dans la masse des contribuables, le Banquier a pris une place spéciale, tant à cause du genre spécial des affaires qu'il traite qu'en raison de son importance économique. La Banque est apparue au Fisc comme un terrain particulièrement praticable pour le contrôle de la matière imposable. Il y a eu rapprochement intensifié du Banquier et du Fisc.

Que faut-il penser de ce rapprochement ?

★★

Nous plaçant d'un point de vue purement doctrinal, nous devons, en premier lieu, constater que le système adopté par le législateur fiscal est à la fois logique, pratique et élégant. /

1) C'est un système logique :

Les idées ont évolué depuis la révolution. A l'individualisme des premiers républicains a succédé la notion de « groupement d'individus », de « collectivités privées ».

Cette notion s'est développée, en fait. Les groupements (associations, syndicats, sociétés, coopératives, etc...) ont pris une force corrélative à leur toujours

croissante concentration. Mais cette force, cette puissance des groupements, la loi ne la reconnaît que peu à peu, à mesure que le droit se révèle dangereusement retardataire sur les faits qu'il doit diriger.

Aussi, à l'heure où le législateur civil ou commercial hésite à reconnaître l'existence de ce courant nouveau créé par ces collectivités privées, à l'heure où la Constitution de l'Etat se révèle elle-même incapable de s'accorder avec l'ordre social actuel, il n'est pas sans intérêt de remarquer que le législateur fiscal, sur le terrain essentiellement mouvant qui lui sert de base, essaye par une collaboration de plus en plus étroite, de s'appuyer sur ces nouveaux centres d'activité collective.

Cette façon d'opérer est, disons-nous, essentiellement logique car, à mesure que les activités individuelles se centralisent en quelques mains, à mesure qu'un organisme privé devient la représentation, ou se trouve obligatoirement en contact avec une multitude d'intérêts individuels, cet organisme apparaît comme le reflet de l'organisme-Etat, et il est normal qu'il lui serve d'intermédiaire. Ainsi, du tronc de l'arbre partent les branches maîtresses qui se divisent, à leur tour, en d'innombrables ramifications.

Au demeurant, cette utilisation du contribuable lui-même pour le contrôle du rendement des impôts, n'est-elle pas une application d'une tendance, qui d'ailleurs se généralise, à l'institution d'une certaine auto-surveillance du contribuable (déclaration des revenus payés aux tiers, dépôt aux mairies de la liste des personnes imposables (1), diffusion de plus en plus large, dans le public, de la situation budgétaire et de l'état de la Tré-

(1) Art. 51, loi du 28 février 1933.

sorerie, participation des syndicats de contribuables à la réalisation d'économies) (1) ?

Cette utilisation des forces des collectivités privées par la collectivité publique, cet appui du pouvoir central sur les pouvoirs particuliers, ne se ramènent-ils pas au grand problème du syndicalisme en faveur duquel un fort courant, tant intérieur qu'extérieur, est à l'heure actuelle facilement décélable ?

Enfin, cette emprise de l'Etat sur une branche d'activité spéciale dont « le produit reste à quelques-uns, quand c'est la totalité des citoyens qui en sont titulaires et qui devraient bénéficier des avantages qu'elle donne » (2) ne touche-t-elle pas à une conception particulière d'un des plus grands partis politiques de l'histoire ???

Aussi bien est-ce pour nous une nouvelle occasion de montrer, sans nous y attarder davantage, à quel point notre sujet limité se rattache à de grands problèmes financiers, constitutionnels, économiques ou politiques ; de même, les petits sentiers de montagne si

(1) Citons à ce sujet ce passage caractéristique de l'exposé des motifs de la proposition de loi tendant à la création d'une carte d'identité fiscale, œuvre inchangée par les députés signataires (250 environ) du Syndicat des contrôleurs des contributions directes (Chambre des Députés, 15^e législature, Proposition n° 2038) :

« Si nous avons tenu à présenter ce texte sans y changer un mot, c'est d'abord qu'il nous a paru intéressant que la Chambre délibère et se prononce sur un travail d'hommes de métier qui connaissent la matière fiscale, qui savent comment on la découvre et comment elle s'échappe. En second lieu, nous avons voulu montrer, par cet exemple, que des Associations intéressées pouvaient être utilement consultées sur des questions où elles sont compétentes. Aujourd'hui, c'est l'une d'elles qui, d'elle-même, offre sa collaboration. Puisse la Chambre encourager cette initiative en lui faisant bon accueil, et ainsi, en provoquer d'autres ».

(2) Discours de M. C. Reboul au Sénat. J. O. Séance du 17 mai 1933.

pittoresques en eux-mêmes, laissent découvrir au touriste qui les parcourt les formidables horizons, les imposants édifices naturels qu'il serait si intéressant, un jour ou l'autre, de parcourir dans tous les sens.

2) Ce système logique est un système pratique.

Le contrôle du Fisc est d'autant plus simplifié que la centralisation des intérêts individuels est poussée à son extrême limite.

Les grands Etablissements de crédit, aux succursales multiples, en rapport avec une clientèle aussi nombreuse que dispersée, utilisant un matériel perfectionné, disposant de spécialistes qualifiés, sont pour la Régie des auxiliaires précieux qui évitent une perte de temps et un personnel considérable.

Par ailleurs, l'étude qui précède a démontré le soin que le législateur a mis pour réglementer chaque intervention du Banquier, agent du Fisc, centralisateur des déclarations éparses. Cette comptabilité méthodique, ces registres tenus conformément à la loi, ces déclarations fournies sur des formules créées par l'Administration elle-même, établies par des personnes habituées à ce travail, tout cela, rend au Fisc un service appréciable de clarté et de simplification.

Enfin, l'expérience a montré qu'en matière de lutte contre la fraude fiscale, le système préventif est beaucoup plus efficace que le système répressif : or, comment prévenir la fuite, si importante, des valeurs mobilières à l'impôt, sinon en essayant de dénombrer et discriminer ces valeurs là où elles sont inévitablement attirées ?

3) Ce système fiscal est élégant car il aboutit à substituer à l'« Etat-Fisc » la collectivité privée, en l'es-

pèce le Banquier. Or cette substitution entraîne un double avantage :

a) Dans les rapports du Fisc et du contribuable.

Il y a lieu tout d'abord de tenir compte d'un facteur essentiellement psychologique : l'aversion du contribuable pour le Fisc. Or, en l'espèce, cette aversion sera sensiblement « amortie » par la suppression de tout contact direct entre contribuable (débiteur de l'impôt) et Fisc. Ce n'est plus le Fisc qui réclame la justification du paiement des droits de succession : c'est le Banquier chargé du service des titres dont on est porteur. Ce n'est pas au Fisc qu'on paie l'impôt de Bourse, c'est au coulissier que l'on a chargé de l'opération ; etc...

Mais il y a plus : En général, en effet, l'intervention du Banquier se traduit par une « retenue » de l'impôt ; le Banquier ne demande pas de l'argent au contribuable, il lui en donne, sous déduction de l'impôt ; c'est le jus de citron qui sert à faire avaler l'huile de ricin. Le procédé est enfantin : il est incontestable qu'il garde une notable influence et qu'il concilie jusqu'à un certain point les avantages de l'impôt indirect et ceux de l'impôt direct.

Enfin, non seulement le contribuable n'a plus en face de lui, au lieu de son adversaire de toujours qui lui réclame (encore) de l'argent, que son propre Banquier qui lui paie ses revenus, mais encore il n'est soumis à aucun contrôle, il ne doit établir aucune déclaration, il peut faire confiance à son Banquier pour le calcul des impôts à payer, et, ce qui plus est, le cas échéant, il bénéficie de certains avantages particuliers (réduction du taux de l'impôt, représentation de ses intérêts à l'étranger) à mesure que le contrôle du Fisc est plus à même de s'exercer.

b) Dans les rapports du Fisc et du Banquier, l'avantage de la méthode que nous analysons ressort du fait que la déclaration et la retenue de l'impôt sont faites par le Banquier qui n'est pas le véritable débiteur de l'impôt, et qui, en fin de compte, ne le supporte pas.

Aussi, étant donné, d'une part les fortes pénalités qui menacent tout dissimulateur, et d'autre part le peu d'intérêt que présente pour le Banquier un manquement volontaire à ses obligations fiscales, le Fisc est assuré de déclarations impartiales, scrupuleusement étudiées, établies par l'intermédiaire d'un agent solvable, dont la probité et la conscience professionnelles sont garanties par une discipline rigoureuse, au sein d'une corporation syndiquée et consciente de son rôle économique et social.

★ ★

Est-ce à dire que cette réalisation du « Banquier agent du Fisc », adaptation moderne d'un « Fonctionnarisme » privé, soit exempte de critiques ?... Nous ne le pensons pas, et comme pour tout système, un abus irréfléchi de l'utilisation des banquiers comme auxiliaires de la Régie, amènerait un renversement de la situation que nous envisagions à l'instant même, sous l'œil le plus favorable.

Comme nous le signalions au cours de notre étude, la question économique se mêle parfois intimement à la question fiscale.

M. Jacquier, rapporteur du budget de 1933, ne disait-il pas : « Il n'est plus possible, aujourd'hui, de séparer les problèmes économiques et les problèmes budgétaires. Qu'on le veuille ou non, l'Etat a pris une telle place dans le domaine économique, que son budget et

« l'économie nationale exercent l'un sur l'autre une action continue ? » (1)

Aussi bien l'écueil d'une généralisation immodérée et surtout désordonnée du système étudié, serait-il dans ses conséquences économiques soit : discrédit des banques, diminution de la confiance étrangère, fuite des capitaux, thésaurisation, etc.

Ainsi, l'actualité du problème, sa difficulté que des événements tant anciens que présents ont si souvent mis en relief, sa position critique au milieu de problèmes encore plus importants, plus délicats, souvent plus politiques que techniques, tout cela nous incite à souligner, une fois pour toute et pour éviter une interprétation fautive d'une conclusion logique, qu'une idée, aussi bonne soit-elle, ne vaut que par la façon dont elle est exprimée et par les applications pratiques qu'on en fait.

Par la façon dont elle est exprimée, disons-nous, et nous songeons, dès le début, à une question de forme qui est pourrait-on dire le défaut congénital de la législation étudiée.

Nous l'avons vu au cours de notre étude, nous nous trouvons en présence d'un assemblage de textes échelonnés, quant à leur création, de 1872 à nos jours, remaniés, quant à certains, à plusieurs reprises, élaborés, quant à d'autres, pour une catégorie de contribuables à laquelle le Banquier n'a fait que se substituer logiquement.

Or, le travail auquel nous nous sommes livrés nous semble suffisamment probant à ce sujet, en réalité il apparaît que ce cumul de lois éparses a abouti à la création d'un véritable « système fiscal » que le législateur eut dû en premier lieu souder, coordonner, en un mot organiser.

Ce travail d'organisation aurait très certainement

(1) Chambre des Députés, 15^e législature, n° 1534, p. LIII.

permis d'éviter les critiques de fond que nous allons être amenés à dégager, et, sans doute, le besoin se serait fait sentir d'une réforme globale qui aurait trouvé pour sa hardiesse et son modernisme une raison indiscutable et logique dans l'évolution législative de près d'un siècle.

Pour l'instant la tâche est de juger les textes existants et, sous réserve des critiques générales touchant à la forme de cette législation, de se demander si l'Administration et, sans effectuer pour cela la « refonte » que nous souhaitions à l'instant, le législateur moderne ont tiré du système étudié tous les avantages pratiques qu'il est à même de procurer.

Cela, nous ne le croyons pas.

A notre sens, le législateur n'a pas assez marqué le rôle nouveau qu'il imposait au Banquier.

D'une part, ce dernier est un contribuable astreint comme tel au paiement des diverses contributions ; d'autre part, il est un agent de contrôle et de perception.

Dans le premier cas le Banquier se trouve face au fisc ; dans le second cas, il se trouve à côté du fisc.

La position n'est pas la même, les rapports ne peuvent être assimilés.

Certes, nous ne critiquerons pas le système des « amendes » qui est à peu près le seul moyen de coercition dont dispose le fisc vis-à-vis des assujettis. A l'encontre de ses fonctionnaires, en effet, l'Administration peut exercer des poursuites disciplinaires, et, au besoin, pratiquer l'expulsion. Ici, le cas demeure semblable : La peur de l'amende restera le commencement de la sagesse.

Ce que nous critiquons, c'est l'attitude prise par le fisc, vis-à-vis de son nouvel agent. Trop souvent, à notre gré, ce dernier redevient, aux yeux de l'Administration, le simple contribuable.

Le Banquier est devenu l'agent du fisc ; c'est très bien. Mais, qu'il soit traité comme tel ! Ce n'est pas un régime de faveur que nous voulons, c'est un traitement logique, celui même qui est réservé habituellement aux fonctionnaires.

Et cette égalité de traitement doit être comprise à deux points de vue :

1) Au point de vue moral : Rapports de collaboration étroite entre le fisc et le Banquier.

Nous disons « collaboration » et non contrôle. Cette collaboration s'entendant avec des fonctionnaires de l'Administration, spécialisés dans le même rôle que le Banquier, c'est-à-dire dans le recouvrement des impôts dont la perception et le contrôle sont confiés à des intermédiaires.

Déjà, en 1908, un auteur (1) écrivait : « De sorte « qu'il (le Fisc) a les moyens de savoir quels chèques « nous touchons et payons, quels placements nous effectuons, quelles valeurs nous avons en dépôt, quelles « opérations de bourse nous faisons, quels sont nos besoins d'argent, quelles avances sur titres nous consentons, etc... et de s'informer si nous avons beaucoup « de papier à l'escompte ». Cette intrusion du Fisc, nous l'avons démontré, a pris une nouvelle amplitude du fait des nouvelles obligations fiscales mises à la charge du Banquier. C'est là quelque chose d'inéluctable mais il est nécessaire, afin d'éviter tout reproche d'inquisition fiscale, que le Banquier ne subisse, du fait de ce contrôle supplémentaire, une gêne personnelle qui le placerait dans une situation inférieure à celle des autres contribuables.

(1) Actualité financière du 11 septembre 1908, cité par Depuichault, thèse Paris 1910.

Il y a plus : le Banquier doit être parfaitement renseigné sur les décisions administratives qui l'intéressent pour son rôle d'agent du Fisc. Une question délicate se pose-t-elle ? Il doit être à même de provoquer sans se heurter à une réponse d'attente, voire même à un refus, la solution applicable, qui dégagera sa responsabilité. Pis encore : sans les provoquer, le Banquier devrait être avisé, directement et continuellement, des instructions et solutions administratives se rapportant aux questions spécialement visées dans notre étude.

Enfin, il y a lieu de formuler le vœu que les agents de l'Administration généralisent le plus possible le principe, timidement adopté déjà, de l'application des amendes aux seuls contrevenants dont la mauvaise foi a pu être constatée.

2) Au point de vue pécuniaire, la loi du 29 mars 1914 instituant au profit du Banquier collecteur d'impôt une remise sur les contributions perçues a réalisé une innovation de grande valeur. Il est incontestable que la tenue de tous les registres dont nous avons eu l'occasion de signaler le mécanisme, les déclarations multiples mises à la charge du Banquier, entraînent pour ce dernier des frais dont il ne tire aucun profit.

Outre les dépenses d'ordre purement matériel (papier, carbonnes, registres, etc...) l'assujetti doit s'assurer contre les risques de pénalités qui le guettent. Pour cela, il doit s'inspirer de l'idée générale qui préside à la direction de tout Etablissement bancaire et qu'un homme de l'art, M. Gilbart (1), concrétisait ainsi : « Un Banquier doit savoir choisir ses associés et collaborateurs de manière à compenser par leurs qualités,

(1) Cité par Courcelle-Seneuil : Les opérations de banque.

« les défauts qu'il reconnaît en lui-même... On a vu des
« directeurs de banque, user leur santé par un travail
« matériel excessif qu'ils auraient dû laisser à leurs com-
« mis ; un Banquier doit savoir économiser le temps,
« en assignant à chacun de ceux qui travaillent sous ses
« ordres des fonctions bien déterminées, en leur laissant
« une certaine latitude pour exercer leurs facultés, se
« former un jugement indépendant et se sentir respon-
« sables ».

Or, à l'heure actuelle, les questions d'intervention fiscale, qui dans le temps ressortissaient du domaine de la « Direction », nécessitent pour le Banquier la création d'un service particulier, le choix de collaborateurs spécialisés, en un mot l'inscription au chapitre des frais généraux d'un crédit supplémentaire. Il est juste et logique que l'Etat qui bénéficie directement de tous ces frais et de ces compétences ainsi mises à son service, en supporte proportionnellement les charges.

Ces charges, une statistique récente (1931) (1) nous en donne une idée saisissante. On y peut voir entre autres constatations que les impôts qui frappent directement les banques, sont augmentés de 0,05 1/2 % du fait des obligations fiscales que nous avons mises en relief.

Pour une banque au capital social de 100 millions de francs : le recouvrement de l'impôt sur les intérêts des créances exige annuellement 125 journées de travail (soit environ 8.000 francs), soit 1,5 % du produit de l'impôt.

La perception de l'impôt sur le revenu des valeurs étrangères abonnées et non abonnées entraîne une dépense annuelle de 200.000 francs, soit 4,07 % du produit

(1) Enquête sur les charges administratives imposées aux Sociétés.

de l'impôt ; la remise exceptionnellement prévue par la loi de 1914 ne couvre pas 1/10 des frais exposés !

Le rôle joué par le Banquier pour le contrôle des droits successoraux exige 130 journées de travail (8.700 francs environ).

Les formalités exigées pour la perception de l'impôt de bourse ont été, pour l'année, particulièrement calme, de 1931 : la tenue de 38 répertoires et l'établissement de 21 extraits et d'un état récapitulatif tous les quinze jours ; soit en tout, 596 journées de travail (48.000 francs environ) et 1.500 francs d'imprimés divers. Cette dernière dépense se révèle comme représentant 345 % du total des droits perçus !

L'enquête démontre enfin que, globalement, la même banque réserve, pour ce rôle spécial d'agent du Fisc, la coquette somme de 310.000 francs par an à laquelle s'ajoutent tous autres frais de chauffage, éclairage, logement, poste, imprimés, etc... Une banque d'un capital sensiblement double du précédent affecte au seul personnel utilisé pour ces mêmes fonctions délicates, la somme de 290.000 francs !

Tous ces chiffres montrent de façon indiscutable l'importance du rôle attribué au Banquier et l'intérêt qu'il y aurait à ce que le législateur se rende enfin compte, tant des avantages que crée cette collaboration du Fisc et du Banquier, que des réformes inhérentes à ces avantages !

Des avantages ? Il saute aux yeux, et la lecture de cet ouvrage l'a croyons-nous surabondamment démontré, que l'Etat a besoin du Banquier, de ses guichets, de ses connaissances techniques, de son réseau de correspondants, de son personnel expérimenté. Depuis près d'un siècle, quelle que soit la politique suivie par le

Gouvernement au pouvoir, des mesures se sont ajoutées, une à une, qui utilisent les services du Banquier. L'avenir, — il est certes imprudent d'essayer de prévoir l'avenir, — donnera, comme le présent, de nouveaux exemples du rapprochement de l'Etat et du Banquier de cet enchevêtrement inlassable, inéluctable, des rôles du Banquier et de ceux respectifs des Ministres des Finances et du Budget.

Mais alors que l'on fasse les réformes nécessaires ! que l'on envisage directement le problème !

Du moins, peut-être se rendra-t-on compte que ce nouvel auxiliaire civil a le droit de faire connaître son opinion, relativement aux impôts qu'il aide à percevoir (1) ; peut-être que des nouveaux rapports qui s'établiront entre le Fisc et le Banquier, il ressortira qu'à cet agent aux méthodes modernés, au travail rapide et organisé, correspondent des formalités simplifiées et plus économiques (il est urgent d'éviter qu'un impôt coûte trois fois plus que ce qu'il ne rapporte !) ; peut-être s'apercevra-t-on que certains effectifs de l'Administration aux méthodes lentes et désuètes, dont le nombre et la qualité feraient l'objet d'une utile révision, font double emploi avec ce nouveau personnel dûment rémunéré ; peut-être pourra-t-on envisager de confier aux banques, à l'exclusion de tous autres intermédiaires dont le but est, dans la plupart des cas, l'organisation de la fraude fiscale et l'exploitation de l'ignorance des assujettis, les rôles officiels qu'elles jouent encore, seulement, de manière officieuse et bénévole ; peut-être enfin cette collaboration étroite de la Banque et du Fisc aboutissant à la diminution de la fraude, à la généralisation d'un

(1) Rapprocher de l'exemple cité, note 1, page 148.

état d'esprit qu'il ne nous est malheureusement possible d'admirer que dans d'autres pays, entraînera cette « modernisation de nos procédés bancaires », cette « liaison plus étroite entre l'épargnant et le Banquier » et cette « meilleure utilisation de nos capitaux » que souhaite si ardemment M. Jacquier (1).

Il y a là, nous n'en doutons pas, une économie et un progrès à réaliser. Puisse ce travail y avoir contribué !

Vu, *le Président de la Thèse* :

Montpellier, le 3 octobre 1933,

M. MOYE.

Vu :

Montpellier, le 6 octobre 1933,

Pr le Doyen, l'Assesseur,

E. BECQUÉ.

Vu et permis d'imprimer.

Montpellier, le 7 octobre 1933.

Le Recteur : TAILLIART.

(1) Chambre des Députés, 15^e législature, n° 1534, p. 159.

BIBLIOGRAPHIE

Traitéés généraux :

- ALLIX. — Traité élémentaire de science des finances et de législation financière. (Rousseau et Cie, éditeurs. Paris, 1927).
- COURCELLE-SENEUIL. — Les opérations de banque (13^e édition revue par M. A. Liesse. F. Alcan, éditeur).
- FRANÇOIS-MARSAL. — Encyclopédie de banque et de bourse (édition 1928, Crété éditeur).
- MAGUERO. — Traité alphabétique (et supplément) des droits d'enregistrement de timbre et d'hypothèque.
- VEYRIERAS. — Traité des taxes de timbre, de transmission et du revenu dont sont redevables les sociétés de toute nature (édition 1924. L'Auxiliaire du Palais, éditeur).
- VINCENT. — Traité technique et pratique des droits d'enregistrement, de timbre et d'hypothèque (édition 1927, Rivière, éditeur).
- Traité technique et pratique de droit fiscal bancaire (édition Sirey, 1929).
- Régime fiscal des sociétés, des valeurs mobilières et des assurances (Paris, 1927).
- WAHL. — Traité du régime fiscal des Sociétés et des valeurs mobilières (Paris, 1909).

Divers

BEZARD-FALGAS. — Le nouveau régime des titres nominatifs et le certificat de propriété (Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1928).

CAUSSADE. — Devant l'impôt (section juridique et fiscale 1930).

DELPECH. — Cours de législation financière professé à la Faculté de Droit de Strasbourg. Année 1928-1929.

Enquête sur les charges administratives imposées aux Sociétés par l'application des lois fiscales et sociales. (Association nationale des Sociétés par action. Paris, 1932).

MOYE. — Cours de législation financière professé à la Faculté de droit de Montpellier, année 1929-1930.

TROTABAS. — Précis de Science et législation financière (Dalloz, 1929).

Thèses

BAUDOUX. — Les charges fiscales des sociétés anonymes françaises (Paris, 1926).

BLATEAU. — Le régime fiscal des opérations de bourse (Verdun, 1928).

DEPUICHAULT. — La fraude successorale par le procédé des comptes-joints (Paris, 1910).

HAUSER. — Les valeurs mobilières et l'évasion fiscale (Paris, 1926).

PARLANGE. — Les banques auxiliaires du Fisc (Paris, 1930).

Périodiques

Bulletin législatif Dalloz.

Le Capital (éditions fiscales).

Débats parlementaires.

Documents parlementaires (Chambre et Sénat).

Le Droit financier.

Le Droit nouveau.

Le Journal de l'Enregistrement.

Le journal « La Loi ».

Le Journal des notaires et des avocats.

Le Journal Officiel.

Rapports et circulaires de l'Union syndicale des ban-
quiers.

Répertoire périodique de l'Enregistrement.

Revue de l'Enregistrement.

Revue des Sociétés.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
Définition du Banquier.	
Rôle économique.	
Rôle fiscal.	
Plan.	

PREMIÈRE PARTIE

Le Banquier agent du Fisc en tant que chef d'entreprise

CHAPITRE PREMIER. — Impôt sur les traitements et salaires	13
Les obligations fiscales du Banquier.	
Jetons de présence et tantièmes d'Administrateurs.	
CHAPITRE II. — Impôt sur les bénéfices des professions commerciales et des professions non commerciales	19
CHAPITRE III. — Sanctions	22

DEUXIÈME PARTIE

Le Banquier agent du Fisc en sa qualité de Banquier

CHAPITRE PREMIER. — Les impôts sur le revenu	25
§ 1. Impôt cédulaire sur les intérêts des créances, dépôts et cautionnements	25
Incidence de l'impôt.	
Opérations taxables.	
Liquidation et paiement.	

Sanctions.

- § 2. Impôt cédulaire sur le revenu des valeurs étrangères non abonnées 39

Portée d'application.

Obligations fiscales du Banquier.

Sanctions.

- § 3. Impôt sur la prime de change des valeurs étrangères abonnées 53

- § 4. Impôt cédulaire sur le revenu des valeurs françaises et des valeurs étrangères abonnées ou déposées en banque 56

- § 5. Impôt général sur le revenu 57

Généralités.

Carte d'identité fiscale.

CHAPITRE II. — Les droits d'Enregistrement 67

- § 1. Déclaration des sommes et valeurs dépendant d'une succession 68

Que doit-on déclarer ?

Qui doit déclarer ?

A quel moment doit-on déclarer ?

Comment et sous quelles sanctions déclarer ?

- § 2. Exigence du certificat d'acquit des droits pour les successions dévolues à des ayants-droit domiciliés à l'étranger 75

- § 3. Exigence de l'envoi en possession des avoirs étrangers 77

Champ d'application.

Utilité de cette disposition.

- § 4. Comptes-joints 82

La fraude.

Les obligations fiscales.

Les sanctions.

§ 5. Coffres-forts	86
Obligations fiscales.	
Sanctions.	
Appendice. — Droits d'enregistrement et droits de timbre	93
CHAPITRE III. — Les droits de timbre	95
§ 1. Impôt de bourse	95
Champ d'application.	
Obligations fiscales et sanctions.	
Le répertoire des opérations de change.	
§ 2. Timbre des valeurs mobilières	104
Valeurs françaises.	
Valeurs étrangères.	
Opérations taxables.	
Obligations fiscales.	
Sanctions.	

TROISIÈME PARTIE

Le Banquier agent du Fisc en tant que centralisateur des valeurs mobilières.

CHAPITRE PREMIER. — Collectivités françaises	116
§ 1. Impôt cédulaire sur le revenu des valeurs mobilières	116
§ 2. Taxes de transmission et conversion	119
§ 3. Sanctions	123
CHAPITRE II. — Collectivités étrangères	126
§ 1. Collectivités abonnées.	
A. Représentation responsable auprès du Fisc	126
La raison d'être de l'institution.	
La création de la situation de représentant responsable.	
Situation juridique du représentant res- ponsable.	

Fin de cette situation.	
B. Régime des titres abonnés déposés en banque	131
§ 2. Collectivités non abonnées.	
A. L'impôt du timbre	133
Historique.	
Obligations fiscales du banquier.	
B. Régime des titres non abonnés déposés en banque	138
C. Régime des titres émis par les banques en représentation de titres étrangers	142
CONCLUSIONS	145
Le droit de regard de l'Administration.	
Avantages de l'utilisation du Banquier au service du Fisc.	
Critiques de cette utilisation.	
Résultats à espérer.	
BIBLIOGRAPHIE	161

